



Lettre 21 – Novembre 2021

Le **10 octobre** est la journée internationale de l'itinérance et des sans abris. Un peu de chaleur humaine n'est jamais de trop dans notre monde qui valorise le chacun pour soi!

Au niveau international, c'est en février 2020 que la Commission de développement social des Nations Unies a consacré ses travaux sur les sans-abris. Cette avancée est le fruit d'un engagement de plusieurs organisations non-gouvernementales. Un des apports de la société civile à l'ONU est d'avoir donné la voix aux personnes et aux familles sans abris : et par conséquent d'avoir mis en lumière les divers visages des sans-abris. Soulignons entre autres :

- Celles et ceux qui vivent dans la rue ou dans des espaces à ciel ouvert (parc, cimetière, sous les ponts, etc.)
- Celles et ceux qui se trouvent dans des refuges d'urgence, des abris temporaires, des **camps de réfugiés**, des motels ou hôtels en attente d'une solution, sur une pièce que leur offre des amis, etc.
- Celles et ceux qui se logent dans des habitations non adéquates et des lieux non sécuritaires (**tentes, abris de fortune**, plusieurs familles dans un lieu restreint, lieux désertiques, environnement pollué, sans eau, sans énergie comme l'électricité, lieu à risque d'inondations, etc.).
- Celles qui sont victimes de violence conjugale, les victimes de **traite humaine**, d'exploitation sexuelle, d'exploitation par le travail forcé, ou qui **fuit une situation de violence**.

Bien avant l'article 25 de la Charte des droits de l'homme qui affirme le droit à un logement adéquat et abordable, des textes bibliques rappellent le souci que tous aient accès à un toit. Des prophètes dénoncent l'accaparement des richesses en laissant des gens sans-abri. « Il rend justice à l'orphelin et à la veuve, aime l'immigré, et lui donne nourriture et vêtement. **Aimez donc l'immigré**, car au pays d'Égypte vous étiez des immigrants. » (Deutéronome 10, 16-19) que chacun ait pour son frère amour et tendresse. La veuve et l'orphelin, l'étranger et le pauvre, ne les opprimez pas (Zacharie 7,9).

Michel Girard

LES CERCLES

Nous avons reçu des nouvelles, pour les cercles : Aix-en-Provence, Cergy-Pontoise, Étampes, Haguenau, Le Havre, Rochelle, Mantes, Pau, Rennes, Saint-Gaudens, Saverne, Strasbourg, Toulouse, Tours, Troyes, Versailles, Wissembourg
Certains cercles n'ont pas lieu en ce moment : Grenoble

CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE

MESNIL-AMELOT

Un tunisien devait être expulsé. Douze détenus sont rentrés dans la chambre et ont fait semblant de lui dire au revoir. Ils ont bloqué la porte. Les gardiens ont essayé de forcer la porte, mais ça a pas marché, pendant 1h. Alors ils ont appelé une brigade spéciale, qui a utilisé une machine électrique qui casse les murs. Après ils ont cassé la porte et ont utilisé le taser. Ils leurs ont mis des serflex et ont traîné des détenus. Ils ont été conduit au commissariat, le médecin a dit que leur état était incompatible avec la garde à vue et ils ont dû les ramener à l'hôpital pour faire un scanner à la gorge. Les soignants ont dit qu'ils pouvaient les ramener au commissariat et là ils les ont laissé en caleçon et sans couverture pendant plus de 10 heures et les ont frappé. Normalement c'est un vice de procédure quand les flics les frappent, mais là il ne s'est rien passé. Ils étaient 6 au commissariat du 20ème et 6 au commissariat du 12ème du vendredi matin jusqu'à samedi, et dimanche ils ont été ramené au tribunal à Porte de Clichy, où ils ont eu tous un rappel à la loi, sauf celui qui devait être expulsé, qui, lui, est parti en prison en attendant le procès. Il a un avocat, le jugement était lundi après-midi, et apparemment il est sorti libre avec un rappel à la loi. Le commandant du CRA est venu les voir et pour leur faire peur, leur a dit que leur codétenu avait pris 2 ans de prison, mais c'était un mensonge, puisque le procès n'avait pas encore eu lieu.

OISSEL - ROUEN

Deux jeunes soudanais sont enfermés au CRA de Oissel depuis mercredi 19 octobre 2021. Ils vivaient au squat de Ranville jusqu'à ce mardi 19 octobre. A 8 heures du matin, neuf jeunes demandeurs d'asile soudanais originaires du Darfour et un mineur isolé étaient expulsés de leur lieu de vie suite à une décision du tribunal judiciaire de Caen rendu le 3 juin 2021. Sept d'entre eux ont été emmenés en car sans explication aucune vers un centre d'hébergement pour 4 d'entre eux et vers un hôtel pour 3 d'entre eux. Vendredi 22 octobre 2021, le juge des libertés et de la détention a statué sur leur mise en liberté : demandeurs d'asile en procédure Dublin. Ils seront enfermés pendant 28 jours.

TOULOUSE

Le centre de rétention administrative de Toulouse est comme toujours bien rempli. Les prisonniers témoignent depuis les différents secteurs du centre pour faire connaître les conditions d'enfermement et les acharnements racistes de l'État qu'ils subissent. Des algériens sont enfermés alors qu'il n'y pas d'expulsions vers l'Algérie qui ne délivre pas de laissez-passer depuis la fermeture des frontières en raison du Covid.

FRANCE

La France durcit les conditions d'obtention des visas à l'égard du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie

Le gouvernement français a fini par sévir en annonçant mardi 28 septembre 2021 le durcissement des conditions d'obtention des visas provenant de ressortissants du Maroc, de Tunisie et d'Algérie. Paris entend ainsi mettre la pression sur ces trois pays qui rechignent à reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière. Pour forcer ces pays à reprendre leurs ressortissants, la France a donc décidé de baisser de 50% le nombre de visas délivrés aux Marocains et aux Algériens, et de

33% aux Tunisiens. « C'est une décision inédite, mais c'est une décision rendue nécessaire par le fait que ces pays n'acceptent pas de reprendre des ressortissants que nous ne souhaitons pas et ne pouvons pas garder en France », a affirmé le porte-parole du gouvernement. Sur les six premiers mois de 2020, environ 63 000 visas ont été délivrés à des Algériens, pour 96 000 demandes. Le président de la république a donc demandé au ministère des Affaires étrangères de délivrer pour les six prochains mois, 31 500 visas au maximum aux ressortissants algériens, soit deux fois moins. « Il y a eu un dialogue, ensuite il y a eu des menaces. Aujourd'hui on met cette menace à exécution », le secrétaire d'État français aux Affaires européennes avait déjà prévenu le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Le Premier ministre et des membres du gouvernement, dont le ministre de l'Intérieur, s'étaient rendus dans ces trois États et Paris avait organisé des réunions avec les ambassadeurs des pays concernés mais n'avait reçu aucune garantie, ni observé de changement de doctrine. « On souhaiterait que la réaction soit davantage de coopération avec la France pour qu'on puisse faire appliquer nos règles migratoires ».

Poursuite temporaire de l'accompagnement des mineurs de l' ASE devenus majeurs

Le secrétaire d'État à l'Enfance a annoncé mercredi 29 septembre 2021 la **poursuite temporaire de l'accompagnement des jeunes** placés dans des familles d'accueil, hôtels ou foyers gérés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) qui se retrouvent à la rue le 1er octobre 2021, une fois qu'ils ont atteint 18 ans, par les départements, en charge de leur suivi et de leur hébergement, "si des jeunes ne trouvaient pas de solution". L'État compensera les dépenses engendrées. Cette annonce est importante car depuis le premier confinement de mars 2020, les conseils départementaux avaient reçu instruction de ne pas mettre fin à leur accompagnement de jeunes de l'ASE parvenant à la majorité, en raison des difficultés pour obtenir stage ou emploi pendant la crise sanitaire, mais la mesure devait prendre fin au 30 septembre. « Quand le premier ministre annonce 900 millions d'euros d'ici la fin de l'année à la formation professionnelle, cela profite à tous les jeunes, dont ceux de l'Aide sociale à l'enfance, identifiés comme un public prioritaire ». Un projet de loi relatif à la Protection des enfants, adopté par l'Assemblée nationale en juillet 2021 mais pas encore au Sénat, doit ouvrir le droit à l'ASE jusqu'à 21 ans en cas de "difficultés d'insertion sociale". Mais cette annonce ne permettra pas aux jeunes de bénéficier de voies de recours en cas de refus des départements.

AFGHANS placés en centres de rétention en France

À la suite du 15 août 2021 (*date de la prise de Kaboul par les Taliban*), trois Afghans ont été placés dans des CRA (où la Cimade intervient) pour être renvoyés vers l'Afghanistan. Ce n'était pas dans le cadre du règlement Dublin : soit ils étaient déboutés du droit d'asile, soit ils n'avaient pas initié de demande d'asile ; en tout cas, ils ont reçu une mesure d'éloignement vers l'Afghanistan. Cela s'est passé dans plusieurs préfectures. Deux de ces trois personnes avaient aussi reçu des interdictions de retour sur le territoire. Elles ont finalement toutes été libérées, sur décision du juge, après des interventions de membres de la Cimade et d'avocats. Mais rappelons qu'un placement en rétention est fait pour qu'une préfecture, en simultanément, organise avec diligence l'expulsion de la personne. Rien que de placer des Afghans en CRA, c'est très interpellant. D'un côté le gouvernement dit que les éloignements vers l'Afghanistan sont arrêtés depuis juillet ; de l'autre, les préfectures placent des Afghans en CRA. Ces dernières ont bel et bien l'intention de les éloigner. Face à des alertes, ces préfectures n'ont jamais réagi en disant qu'il s'agissait d'une erreur : elles ont maintenu la rétention, en attendant la décision du juge... Il y a donc une contradiction entre la pratique et les annonces qui ont été faites. Les Afghans ne devraient pas être placés en CRA, ni dublinés : il s'agit de les protéger ! Or, ce que l'on constate aujourd'hui, c'est qu'il y a une non-

volonté de protéger les personnes afghanes. Quoi qu'il arrive. La politique de répression prime sur les changements géopolitiques fondamentaux dans le pays d'origine.

Quatre Afghans ont été renvoyés lundi par la France vers la Bulgarie, dans le cadre du règlement Dublin qui permet de reconduire vers le premier pays d'arrivée en Europe les demandeurs d'asile. Des avocats redoutent que ces Afghans soient expulsés dans leur pays d'origine, la Bulgarie n'ayant pas suspendu ses renvois vers l'Afghanistan malgré la prise de pouvoir des Taliban (voir ci-dessous à : Strasbourg).

Des BANGLADAIS déboutés de l'asile sans avoir été entendus par un juge

Depuis le début de l'année 2021, plusieurs avocats s'inquiètent de la hausse des dossiers rejetés par ordonnance. La démarche est légale au regard du droit français et, souvent, les rejets sans audience concernent les dossiers venant de pays dits "sûrs". Mais le Bangladesh ne figure pas sur cette liste. Maintenant, les ordonnances pour les Bangladais arrivent par vagues successives. Avant, il n'y avait jamais d'ordonnance pour les Bangladais, maintenant elles concernent des dizaines et des dizaines de personnes. La CNDA explique que le recours aux ordonnances intervient dans un cas précis : lorsqu'un dossier ne présente aucun élément sérieux susceptible de remettre en cause la décision de l'Ofpra, en première instance. A travers cette définition très large, tous les abus sont permis. Le principe même de juger sans entendre la personne est choquant car on prive cette personne d'un procès équitable et on porte ainsi atteinte aux droits de la défense. C'est un détournement de la loi pour faire du chiffre. A l'Ofpra, en première instance, il peut y avoir des ratés, des demandeurs d'asile qui ne savent pas comment parler. Il peut y avoir des interprètes pas toujours fiables, pas toujours performants ; tous ces exemples tendent à prouver qu'une audition à la CNDA est primordiale. On estime que le nombre des rejets de dossiers de Bangladais grimpe à plus de 1400. Pour les déboutés bangladais, l'avenir s'assombrit à l'approche de l'hiver. Une fois les recours épuisés, les CADA demandent généralement aux occupants de quitter les lieux. Cela va être très difficile de rester dehors maintenant.

Des villages accueillent des migrants

Quatre communes (Nièvre, Puy de Dôme, Isère, Alsace), ont décidé d'accueillir des réfugiés ou demandeurs d'asile : sans peur de l'étranger, et loin du repli sur soi, en montrant leur part d'humanité. Les habitants, les associations et les élus ont affronté les réticences de certains de leurs concitoyens. Ils ont accompagné ces nouveaux- arrivants qui pouvaient redonner vie à leur commune en renforçant l'école, en évitant les fermetures de divers commerces. Pour éviter la désertion rurale.

BORDEAUX

Lundi 11 octobre 2021, quinze jeunes étrangers hébergés par le 115, à Bordeaux, devaient plier bagages, dès le lendemain matin. Ces 15 jeunes ont deux points communs. Tous sont en recours auprès du juge des enfants, afin de faire reconnaître leur minorité et leur isolement. Et tous sont issus du squat de Kabako, expulsé par la préfecture le 23 septembre 2021. Ce squat avait été ouvert au sein d'un ancien bâtiment du Conseil départemental, en juin 2020. Le jour de l'expulsion, 39 jeunes étaient présents. Cinq étaient en pré-évaluation au Centre départemental de l'Enfance et de la Famille. Les 34 autres étaient en recours auprès du juge des enfants. Chacun a reçu une proposition d'hébergement d'urgence via le 115. Mais certains ont pris peur, et quitté Bordeaux. Cela faisait des mois qu'ils se trouvaient en Gironde, ils ont voulu tenter leur chance ailleurs. Vingt-

cinq jeunes sont restés pour être hébergés dans des hôtels par le 115, mais ces places provisoires n'étaient garanties que jusqu'au 11 octobre. Anticipant l'échéance, plusieurs sont partis à leur tour vers d'autres villes. On perd de vue des jeunes qui deviennent encore plus vulnérables et précarisés. Pour les 15 jeunes qui restent en relation avec les associations (Médecins du Monde, le collectif Kabako et l'association Tremplin, des rencontres avec la préfecture ont eu lieu le 24 septembre 2021, au lendemain de l'évacuation et le 7 octobre 2021. Le matin même de cette réunion, le 115 informe avoir reçu l'ordre de remettre à la rue des jeunes. Huit avaient déjà été mis dehors. Face aux protestations des associations, ces jeunes ont été réintégrés, le soir même, dans leur hôtel. Seules quelques nuits ont été gagnées. Lundi 11 octobre 2021, le cabinet de la préfète prévient les associations par téléphone que l'hébergement des 15 jeunes prendra fin, définitivement, le lendemain matin. Elle aurait alors fait une proposition étonnante. "La directrice de cabinet de la Préfète (...) a précisé qu'un rendez-vous à l'OFII serait organisé le jour-même pour leur proposer une aide au retour dans leur pays d'origine en échange d'une prolongation de leur hébergement", affirment La Cimade et Médecins du Monde dans un communiqué du 12 octobre. Une forme de chantage à l'hébergement. Il s'agit là d'une obstruction à une démarche d'accès aux droits. Aucun jeune ne s'est présenté à l'OFII. La loi ne prévoyant aucun dispositif pour les mineurs en recours, ces derniers sont remis à la rue sans aucune prise en charge. Pourtant, des juges administratifs ont pu considérer que le fait que le juge des enfants ne se soit pas encore prononcé "*ne fait pas obstacle à ce que le département poursuive la prise en charge de l'intéressé à titre provisoire dès lors qu'un tel accueil s'avère la seule solution pour mettre un terme aux risques encourus par le jeune pour sa santé, sa sécurité ou sa moralité et qu'elle n'excède pas les capacités d'action de la collectivité*". La Défenseure des droits a été saisie. Le jour même, elle a ouvert un dossier sur l'affaire, pris contact avec la préfecture et transmis l'information au ministère de l'Intérieur. les 15 jeunes dorment à l'abri grâce à de l'hébergement solidaire. Une solution éphémère.

Un nouveau foyer d'hébergement pour jeunes migrants «Emma nuelle Ajon» a été inauguré lundi 4 octobre 2021 à Bordeaux. L'association Rénovation qui le gère peut y accueillir 24 personnes, pour des séjours tenant lieu de première étape dans leur intégration. Le président du conseil départemental qui finance le foyer à hauteur de 3,4 millions d'euros, s'était mobilisé en 2016, sous l'impulsion d'Emmanuelle Ajon, pour pour recevoir 36 mineurs non accompagnés en provenance de Calais, où la « jungle » venait d'être démantelée. Aujourd'hui, la Gironde s'occupe de 1324 mineurs non accompagnés au titre de ses missions de protection de l'enfance, pour 11532 enfants suivis au total. Le dispositif R d'accueil de Rénovation propose quant à lui un accompagnement socio-éducatif pour 88 jeunes, dont 24 accueillis à la Maison Emmanuelle Ajon, où ils reçoivent des cours de français ou de sport et sont suivis par un médecin et un psychologue. Les services de l'Etat ont accepté de prendre en charge ces jeunes jusqu'à la fin de leurs démarches de recours, ce qu'ils n'avaient pas fait jusqu'à présent. La vraie question c'est le statut de ces jeunes en recours, qui n'est pas prévu par la loi.

BRIANCON

Mardi 26 octobre 2021, une cinquantaine d'exilés s'apprêtaient à passer une nouvelle nuit dans l'église Sainte Catherine de Briançon. Quelque 200 personnes y avaient déjà trouvé refuge, la veille. Le nouveau refuge de la ville, les « Terrasses solidaires », seul lieu d'accueil de la ville, n'était pas en mesure d'offrir un toit à tous. Avec seulement 80 places d'hébergement disponibles, il s'est dit débordé par le nombre de personnes qui se sont pressés à ses portes et a fermé, dimanche. L'administrateur bénévole de l'association Refuges solidaires indique : "Cela fait longtemps qu'on alerte les pouvoirs publics sur impossibilité de gérer tout seul a mise à l'abri des personnes. On demande d'urgence l'aide de l'État ». La gare a également servi de refuge temporaire. Dans la nuit de dimanche à lundi, 25 octobre 2021 des dizaines de migrants ont dormi à même le sol pour ne pas avoir à affronter les températures qui ne cessent de descendre dans la région montagneuse. La préfecture des Hautes-Alpes, qui reconnaît un afflux de migrants ces derniers jours dans le

département, n'a pas débloqué de places d'hébergement d'urgence. Pour elle, ce sont les associations qui, en proposant des places d'accueil, créent un appel d'air. Les Terrasses Solidaires "bien identifié des réseaux de passeurs, a provoqué une augmentation des flux", a indiqué la préfecture, pour qui nombre de ces arrivants sont en "situation irrégulière", faute d'avoir demandé l'asile dans leur pays d'entrée en Europe, l'Italie.

Alors que les exilés partent généralement au bout de quelques jours de cette ville transit, beaucoup se sont retrouvés coincés en raison de l'impossibilité de faire des tests PCR, exigés pour les trajets en train. Ces tests sont régulièrement proposés aux migrants par la Croix rouge mais le dispositif n'a pas permis, lundi 25 octobre 2021, aux personnes sur le départ de se faire dépister. Pour Refuges solidaires, la faute incombe à la préfecture qui aurait "interdit à la Croix-Rouge d'effectuer des test Covid-19 sur les personnes migrantes". Selon Refuges Solidaires, les guichets de la gare de Briançon avaient, en outre, été fermés, empêchant les migrants d'acheter des billets. La préfecture dément toute interdiction et évoque un planning de rotations de la Croix rouge déjà établi. Un début de solution a été mis en place mardi. Quatre cars à destination de Lyon, Valence ou encore Grenoble, ont été mis à la disposition des migrants munis d'un billet. Refuges Solidaires a indiqué qu'elle ne reprendrait sa "mission" d'hébergement "que lorsque les conditions de sécurité pourront être respectées aux Terrasses" ce qui implique que d'autres opérateurs prennent en charge l'accueil d'urgence en complément de l'accueil qu'elle mène depuis lors seule. Lundi soir 25 octobre, l'évêque de Gap est intervenu dans le débat entre État et associations en demandant au ministre de l'Intérieur d'intervenir : "Non pour envoyer les forces de l'ordre mais pour mobiliser la Sécurité Civile, la Croix Rouge, accepter que le HCR intervienne, pour mettre à l'abri et pratiquer les tests PCR", afin que des migrants puissent prendre le train. "Je demande aux représentants de l'État de regarder la réalité en face : ce n'est pas en rendant difficile l'accueil des réfugiés à Briançon que les problèmes immédiats et structurels seront résolus".

CALAIS

Un jeune migrant est décédé mardi 28 septembre 2021 au petit matin à Marck, à quelques km de Calais. Selon les images de vidéosurveillance, la victime a tenté de monter dans le camion, un semi-remorque qui roulait à faible vitesse, mais a chuté. La victime était en arrêt cardio-respiratoire quand les pompiers de Marck, sont arrivés sur les lieux mais ils n'ont malheureusement pas pu le ranimer et l'homme est mort sur place. Les faits se sont déroulés aux alentours de 5h du matin. En raison de l'obscurité, "le conducteur n'a a priori pas pu se rendre compte qu'il roulait sur quelqu'un". Une enquête pour "homicide involontaire" a été ouverte. D'après les premiers éléments, la victime serait de nationalité soudanaise et âgée de 16 ans.

Mardi 28 septembre 2021, à Calais, près de 400 migrants ont été expulsés de la zone du Virval, près du centre hospitalier. Dès 6h du matin, les forces de l'ordre ont réparties "363 personnes isolées et 37 personnes appartenant à des familles" dans 17 bus. Tous ont été acheminés "vers des centres situés dans le Pas-de-Calais et la région Hauts-de-France", a indiqué la préfecture. Selon elle, ces occupations "illicites" - "environ 450 tentes"- occasionnaient "de sérieux problèmes de sécurité, de salubrité et de tranquillité en particulier pour le personnel et les usagers du centre hospitalier". Il était évident que les migrants n'avaient pas le choix de monter dans les bus : Ils ont été emmenés par les policiers, très nombreux et lourdement armés de matraques, de pistolets Taser et de tonfas. Des tentes, des bâches et des poussettes sont restés sur le terrain, et certains agents ont confisqué des sacs à dos et des valises. Dans les bus, personne n'a dit aux migrants où ils allaient. Seuls deux réfugiés ont dit être à Boulogne-sur-Mer. Mais on ne sait pas pour combien de temps, ni dans quelles conditions ils ont été accueillis.

Rapport de « Human Right Watch

Le rapport de « Human Right Watch » est paru jeudi 7 octobre 2021 : "**Infliger la détresse : Le traitement dégradant des enfants et adultes migrants dans le nord de la France**". Environ

deux mille personnes, dont au moins 300 mineurs non-accompagnés, vivaient dans des campements informels à Calais et ses alentours à la mi-2021. Pour réaliser son rapport, HRW a interrogé 60 exilés, dont 40 s'identifient comme Mineurs Non Accompagnés. Leurs lieux de vie sont quotidiennement détruits. Le rapport de HRW cite les données recueillies par Human Rights Observers, un collectif produisant des comptes-rendus mensuels détaillés des expulsions et destructions de matériel par les forces de l'ordre. En 2020, pas moins de 950 expulsions ont eu lieu à Calais, tandis que plus de 5000 tentes et bâches, ainsi que des centaines de sacs de couchage, ont été saisis. Des tentes sont régulièrement tailladées par des sociétés de nettoyage, sous supervision de la police. Les migrants anticipent ces expulsions en quittant temporairement leur lieu de vie, "entre 20 et 30 minutes, avant de retourner s'y installer", précise le rapport. "Un matin sur deux, on récupère nos tentes, puis on les replace une fois que la police a regardé partout". Les policiers ont harcelé des bénévoles de Human Rights Observer (HRO), d'Utopia 56 et d'autres associations non gouvernementales qui observent la police lors des expulsions

Les distributions de nourriture menées par les autorités ne sont pas organisées dans tous les lieux de vie, et peuvent avoir lieu en même temps que des expulsions, ce qui oblige les personnes à choisir entre recevoir ces denrées de base ou bien conserver leurs tentes, bâches et autres possessions. Les associations tentent de satisfaire l'accès à l'eau, à la nourriture, à la recharge des téléphones. Mais elles sont, entravées par un arrêté préfectoral qui interdit, depuis septembre 2020, les distributions de nourriture dans plusieurs endroits de la ville. Cet arrêté a été prolongé plus d'une dizaine de fois et est encore en vigueur, jusqu'au 18 octobre 2021. La difficulté constante d'accéder à l'eau pose des problèmes particuliers aux femmes et aux filles lors de leurs menstruations.

« Ces pratiques abusives s'inscrivent dans une politique de dissuasion plus globale des autorités, visant à supprimer ou à éviter tout ce qui pourrait, à leurs yeux, attirer les migrants dans le nord de la France" conclut HRW. Une affirmation corroborée par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin lui-même, qui déclarait en juillet 2021 : "La consigne que j'ai donnée pour éviter de revivre ce que les Calaisiens ont connu il y a quelques années, c'est la fermeté des forces de l'ordre. Cette fermeté va avec une présence très forte et des opérations toutes les 24 ou 48 heures". Ces politiques du "zéro fixation" sont "un échec flagrant, et entraînent de graves souffrances : les chiffres des traversées de la Manche le prouvent : celles-ci ne décroissent pas. Selon la préfecture, plus de 15 000 migrants ont tenté la traversée entre le 1er janvier et le 31 août 2021. Sur toute l'année 2020, ces tentatives avaient concerné près de 9500 personnes.

Grève de la faim

Depuis lundi 11 octobre 2021, deux bénévoles de l'association Shanti et une prêtre ont entamé une **grève de la faim** pour réclamer "l'arrêt de la maltraitance des personnes exilées dans le Calaisis. Il y a des expulsions tous les jours, les personnes sont gazées, humiliées. L'État se radicalise et la violence engendre la violence. Des interdictions se sont multipliées ensuite sur l'ensemble des lieux de vie des personnes, rendant illégales toute distribution". Les grévistes réclament la "suspension des expulsions quotidiennes et des démantèlements de campements durant la trêve hivernale, l'arrêt de la confiscation des tentes et des effets personnels des personnes exilées durant cette même période, l'ouverture d'un dialogue citoyen raisonné entre autorités publiques et associations non mandatées par l'État, portant sur l'ouverture et la localisation de points de distribution de tous les biens nécessaires au maintien de la santé des personnes exilées. Les trois militants restent dans l'église Saint-Pierre de Calais durant leur grève de la faim et prévoient de consommer de l'eau et de la tisane. "Pour le moment ça va. Il y a des journalistes qui viennent, des bénévoles, des Calaisiens, des amis. Des médecins passent aussi tous les jours vérifier notre état de santé. On ne sait pas jusqu'où on va devoir aller, concède la jeune femme. On nous a dit que c'était fou de devoir faire une grève de la faim pour demander que des gens ne se fassent pas détruire leurs affaires". Tous ces amis espèrent qu'une solution sera trouvée. La Cimade soutient leurs

revendications et invite à signer leur pétition pour stopper cette escalade de la violence. Les exilés eux-mêmes ont été surpris d'apprendre cette initiative. "Ils ne pensaient pas qu'on pourrait en arriver là. « L'atteinte à son corps dans certaines religions n'est pas forcément bien vue, mais des gens sont aussi venus nous remercier. »

Le préfet du Pas-de-Calais est sorti de son silence. Il a décidé "d'accroître la fréquence des réunions de concertation organisées à la sous-préfecture de Calais" avec les associations qui "seront désormais mensuelles". Dérisoire, jugent les grévistes. "Les décisions ne se prennent pas au niveau de la sous-préfecture ; il n'y a pas d'espace de discussion quand quelqu'un est en train de mourir de froid, sous la pluie, n'a pas accès à la nourriture ou autre chose. Il n'y a pas d'espace pour dire : 'On va se retrouver dans une semaine pour en parler'", a déclaré le prêtre jésuite. Les associations d'aide aux migrants dénoncent régulièrement les vols systématisés de leurs affaires lors des expulsions de campements. Le préfet compte également "établir un nouveau protocole de restitution des effets personnels que les migrants auraient pu perdre lors des opérations d'évacuation". Le nouveau dispositif "permettra de proposer un lieu de dépose plus accessible de ces effets, lesquels seront triés et séchés avant leur restitution aux migrants". Les trois grévistes restent dans l'église Saint-Pierre.

Avant d'avancer une quelconque proposition de sortie de crise, le médiateur, patron de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) attend de dialoguer avec les trois grévistes de la faim, qui sont toujours extrêmement déterminés. Pour lui, des hébergements existent sur tout le territoire et donc des mises à l'abri sont possibles. Mais pour cela, reconnaît-il, il faut que les exilés soient d'accord pour s'éloigner de Calais et donc de la frontière britannique. Selon lui, c'est le travail de ses agents de convaincre les migrants que d'autres solutions sont possibles pour eux, en France. Mais la plupart des exilés ne souhaitent pas rester dans l'Hexagone et surtout ont déjà été déboutés du droit d'asile ou sont concernés par l'accord de Dublin qui les oblige à faire une demande d'asile dans le pays par lequel ils sont entrés en Europe. La seule solution serait de lever cette dernière obligation, comme en 2017, où 4 000 exilés avaient bénéficié de cette mesure. Dans un communiqué commun, 150 associations se sont jointes mardi 26 octobre aux revendications des trois grévistes de la faim.

La mission du médiateur gouvernemental envoyé auprès de trois militants en grève de la faim en soutien aux migrants s'est achevée jeudi 28 octobre sur un échec. Après deux jours de réunions mercredi et jeudi, et des rencontres avec une dizaine d'associations, la déception est unanime. Le médiateur "n'apporte pas de solutions", ont regretté jeudi soir 28 octobre 2021, les trois grévistes de la faim ; "Il a été envoyé en tant que technicien", mais ne répond pas aux "revendications, qui sont en priorité l'arrêt des expulsions de campements". Lors des discussions, le médiateur avait proposé deux plans d'action : 1) prévenir en amont les migrants des démantèlements de camps pour leur laisser le temps de rassembler leurs affaires avant de se rendre dans les endroits de mises à l'abri ; 2) instaurer un "diagnostic social" dans les campements : c'est-à-dire d'envoyer des travailleurs sociaux à la rencontre des exilés pour identifier les plus vulnérables (femmes enceintes, familles, malades...) et les diriger vers les structures adéquates. Il ne comprends pas vraiment les refus de mise à l'abri. « Si la situation d'hébergement est réellement urgente [à cause des intempéries, de l'insalubrité des camps, de l'insécurité...], les exilés doivent accepter les solutions proposées", a-t-il déclaré. Généralement, la préfecture met en place des bus lors des démantèlements pour accompagner les migrants vers des centres appelés CAES (centre d'accueil et d'examen des situation. Les bus ne viennent pas toujours et les places manquent dans les CAES. Les autorités déplorent de leur côté les refus des exilés de s'éloigner des plages. Les militants associatifs ont dénoncé une visite "électorale" et lui leur "posture dogmatique". Le médiateur a proposé de revenir mardi 2 novembre 2021 pour "une nouvelle réunion avec tous ceux qui veulent bien participer à une prise en charge des migrants à Calais".

La tempête Aurore

La tempête Aurore qui a balayé le nord de la France, dans la nuit de mercredi à jeudi 21

octobre 2021, a provoqué des dégâts dans les camp de migrants situés sur le littoral de la Manche. Les vents violents, à plus de 150 km/h, ont rapidement eu raison des abris de fortune des exilés qui vivent dans les bois ou sur des terrains boueux de la ville de Grande-Synthe. Il y a eu énormément de vents, des trombes d'eau. Beaucoup d'abris ont été détruits, les tentes se sont envolées ou n'ont pas supporté le poids de l'eau. Les migrants ont été effrayés, ils étaient trempés, ainsi que leurs enfants. Ils réclamaient de l'aide.

La veille, Utopia 56 avait tenté de prévenir les migrants de la violence de la tempête. Entre 800 et 1000 personnes, dont de nombreuses familles avec enfants, vivent aujourd'hui à Grande-Synthe, principalement sur un terrain appelé "terrain des Jésuites". Leurs conditions de vie sont très précaires : lors des démantèlements, les tentes et affaires des migrants sont régulièrement saisis. Pour faire face, Utopia 56 a ainsi distribué un surplus de bâches, mercredi soir 20 octobre, mais ce fut dérisoire vu la violence d'Aurore.

Utopia 56 a interpellé la mairie de Grande-Synthe et la préfecture du Nord pour activer un plan spécial en vue de la tempête. Mais personne n'a répondu. "Nous voulions qu'ils débloquent des abris d'urgence de type 'plan grand froid". À Calais, même constat. Entre 1 500 et 2 000 personnes seraient présentes dans la ville, selon les ONG. "Et rien n'a été fait spécifiquement pour hier soir". Des bus chargés d'emmener les migrants vers les abris des centres d'accueil (CAES) sont dépêchés quotidiennement "mais ces dernières 48h, ils n'acceptaient pas les hommes seuls, faute de places. Donc beaucoup d'hommes ont dormi dehors cette nuit". Ainsi, un mineur de 15 ans, apparemment, libéré du CRA de Coquelles en pleine nuit, alors que la tempête était déjà là, était trempé. Aucun blessé n'est à déplorer parmi les migrants.

305eme mort à Calais

Jeudi 21 octobre 2021, un jeune homme est mort à l'hôpital de Calais, quelques heures après avoir été grièvement blessé dans une zone de stationnement des poids-lourds, a indiqué, vendredi 22 octobre 2021, le procureur de la République de Boulogne-sur-mer. On ne dispose pas d'éléments d'identification". "Il a été découvert blessé à l'occasion d'une patrouille de police", jeudi matin vers 7 heures la zone d'activités où stationnent les poids-lourds en partance pour l'Angleterre. La jeune victime était sans doute en train de tenter de grimper dans un camion pour l'Angleterre lorsqu'il a été blessé. "Un attroupement de migrants était formé autour de lui". "La cause exacte du décès n'est pour l'instant pas déterminée, mais la zone est connue pour être un lieu où les migrants cherchent à entrer dans les camions". Le jeune homme aurait été percuté par un camion. Il est décédé vers 16 heures à l'hôpital. Une enquête a été ouverte en "recherche des causes de la mort", et "une autopsie et des investigations" seront menées pour éclairer les circonstances du drame. C'est le 305e mort à Calais depuis le début de l'exode migratoire vers l'Angleterre. Vendredi 22 octobre 2021, quelque 200 personnes se sont rassemblées en fin de journée devant un jardin public, en hommage au jeune homme décédé jeudi.

DUNKERQUE

Sur une vidéo fournie au Daily Mail et mise en ligne le 1er octobre 2021, le 22 septembre 2021, sur une plage à huit kilomètres de Grande-Synthe, 8 exilés iraniens transportent près de l'eau, un canot qui devait conduire une quarantaine de personnes au Royaume-Uni. S'en suit une altercation avec les forces de l'ordre présentes dans un véhicule. Un des migrants raconte : "Quand la police nous a vu, ils ont dit "Stop", et on s'est arrêtés. Mais ils ont tiré quand même (avec des balles en caoutchouc), alors on s'est enfuis". Ceux qui portaient le bateau affirment que le groupe de policiers armés riait alors que tombaient au sol leurs deux camarades blessés (jambe fracturée, main cassée). Le migrant iranien a reçu des soins de la part des pompiers, avant son transfert à l'hôpital. La préfecture a indiqué que "lors de cette opération, un équipage des forces de l'ordre a été pris à partie de manière agressive par des migrants. Les policiers ont fait un usage proportionné de la force, avec les moyens dont ils disposaient, intégrant l'usage de flashball. A ce stade, aucun élément

ne permet d'établir un lien entre l'action de la police et les blessures constatées". La question de l'utilisation de LBD puisque ces balles en caoutchouc, renfermant un noyau métallique, sont dangereuses. En janvier 2021, la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale avait publié un rapport qui recommandait d'interdire le lanceur de balles de défense en manifestation, reconnaissant notamment la capacité de l'arme à occasionner des blessures graves, et notamment des fractures. D'après « l'Auberge des Migrants », "la police a pour ordre de ne surtout pas laisser partir les gens sur les bateaux. Alors ils tentent de les arrêter par tous les moyens, avant la mise à l'eau. Parfois, il lacère les canots pneumatiques". "Lors des distributions de soupe aux exilés, les policiers portent des fusils-mitraillettes. Officiellement, pour le plan Vigipirate", affirme-t-il, sceptique. "Mais ici, les violences policières sont quotidiennes. Quand il s'agit de réprimer les migrants, la créativité des policiers est sans faille. Aujourd'hui, en voiture, j'ai vu un camion de CRS passer à côté de deux personnes à pied, vraisemblablement des demandeurs d'asile. Ils ont été pulvérisés de gaz lacrymogène".

GRANDE-SYNTHE (Dunkerque)

Le campement de migrants de Grande-Synthe réunit quelques 800 migrants (originaires du Kurdistan, d'Afghanistan, du Pakistan et de l'Est de l'Afrique). Jeudi 23 septembre 2021, au matin, une centaine de CRS accompagnée de membres de la mairie et d'une entreprise chargée du nettoyage a débarqué dans le camp. Ils ont forcé les habitants, y compris les femmes et les enfants, à quitter les lieux. Ils ont balayé la zone avec un tractopelle et découpé les bâches et les tentes pour les mettre dans des bennes à ordures. Tout s'est passé si vite que beaucoup de gens n'ont pas eu le temps de récupérer leurs effets personnels. Environ 70 personnes seulement ont été prises en charge par les autorités. Les autres ont erré une bonne partie de la matinée. Ils ne savaient pas où aller, aucune information ne leur a été communiquée, ils étaient complètement désemparés. La mairie est venue dans l'après-midi baliser un bout de terrain à côté de l'ancien camp où ils ont pu se réinstaller. On ne comprend pas bien l'intérêt de cette opération, hormis le fait que le lieu est plus petit et que le nombre d'occupants sera de fait limité, cela n'a aucun sens. Un rapport publié en mai dernier indique, pour l'ensemble de l'année 2020, 91 expulsions de lieux de vie informels à Grande-Synthe, la saisie de 357 sacs de couchage et de plus de 2 000 tentes ou bâches.

Mercredi 13 octobre 2021, un champ sur lequel vivaient plusieurs centaines de migrants a été évacué. Les personnes, dont de nombreuses familles avec enfants, ont été expulsées. Le champ a été labouré pour créer des ornières et empêcher les gens de se réinstaller. Ce démantèlement, avec le concours de la force publique a été décidé en application de la décision du tribunal judiciaire de Dunkerque ordonnant l'expulsion des occupants sans droit ni titre de parcelles dit de la ferme Moret. Présentée comme une opération de mise à l'abri, l'évacuation de mercredi 13 octobre n'a pourtant pas permis à tous les exilés d'obtenir une place d'hébergement. Pour plus de 1000 personnes, seulement 2 bus ont été prévus et 118 personnes seulement ont été mises à l'abri et placées en CAES. Les personnes laissées sur place sont complètement désorientées. Elles ont été éparpillées et beaucoup sont retournées sur l'ancien campement, évacué le 23 septembre 2021. La mairie venait d'installer des points d'eau sur le champ évacué mercredi ! La communication manque grandement entre la mairie et la préfecture. Dans un communiqué daté de lundi 11 octobre 2021 dans lequel il reprochait au ministre de l'Intérieur d'avoir "occulté" les camps de migrants de Grande-Synthe lors de sa venue sur le littoral samedi, le maire de la ville plaidait pour l'ouverture de centres d'accueil sur le littoral. Ces lieux de refuge nécessaires à la veille de l'hiver permettraient premièrement aux exilés de vivre dans des conditions dignes, mais également de sortir de l'emprise des passeurs.

ILE-DE-FRANCE

Depuis lundi 25 octobre 2021, des centaines de travailleurs sans papiers sont en grève dans

une dizaine d'entreprises de la région parisienne pour obtenir leur régularisation. Jeudi 28 octobre 2021, plus de 250 grévistes étaient toujours mobilisés. Ces employés sans papiers travaillent dans le commerce, la restauration, la livraison, la propreté ou encore l'intérim et sont employés à Paris dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis. Il n'y a plus de piquet de grève dans le Quartier Latin de Paris, devant la société d'intérim Targett, car il y a eu un accord. L'entreprise va fournir les documents nécessaires de demande d'autorisation de travail pour les sans-papiers. La pandémie de Covid-19 et les confinements ont permis d'ouvrir un débat sur **la place des travailleurs de première ligne** dans la société française alors que beaucoup d'emplois essentiels sont occupés par des travailleurs sans papiers. Le but est de remettre les employeurs face à leurs responsabilités et d'améliorer les conditions de travail des travailleurs. "On veut travailler régulièrement, et payer nos cotisations régulièrement, comme les autres salariés".

HAUTE-GARONNE

Après des contrôles effectués en septembre 2021 par la police aux frontières aux péages de Lestelle-de-Saint-Martory et de Melles Pont-du-Roy, à la frontière espagnole, **huit passeurs** algériens ont été arrêtés, a annoncé ce mardi 5 octobre 2021 la préfecture de Haute-Garonne. Disposant de titres de séjours espagnols, ils transportaient des migrants depuis Lérída en Espagne jusqu'à la gare SNCF de Matabiau à Toulouse. Des trajets pour lesquels ils réclamaient entre 200 et 500 euros. D'après un communiqué de la préfecture, "une trentaine de migrants, la plupart algériens et récemment débarqués en Espagne, ont été transportés". Ils ont, depuis, tous été reconduits en Espagne. Ces huit passeurs conduisaient, isolément ou en convoi, des migrants fraîchement débarqués sur les côtes d'Espagne. Au total, une trentaine de personnes a bénéficié de cette prestation. Jugés en comparution immédiate au tribunal de Saint-Gaudens, ils ont écopé de peines allant de quatre mois à un an de prison ferme, et ont été placés en détention à la maison d'arrêt de Seysses, près de Toulouse. Ils ont également "fait l'objet de peines complémentaires de deux à trois ans d'interdiction du territoire français". Sept véhicules et plus de 7200 euros ont par ailleurs été saisis. Les investigations menées ont également révélé d'autres passages sur plusieurs points frontaliers, utilisés par les mis en cause. Le péage de Lestelle, sur l'autoroute A64, est particulièrement prisé. Le 9 septembre 2021, les douanes du poste de Cierp-Gaud y ont contrôlé deux véhicules qui circulaient dans le sens Tarbes-Toulouse. Les deux chauffeurs transportaient sept Algériens sans papiers. L'enquête de la PAF avait permis d'établir qu'un de ces deux hommes effectuait de très nombreux allers-retours.

LILLE

Vingt-et-une personnes ont été condamnées, mercredi, à Lille, dans le nord de la France, pour **trafic d'êtres humains**. Elles avaient organisé le transport illégal de migrants - dans des "conditions indignes" - entre la France et l'Angleterre, entre 2016 et 2019. Au total, autour de 4,7 millions d'euros auraient été générés par ce trafic.

LYON

Une soixantaine de migrants sont arrivés en bus à la gare routière de Part-Dieu, à Lyon, mardi 26 octobre 2021 aux alentours de 17 heures. Après de longues négociations, une partie d'entre eux auront finalement un lieu pour dormir ce mardi soir. Les autres ont quitté les lieux de leur plein gré. Médecin du Monde, en collaboration avec la Préfecture, a finalement pu trouver une solution de logement à Lyon pour les demandeurs d'asile, partis de Briançon ce matin. Sur la soixantaine de migrants présents sur le parking de la gare routière de Part-Dieu, seulement 25 - dont une grande majorité de familles - disposeront d'un toit ce mardi soir. Les autres "sont partis de leur plein gré" explique l'ONG médicale et la Préfecture du Rhône. En tout, 36 paniers de vivres ont été donnés par la Croix-Rouge française. Parmi les demandeurs d'asile qui "ont décidé de partir", une vingtaine d'entre eux s'est éclipse à peine descendu du bus. "Ils ont pris peur en voyant la police" indique un bénévole présent sur place. Les autres, dont la plupart sont des hommes majeurs seuls, sont partis au

fur et à mesure, pendant que la Préfecture tentait de trouver une solution. La solution a finalement été trouvée aux alentours de 18h30 dans la soirée de mardi soir. Les 25 derniers migrants présents sur place dont des nouveaux-nés ont donc été pris en charge par la Préfecture. Ils ont été emmenés dans un foyer du 8e arrondissement de Lyon, porté par Adoma.

MAYOTTE

Lundi 27 septembre 2021 a débuté l'opération de démolition du quartier de Carobolé, à Koungou, deuxième ville de Mayotte. 350 maisons de béton et de tôles, érigées sur ce terrain seront démolies. L'objectif pour les autorités est de "Permettre aux Mahorais d'habiter des logements dignes" selon la préfecture. Un "impératif qui suppose de construire et nécessite de détruire", même si "la destruction des bidonvilles n'est pas humainement facile à faire". L'opération s'est soldée, dans le même temps, par l'arrestation de plus d'une vingtaine d'étrangers en situation irrégulière, qui ont été reconduits à la frontière. Selon l'Insee, 65% des étrangers vivant à Mayotte (et qui représentent près de 50% de la population) habitent ce type d'habitats précaires comme à Carobolé. 550 logements et des commerces seront construits. En 2021, plus de 1 000 habitations (soit environ 5 000 personnes) ont été détruites durant des opérations similaires. À Mayotte, une dérogation permet à l'administration d'ordonner les expulsions sans décision de justice. La préfecture est en revanche tenue de prévenir les occupants au minimum un mois avant l'opération, et de leur présenter une "proposition de relogement ou d'hébergement d'urgence". Mais seulement 282 personnes ont accepté les propositions de relogement des autorités, selon les chiffres de la préfecture. Les logements proposés le sont à titre provisoire, pour seulement 21 jours. Ces habitations sont le plus souvent situées loin des institutions des écoles, des collèges et des lycées, où il est très difficile d'avoir une place. Les premiers lots du futur quartier, seront livrés au premier semestre 2022. S'il est prévu que le lotissement comporte des logements sociaux, ces derniers ne seront accessibles qu'aux Mahorais et aux détenteurs de cartes de résidents longue durée, alors que la plupart des occupants expulsés possèdent une carte de séjour temporaire, valable un an ! Donc beaucoup font le choix de reconstruire leur maison sur un autre terrain. Ce week-end, beaucoup d'habitants en situation irrégulière ont démonté eux-mêmes leurs cases et récupéré les tôles pour pouvoir s'installer ailleurs.

MONTLUÇON

Près de 150 personnes se sont rassemblées, dimanche 24 octobre 2021, place Saint-Paul, à Montluçon (Allier), pour manifester son soutien à une famille d'origine arménienne, menacée d'expulsion du territoire national. Les manifestants, qui en appellent au préfet de l'Allier, réclament toujours leur régularisation. À plusieurs reprises, le père, réfugié arménien de 37 ans, qui a fui son pays en 2014, a demandé à être régularisé. Sans résultat. Un recours a été également déposé auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand. "Le 3 août, nous avons fait une demande de titre de séjour à la préfecture en soulignant qu'il avait une promesse d'embauche en CDI à temps plein chez un garagiste montluçonnais". Le collectif souligne par ailleurs que les trois enfants sont scolarisés à Montluçon et "parfaitement intégrés". Bonne nouvelle pour la famille, elle n'est plus assignée à résidence et ne doit plus pointer deux fois par semaine au commissariat de police. "Nous n'avons pas non plus de réponse négative du préfet".

MONTPELLIER

Champion de judo dans son pays, la République démocratique du Congo (RDC), il a fui parce qu'il y était menacé de mort par un gradé de l'armée qui a voulu l'enrôler pour commettre des exactions. Il est arrivé dans l'Hérault il y a trois ans et une des premières choses qu'il a faite est de s'inscrire dans un club de judo. Il parle français, il étudiait en quatrième année de médecine. Mais il ne peut pas travailler en France dans sa situation. Il a reçu une OQTF. La prochaine étape est fixée au 23 novembre 2021 avec l'examen de son recours devant le tribunal administratif de Montpellier.

PARIS

École pour des mineurs non reconnus

Depuis 2019, l'association « **Droit à l'école** » investit du lundi au samedi matin une partie du Ground control, bar parisien du 12^e arrondissement de Paris, pour donner des cours à des mineurs non reconnus par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et en recours auprès du juge des enfants. En attendant sa décision - qui peut prendre entre six et 18 mois - ces jeunes ne sont pas pris en charge par les départements et ne peuvent donc pas suivre une scolarité. "On s'est rendu compte que ces mineurs veulent tous aller à l'école mais rien n'est prévu pour eux alors on a créé 'l'école des sans école'", explique le fondateur de l'association. Une cinquantaine de professeurs bénévoles se relaient chaque jour pour dispenser des cours de français, de mathématiques et de sciences de la vie et de la terre, à une soixantaine d'élèves répartis selon leur niveau. En cette matinée de septembre sept jeunes Africains apprennent à lire et à écrire. Ces jeunes sont très motivés, c'est une bouffée d'oxygène pour eux. À "l'école des sans-école", les jeunes ne restent que quelques mois. En plus de ses cours quotidiens, l'association Droit à l'école a également mis en place trois sessions de soutien scolaire par semaine. En janvier 2021, un pôle orientation a aussi vu le jour afin d'aider les jeunes dans leurs démarches : choix d'orientation, stage, emploi, alternance... Pour l'année scolaire 2020 / 2021, qui a vu défiler un peu moins de 200 mineurs, 66 jeunes ont effectué un stage en entreprise et 17 ont obtenu un contrat en alternance, selon les chiffres de l'association. Une centaine d'autres ont été scolarisés en bac pro, en CAP, au collège ou en classe d'accueil. Les plus âgés sont inscrits en priorité car une fois qu'ils ont 18 ans, ils risquent l'expulsion s'ils n'ont pas intégré un cursus de l'Éducation nationale.

Conçue par une compagnie de marionnettes en Afrique du Sud et soutenue par des associations humanitaires et des artistes tels que le sculpteur indien Anish Kapoor ou l'acteur oscarisé Jude Law, **Amal** (voir lettres précédentes) déambule avec grâce dans les rues ou se lance dans une chasse au trésor. Claire Béjanin, productrice de *The Walk*, gère cette marche d'Amal en France. « *Donc ici, elle vient à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis où il y a une population très diversifiée, dynamique et très jeune et ça nous semblait hyper important de vraiment rendre visible le problème des enfants réfugiés : qu'ils aient droit à une vie, à être les enfants, à jouer, avoir accès à l'éducation et être eux-mêmes.* » L'espoir d'Amal est de mettre en lumière la crise des migrants mineurs grâce à une œuvre d'art accessible à tous, : Amal rêve d'un monde meilleur. Amal va quitter Paris le vendredi 15 octobre 2021 et continuer son périple à travers la France jusqu'à Calais d'où elle prendra les voiles pour l'Angleterre. La marche de *The Walk* se terminera début novembre à Manchester.

Ce jeudi 28 octobre 2021, à 13h30, les tentes n'ont pas longtemps résisté aux forces de l'ordre, déployées en nombre **sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris**. Fournies par l'association Utopia 56, à l'intérieur se trouvent des familles avec de jeunes enfants et des bébés, sans domicile. Le but de l'opération est de donner de la **visibilité aux migrants** qui dorment dans la rue, et leur trouver une solution d'hébergement digne et pérenne. Parmi les 250 personnes présentes, des primo arrivants, des demandeurs et des déboutés du droit d'asile qui même en travaillant, ne parviennent pas à se loger. Alors que toute personne en détresse a le droit à un toit. C'est dans la loi. Malheureusement, elle ne s'applique pas à tout le monde. A l'issue du rassemblement devant l'hôtel de ville, 125 personnes vont pouvoir être mises à l'abri dans un gymnase du 19^e arrondissement. Un soulagement pour les familles, mais une solution temporaire, et donc non pérenne. Près de 100 personnes restaient sans abri en début de soirée. Plus tôt dans l'après-midi, un exilé ivoirien en France depuis 2010, espérait dormir cette nuit au chaud. Malgré son emploi d'agent de propreté en entreprises et un titre de séjour, impossible pour lui, sa compagne et leur fille de deux ans, de trouver un logement. "La petite a obtenu le statut de réfugiée, et nous, on ne sait pas encore. En attendant, on dort tous les trois dans le quartier de Bercy, sous une tente". Deux heures après le

début de l'opération, il ne reste sur place qu'une soixante de personnes. Les tentes rouges, vertes, et bleues ont été chargées dans un camion banalisé garé à proximité. La tension du début est retombée, mais la détermination des exilées est intacte. Les slogans "enfants à la rue", "on veut maisons", et "on est fatigué" fusent, rythmé par le son des bouteilles en plastique qui s'entrechoquent.

RENNES

Lorsque Michael a posé le pied à Calais, il y a six ans, son objectif était clair : rejoindre l'Angleterre. Mais les conditions de vie dans la "jungle", le froid, l'insécurité, l'en dissuadent rapidement. "Chaque jour était tellement difficile, je me suis dit que je ne pourrai pas rester ici trop longtemps", raconte-t-il. Dans le nord de la France, le jeune Érythréen commence à apprendre le français et à envisager un ailleurs, en France. Aujourd'hui, c'est à Rennes, en Bretagne, que Michael construit sa vie, avec sa femme et ses trois enfants, et un nouveau projet. Après avoir travaillé plusieurs années dans la collecte de cartons et de papier, c'est dans les cuisines des restaurants rennais qu'il souhaite désormais s'épanouir.

formation Envergure.

Ce matin d'octobre, un léger crachin tombe sur une zone industrielle sans âme, à l'ouest de la capitale bretonne. La grisaille tranche avec l'entrain qui règne dans la grande salle du **centre de formation Envergure**. Michael et huit de ses camarades s'affairent à la préparation du jour : un chou-fleur "à la syrienne", accompagné d'une sauce au yaourt et aux concombres et d'une salade de laitue, tomates et oignons. Souheil et Hassan coupent détaillent en fleurette le chou-fleur, Kizanet et Michael épluchent les concombres pendant que d'autres cisailent le persil et tranchent les tomates.

Tous entament la dernière semaine de la **formation Sésame** de commis de cuisine, reconnue par la profession. Financée par Pôle Emploi et l'État, en partenariat avec l'OFII et les organisations professionnelles, elle est ouverte à toute personne majeure disposant d'une protection internationale. Pendant cinq mois et demi, les candidats assistent aux cours pratiques de cuisine, où ils apprennent les rudiments de la restauration. Des leçons de français leur sont aussi dispensées et débouchent, à l'obtention du diplôme, sur une certification en langue de niveau A2. Durant la formation, les candidats effectuent aussi un stage de deux semaines "en situation" dans les cuisines d'un restaurant. "Pendant ces quinze jours, les apprenants ne sont pas vraiment jugés sur leur technique, car pour certains, travailler dans le secteur est une totale découverte. Nous précisons bien aux employeurs que c'est au savoir-être et au comportement général qu'ils doivent être attentifs, affirme le coordinateur du programme pour Akto, l'une des associations pilotes du dispositif, avec Refugee Food. La motivation est d'ailleurs le pré-requis principal exigé pour postuler à la formation. Que le candidat n'ait jamais touché un couteau de cuisine ne change rien. Nous, ce qu'on leur demande, c'est de s'engager jusqu'au bout et de saisir les opportunités qui s'offrent à eux à l'issue de la formation".

Pour s'inscrire, chaque candidat doit tout de même répondre à un questionnaire linguistique de niveau A1, à des tests de logique et de dextérité et se soumettre à un entretien de motivation avec l'assistante pédagogique chez Envergure. Une évaluation que les dix élèves de la session numéro 3 de Sésame ont tous passée avec succès. Le plus difficile est venu ensuite, lorsqu'il a fallu apprendre les techniques de préparation de la gastronomie française. "La cuisine ici est compliquée, tout est différent", avoue Raéd. Avant son arrivée en France en 2018, le jeune homme de 22 ans cuisinait un peu, en Irak, avec son père, "des plats qui n'ont rien à voir avec ce que l'on apprend ici". Mais il a, tout de même, fait une belle découverte : "Le foie gras", lance-t-il en riant. Tashi, ancien restaurateur au Tibet, a dû "apprendre à rajouter du beurre" et à "cuisiner sans piment". Hassan, ancien électricien en Syrie est, quant à lui, parti de zéro. Dans quelques jours, leurs progrès seront évalués lors de l'examen final. Avec une fiche recette et un panier d'ingrédients, les élèves devront préparer un plat et un dessert dans un temps imparti. Le tout, sous l'œil d'un chef cuisinier.

À l'étage, la quatrième promotion Sésame, a fait sa rentrée il y a deux semaines. Avant de commencer le stage en entreprise, les formateurs s'assurent que les candidats maîtrisent

suffisamment le français "pour comprendre ce qu'on leur demande, et être le plus efficace possible en cuisine", explique celui qui dispense les cours. Dans une petite salle blanche aux murs tapissés de vocabulaire professionnel, douze élèves suivent avec attention les explications de l'ancien professeur de philosophie. Le thème d'aujourd'hui : "Préparer les fruits". Originaires de Syrie, d'Afghanistan, du Soudan, d'Érythrée et du Bangladesh, les futurs commis découvrent des mots tels que "dénoyer", "économe", ou "canneleur zesteur". L'enseignant parle d'une voix forte, chaque mot s'accompagne du geste qui lui correspond. Ici, il ne faut pas oublier que certains ne sont pas allés en cours depuis de nombreuses années. Certains n'y ont même jamais mis les pieds. S'ils ne peuvent pas participer, on les perd". Les réponses des élèves fusent en écho aux questions du formateur. "L'économe sert à enlever la peau. On dit comme ça, la peau ? Je n'arrive pas à le prononcer", avoue Nada, 29 ans, qui a fui la Syrie. "Ce n'est pas très grave, l'essentiel c'est qu'on te comprenne quand tu seras en stage. Tu vas y arriver". "Je les préviens dès le premier jour. Ici, se moquer des accents des uns et des autres, c'est interdit. On ne sait pas comment peuvent réagir les gens, alors dans le doute, on s'abstient".

Pour les aider à régler leurs "problèmes périphériques", les élèves peuvent compter sur l'assistante pédagogique qui avoue "outrepasser un peu" ses compétences. Prises de rendez-vous chez le médecin, chez l'orthodontiste pour les enfants, actualisation Pôle Emploi... La responsable "multi fonctions", auprès de laquelle beaucoup viennent confier leurs soucis quotidiens, n'hésite jamais à décrocher son téléphone. "On veut vraiment qu'ils se dédient à 100 % à la formation, c'est important pour l'après". Une fois l'examen réussi, les candidats disposent de deux mois d'accompagnement supplémentaires, dédiés à la recherche d'emploi. "Des ateliers sont organisés pour rédiger son CV, se préparer à un entretien d'embauche ou connaître ses droits dans le milieu de la restauration". Cette année, après des mois de crise due à la pandémie, le secteur est particulièrement demandeur de main-d'œuvre. Trois apprentis sur les neuf que comptent la troisième promotion Sésame ont déjà une promesse d'embauche. Souheil, qui a eu son propre restaurant à Damas, sait déjà qu'à la fin de l'examen, il exercera dans un établissement du centre-ville de Rennes. "Un jour, des clients sont venus spécialement en cuisine me féliciter pour mon tartare de bœuf. Le chef et moi, on était très contents", raconte-t-il. Depuis que Souheil y a effectué son stage, le menu du restaurant s'est un peu étoffé. À la carte du restaurant de cuisine française figure désormais du houmous.

Trente-trois maires de la métropole rennaise ont signé une tribune demandant à l'État de prendre ses responsabilités en matière d'hébergement et de régularisation des personnes exilées. Aucune solution pérenne n'a été trouvée pour les migrants ayant vécu plusieurs mois au campement des Gayeulles. Vendredi 22 octobre 2021, le tribunal administratif a ordonné l'évacuation du campement où il n'y avait plus personne. Quelques familles sont actuellement mises à l'abri dans le cadre de l'hébergement d'urgence ; d'autres sont accueillies au centre des Éclaireurs à Thorigné-Fouillard. Le préfet a réagi à la publication de la tribune. Selon lui le campement dans le parc municipal rennais des Gayeulles était « constitué pour l'essentiel de déboutés du droit d'asile », ce que contestent les associations de soutien qui tiennent un listing précis répertoriant la situation de ces personnes. Les passages réguliers des forces de l'ordre ont permis de détecter ponctuellement la présence de demandeurs d'asile, et l'État les a alors systématiquement placés dans le dispositif d'hébergement dédié, sans délai. Concernant la situation « des déboutés du droit d'asile », le préfet indique « qu'ils ont d'abord été aidés financièrement et hébergés par l'État, tant qu'ils étaient demandeurs du droit d'asile ». « Lorsqu'ils ont été déboutés, l'État leur a systématiquement proposé une aide au retour volontaire. Ceux qui n'ont pas accepté cette aide n'ont pas vocation à rester sur le territoire français. » Il n'a pas précisé s'il avait prévu, comme l'indiquait l'ordonnance du tribunal administratif, de réquisitionner un bâtiment de la Ville de Rennes pour héberger une partie des migrants.

SAINT-JEAN DE LUZ

Mardi 12 octobre 2021, vers 5h30, un train régional (TER) a percuté quatre personnes qui se trouvaient sur les voies, sur la commune de Ciboure, à "quelques centaines de mètres de la gare de Saint-Jean-de-Luz". Parti de Hendaye, dans le sud-ouest de la France, le train circulait à 92 km/h. Trois personnes sont décédées sous la violence de l'impact, la quatrième, "gravement touchée aux membres inférieurs et à l'abdomen" a été emmenée au centre hospitalier de la Côte Basque. "Son pronostic vital n'est plus engagé", a précisé le procureur de la République. D'après le témoignage du chauffeur du TER, ce tronçon de l'axe Bayonne-Hendaye est peu éclairé et aucun train n'y circule entre 22h30 et 5h du matin. "On en déduit que les victimes étaient donc en train de se reposer ou de dormir sur les voies" quand le chauffeur les a aperçus, au dernier moment. Jusqu'alors, seule une des personnes décédées a été identifiée de "manière certaine", il s'agit d'un Algérien de 21 ans, connu en Espagne car il faisait l'objet d'un avis d'expulsion. Pour les trois autres personnes, "il n'y a aucune certitude" quant à leur identité. On sait que les victimes sont "manifestement, de nationalité algérienne", et qu'elles "cherchaient à pénétrer irrégulièrement sur le territoire national", a indiqué le procureur de la République. Les papiers d'une cinquième personne ont été retrouvés dans les affaires des victimes, dont l'identification des corps est toujours en cours. Il n'est pas rare de voir des migrants longer la voie ferrée pour échapper aux contrôles policiers, très nombreux dans la région. la présence policière était très forte, hier soir, entre Hendaye, Irun et Saint-Jean-de-Luz (associations Etorbinekin "avec les migrants" en langue basque). Le nombre croissant d'arrivées de migrants algériens sur la côte sud de l'Espagne pourrait expliquer en partie leur présence au Pays basque. (voir lettres 14, 16, 19).

Le seul rescapé de l'accident, de 28 ans, blessé aux jambes et au bassin, a été entendu ce mercredi 13 octobre 2021 en fin de journée, par les enquêteurs de la police judiciaire de Bayonne. Il a dit aux policiers que suivre la voie ferrée leur avait permis de ne pas se perdre. Tous souhaitaient d'ailleurs prendre un train, mais il n'a pas donné plus d'informations sur leur destination. Très fatigués ce soir-là, les quatre hommes se sont arrêtés pour se reposer et se sont endormis. Ils n'ont ni vu ni entendu le TER arriver. Le petit groupe s'était constitué un peu plus tôt en Espagne et ils ne se connaissaient pas les uns les autres.

Mercredi soir 13 octobre 2021, à Saint-Jean-de Luz, environ 300 personnes se sont rassemblées, à l'appel d'associations d'aide aux migrants, pour se recueillir en mémoire des victimes et dénoncer la pression policière. Pour l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) et La Cimade, "le durcissement de la réglementation" et "le renforcement des dispositifs de contrôles et de surveillance aux frontières", "accroissent les risques" pour les migrants.

Les services du procureur, en lien avec le Consulat algérien, ont permis de confirmer que les trois hommes sont de nationalité algérienne, et âgés de 21, 23 et 30 ans.

STRASBOURG

Dimanche 26 septembre 2021, un juge des libertés et de la détention de Strasbourg a ordonné la remise en liberté de quatre afghans placés en centre de rétention administrative (CRA) de Geispolsheim (Bas-Rhin). Le parquet avait fait appel de cette décision, et une audience à la Cour d'appel de Colmar était prévue lundi 27 septembre après-midi. "Mais sans même attendre l'audience de la Cour, les services de la préfecture ont contraint lundi matin à l'aube les retenus afghans à prendre l'avion à destination de la Bulgarie". La préfecture a assuré que "l'appel du parquet (était) suspensif, ce qui permet de mener à bien cette opération en toute légalité". Mais elle est restée silencieuse quant aux interrogations qui pèsent sur le sort des demandeurs d'asiles à leur arrivée en Bulgarie. Ces ressortissants afghans risquent un retour dans leur pays d'origine. La Bulgarie n'a en effet pas suspendu les renvois vers l'Afghanistan malgré la prise de pouvoir des Taliban en août dernier.

Selon l'Ordre des avocats de Strasbourg, cette expulsion organisée par la préfecture du Bas-Rhin s'est faite au "mépris d'une décision de justice". "Le Barreau s'indigne que l'administration, malgré de généreux effets d'annonces, éloigne ainsi des ressortissants afghans vulnérables", a

déclaré dans un communiqué le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Strasbourg.

Fin août 2021, la ville de Strasbourg avait accueilli une centaine de demandeurs d'asile afghans fuyant le régime des Talibans. "La prise en charge de ces ressortissants afghans s'inscrit pleinement dans la tradition d'accueil de notre pays, ainsi que dans le respect de nos lois et règlements", avait déclaré la préfète du Bas-Rhin. Depuis le changement de régime en Afghanistan, "une vingtaine" de ces ressortissants ont été "transférés dans un autre pays européen dans le cadre du règlement de Dublin", indiquait mi-septembre le ministère de l'Intérieur.

MANCHE

Lors de trois opérations de sauvetage, une centaine de migrants ont été pris en charge samedi 25 et dimanche 26 septembre 2021 alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord d'embarcations de fortune. Une vingtaine de personnes ont été secourues samedi au large de Dunkerque. Puis, plus tard une quarantaine de naufragés, dont certains en léger état d'hypothermie ont été récupérés au large de Sangatte. Une trentaine de migrants ont été secourus au large de Dyck, près de Dunkerque. Dans la nuit de samedi à dimanche, un autre groupe de 37 exilés a été repéré par les autorités sur une plage proche de la Baie de Somme, à une centaine de kilomètres au sud de Sangatte. Deux hommes soupçonnés d'être des passeurs ont été placés en garde à vue, a déclaré le substitut du procureur d'Amiens. L'un, un Irakien, a reconnu avoir transporté des migrants voulant se rendre en Angleterre ; l'autre, un Polonais, transportait dans son véhicule tout le matériel nécessaire pour les traversées maritimes (zodiac, gilets de sauvetage, carburant, moteur, outils).

On constate un **étalement des zones de départs** des canots, plus au sud de Calais ou Dunkerque. Mais les départ s'accroissent : 600 personnes en 2018 ; 2 300 en 2019 ; 9 500 en 2021 ; 15 400 entre le 1er janvier et le 31 août 2021, dont 3 500 ont été "récupérés en difficulté" dans le détroit et ramenés sur les côtes françaises. Donc plus de 12 000 sont arrivées sur les côtes britanniques.

De vendredi 8 à samedi 9 octobre 2021, **1 115 personnes au total ont atteint les côtes britanniques** à bord de 40 embarcations de fortune. La journée de vendredi comptabilise 624 arrivées - soit le quatrième décompte quotidien le plus élevé enregistré – celle de samedi, 491. De vendredi 7 à dimanche 10 octobre, les autorités françaises ont procédé à l'interception de 416 candidats au départ. Dans la nuit de vendredi à samedi d'abord, 76 migrants ont été secourus, lors de quatre opérations distinctes au large de Dunkerque (douze personnes et dix-neuf personnes), Berck-sur-Mer (cinq personnes) et dans l'avant-port de Dunkerque (40 rescapés). Dans la nuit de samedi 9 à dimanche 10, les interventions des autorités se sont poursuivies à un rythme soutenu. En deux jours, 340 personnes ont été secourues. La première opération, conduite au large de Boulogne-sur-Mer a permis de récupérer 124 passagers. Une seconde, menée plus tard dans la journée a permis de secourir 35 naufragés. Deux autres interventions menées dans les eaux de Calais ont ramener au port 140 migrants. Dans le même temps, au large de Dunkerque 41 exilés ont été sauvés. Des hélicoptères ont récupéré deux personnes qu'ils ont emmenées à l'hôpital de Calais, un autre à celui de Boulogne sur Mer ; 5 personnes en train de couler, ont été récupérés puis déposés sur un bateau de la Marine nationale. Depuis quelques jours les autorités britanniques tentent de repousser les exilés par des responsables des forces frontalières qui refoulent vers les eaux françaises les embarcations à l'aide de jet skis ; ce qui a été approuvé par la ministre anglaise. Cependant, en vertu des lois maritimes internationales, les agents de la Border Force sont obligés de secourir "une personne en détresse en mer" et encourrent jusqu'à deux ans de prison en cas de manquement. Elle a aussi annoncé vouloir accorder aux agents des forces frontalières l'immunité contre les poursuites judiciaires si des migrants venaient à mourir lors d'un refoulement dans la Manche.

Entre samedi 16 et lundi 18 octobre 2021, 806 exilés ont été secourus au large des côtes anglaises et ramenés dans le pays lors de 23 opérations. La « Border force » a pris en charge 410 personnes samedi, 102 dimanche et 294 lundi. Les autorités françaises ont procédé à l'interception de 482 migrants répartis dans 17 embarcations : 94 personnes samedi, 90 dimanche et 298 lundi. Tous les rescapés ont été pris en charge dans des ports du nord du pays par la police aux frontières (PAF) et le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (Codis).

En 2021, plus de **18 000 migrants ont atteint le Royaume-Uni** après avoir traversé la Manche depuis les côtes françaises, et ce, malgré les multiples initiatives entreprises pour décourager les exilés de prendre la mer. Cela montre, actuellement, que **les approches matérielles ne peuvent pas ralentir la démarche humaine des migrants qui luttent pour garder la vie**. Alors que la France et le Royaume-Uni tentent par tous les moyens de freiner les traversées de la Manche, les chiffres des départs de migrants depuis les côtes françaises ne faiblissent pas.

Dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 octobre, 2021 le centre opérationnel de surveillance et de sauvetage a lancé plusieurs opérations de secours pour venir en aide à des embarcations repérées en difficultés. Un ferry a signalé la présence d'une embarcation en difficulté dans le chenal de Dunkerque. Les 38 naufragés ont été récupérés. Une seconde embarcation a été signalée au large de Dunkerque. Le patrouilleur de la Marine belge a sécurisé l'embarcation. Les 38 premiers rescapés, ont été pris en charge à bord ainsi que 33 nouveaux naufragés. Ces 71 personnes secourues ont été déposées au port de Dunkerque et prises en charge par le centre d'incendie et de secours et la police aux frontières.

MEDITERRANEE

Les secours recherchaient, dimanche 17 octobre 2021, 12 migrants portés disparus en mer Méditerranée au sud de l'Espagne. Lors d'une tentative de traversée depuis l'Algérie, ont indiqué les garde-côtes espagnols : dû à une panne de moteur, leur embarcation a chaviré. Dimanche 17 octobre 2021 matin, une opération de sauvetage a été lancée après l'alerte donnée par un voilier norvégien qui a annoncé avoir recueilli un migrant, de nationalité algérienne, à quelques milles nautiques des côtes de la province espagnole d'Almeria. Un hélicoptère a été envoyé sur zone et a repéré un autre migrant à la mer. Les deux naufragés ont indiqué aux secours qu'ils avaient embarqué, avec 12 autres personnes, depuis une plage près d'Oran, dans le nord-ouest de l'Algérie, la semaine précédente. Ce naufrage intervient après celui d'une autre embarcation transportant des migrants jeudi 14 octobre 2021, à l'ouest du cap de Trafalgar. Deux hommes ont été retrouvés vivants à bord de l'embarcation et une femme a été secourue alors qu'elle était tombée à la mer. Les corps de neuf personnes ont été retrouvés, mais 15 autres personnes sont portées disparues. Les recherches continuaient le lundi 18 octobre 2021.

FRONTEX

Un cabinet néerlandais d'avocats spécialisés dans la défense des droits de l'homme a annoncé mercredi 20 octobre 2021 qu'il avait intenté une action en justice contre Frontex, l'agence européenne des garde-frontières pour le renvoi illégal d'une famille syrienne, demandeuse d'asile, depuis la Grèce vers la Turquie. Il y a 5 ans, une famille originaire de Syrie et résidant sur l'île grecque de Kos, a été mise dans un avion et expulsée vers la Turquie alors qu'elle avait lancé une procédure de demande d'asile en Grèce. Les parents et les quatre enfants (âgés de 1 à 7 ans) affirment avoir été piégés par des fonctionnaires de l'UE et de la Grèce, qui leur ont fait croire qu'ils

seraient transportés par avion jusqu'à Athènes alors qu'ils faisaient route vers la ville turque d'Adana. Frontex a reconnu qu'il y avait eu des violations des droits de l'homme, mais n'a pas vu de problème au fait que ces réfugiés n'aient jamais la chance de voir leur demande d'asile traitée. Frontex a admis que le couple et ses enfants faisaient partie des 18 passagers à bord du vol reliant Kos à la ville d'Adana, dans le sud de la Turquie, le 20 octobre 2016. Les réfugiés avaient été transportés à Kos après avoir déposé leur demande d'asile sur l'île grecque de Leros, parmi les cinq hotspots de la mer Égée. "Je n'ai jamais su que j'allais être expulsé vers la Turquie", a déclaré le père de famille, alors âgé de 33 ans, après avoir été placé dans le camp de détention de Düziçi, dans le sud du pays, en 2016. "Les policiers grecs m'ont dit : 'Laisse ton dîner, prends tes affaires, nous allons t'emmener dans un poste de police pour la nuit et demain matin à Athènes.'" Une fois à bord du vol, la famille, a été contrainte de s'asseoir à l'écart les uns des autres, à côté de gardes, identifiés plus tard grâce aux insignes de leurs uniformes. Ce n'est que lorsque le plus jeune des enfants s'est mis à pleurer qu'il a été autorisé à s'asseoir sur les genoux de sa mère. Il aura fallu trois ans et huit mois pour que Frontex réponde aux demandes d'explications du cabinet néerlandais. "Ils n'ont pris aucune mesure pour vérifier s'il était légal de faire sortir cette famille de Grèce", a déclaré l'avocate. Cette action met en lumière les refoulements illégaux entre deux pays voisins. Il était crucial que Frontex, qui compte 660 agents travaillant aux côtés de leurs homologues grecs aux frontières maritimes, terrestres et aériennes de la Grèce, soit tenue de rendre des comptes. "Si l'agence doit se voir confier un mandat d'une telle portée, alors il devrait être possible de lui demander des comptes. Si cela n'est pas possible, cela reviendrait à saper le principe fondamental de l'État de droit." Ce n'est pas la première fois que Frontex se retrouve assigné en justice.

Un canot à la dérive, transportant 68 personnes épuisées dont de nombreux enfants, dans la SAR zone de Malte a été surveillé depuis les airs pendant 5 heures par un avion identifié Frontex, mais rien n'indique qu'une opération de sauvetage ait été lancée".

LES NAVIRES et avions

À la date du 18 octobre 2021, le Sea Watch 3 était le seul navire humanitaire en mer Méditerranée centrale. Le 22 octobre 2021, aucun navire humanitaire ne patrouille au large des côtes libyennes. Le Geo Barents, de Médecins sans Frontières (MSF), est arrivé dans la SAR zone.

Le Geo Barents

Mercredi 29 septembre 2021, au petit matin, les 60 passagers du Geo Barents ont débarqué dans le port d'Augusta, au sud-est de la Sicile. "Après des voyages pénibles, des abus et des détentions en Libye, nous sommes heureux qu'ils soient maintenant dans un endroit sûr", a déclaré Médecins sans frontières (MSF), propriétaire du navire. Le Geo Barents avait demandé à sept reprises un lieu sûr pour débarquer les rescapés - dont un bébé de sept semaines - aux autorités italiennes et maltaises avant d'obtenir l'approbation de l'Italie le 28 septembre 2021.

En 48 heures, le navire a procédé à cinq sauvetages de bateaux de migrants à la dérive en Méditerranée centrale. Au total, 360 personnes attendent désormais d'être transférées dans un port sûr. Le bateau de l'ONG allemande a pu débarquer, ces derniers jours, plus de 400 exilés, sauvés en mer.

Samedi 23 octobre 2021, le navire a secouru 100 autres personnes, dont beaucoup ne portaient pas de gilet de sauvetage, à bord d'un bateau en bois à la dérive. Les autorités compétentes ont été informées mais ne sont pas intervenues, et ce, pendant plus de 8 heures. Ensuite, le Geo Barents a également sauvé la vie de 95 migrants qui étaient sur le point d'être interceptés par les garde-côtes libyens. Quelques heures auparavant, les garde-côtes libyens avait donné l'alerte pour un autre bateau en détresse. Mais, quand le géo Barents est arrivés sur place, ils était déjà là, avec de nombreux rescapés à bord : ces personnes seront renvoyées de force en Libye, vers la violence et la détention. Soixante-cinq passagers d'un canot pneumatique, qui dérivait au milieu de hautes

vagues, ont été sortis des eaux par le Geo Barents. Dimanche 24 octobre, l'équipage de MSF a porté secours à un bateau pneumatique en train de couler. Les conditions météorologiques étaient extrêmement difficiles avec des vagues de trois mètres et des vents de 25 nœuds. Les 71 personnes à bord avaient contacté Alarm Phone, qui avait relayé leurs appels de détresse et prévenu les autorités maltaises, italiennes et libyennes, sans succès. "Le bateau se dégonfle et de l'eau entre. Nous craignons le pire », avait prévenu la plateforme téléphonique. Les autorités ont été alertées 15 h avant qu' Alarm Phone perde le contact avec un énième canot à la dérive, transportant 68 personnes épuisées dont de nombreux enfants, dans la SAR zone de Malte. "Ils ont des problèmes de moteur et font face à des vents forts et une mer agitée. Nous exigeons des autorités européennes qu'elles respectent la loi et assument leur responsabilité !", exhorte l'organisation. Un avion, identifié Frontex, "a surveillé le bateau depuis les airs pendant 5 heures, mais rien n'indique qu'une opération de sauvetage ait été lancée". En quelques jours, le Geo Barents, de MSF, a ainsi secouru 360 personnes.

L' Aita Mari

L'équipage a secouru 105 migrants en détresse au sud de l'île italienne de Lampedusa, le 19 octobre 2021. Leur embarcation était à la dérive depuis quatre jours et leur moteur ne fonctionnait plus. Les militants réclament un lieu de débarquement et accuse "l'UE, Malte et l'Italie" de ne pas "respecter les lois internationales". Il est toujours dans l'attente d'un port sûr. Le navire a finalement été autorisé à débarquer à Trapani, en Sicile.

Le Sea-Watch 3

Le navire humanitaire allemand Sea Watch 3, revenu dans la zone de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée, enchaîne les opérations de sauvetages. Le 17 octobre 2021, 66 personnes ont été sorties de l'eau, dont de nombreux enfants. Quelques heures plus tard, 54 personnes, sur un bateau pneumatique, sont à leur tour secourues. Lundi 18 octobre, le Sea Watch 3 a sauvé 290 migrants dans plusieurs embarcations. Le navire humanitaire a dénoncé le comportement des garde-côtes libyens qui se trouvaient dans la zone. L'une de leurs vedettes a intercepté plusieurs canots de migrants empêchant le Sea Watch de secourir les naufragés.

Vendredi 22 octobre 2021, le Sea Watch 3 a reçu l'autorisation de débarquer les 406 migrants secourus quelques jours plus tôt en Méditerranée au port de Pozzallo. Si cette annonce est heureuse, cependant les retards de débarquement affectent toutes les personnes sauvées de la détresse en mer qui ont le droit d'être immédiatement emmenées dans un lieu sûr, qui ne peut être qu'en Europe. À bord du Sea Watch 3, la situation commençait à empirer et le temps se dégradait, avait alerté l'ONG, jeudi 21 octobre 2021. Six femmes ont été évacuées par les garde-côtes italiens pour des soins médicaux. Trois présentaient d'importantes brûlures sur le corps causées par le carburant de l'embarcation mêlé à l'eau de mer, les deux autres, dont l'une accompagnée de sa sœur, étaient à un stade avancé de leur grossesse.

L'avion Sea Bird (de l'ONG allemande Sea-Watch)

Au cours du vol du 18 octobre 2021, l'équipage a également été témoin de deux retraits illégaux des garde-côtes libyens vers la Libye.

Le voilier Nadir

Le voilier de surveillance Nadir, de l'ONG ResQ, a secouru 34 personnes, dont une femme enceinte, au large des côtes maltaises, lundi 18 octobre 2021. Le bateau de petite taille, normalement prévu uniquement pour des missions de surveillance, a demandé à Malte et à l'Italie

l'autorisation de les débarquer. Mais les deux pays "ont refusé d'envoyer un navire pour amener les gens dans un port sûr" et le Nadir a dû débarquer les naufragés par ses propres moyens à Lampedusa.

L'Ocean Viking

L'Ocean Viking a été autorisé, jeudi 23 septembre 2021, à entrer dans le port sicilien d'Augusta pour y débarquer les 122 personnes à son bord, dont une dizaine de femmes et de nombreux mineurs. Le plus jeune des enfants à bord est âgé de moins d'un mois. Le navire avait formulé six demandes aux autorités maritimes compétentes avant de recevoir cette autorisation !

TUNISIE

Des dizaines de riverains ont bloqué la route menant du centre d'hébergement pour migrants de Zarzis à Ben Guerdane, où se trouvent deux structures d'accueil, pour réclamer le transfert des exilés hors de la ville. Sa fermeture a été décidée mardi 5 octobre 2021, à l'issue d'une réunion tenue par le gouvernorat de Médenine. Des altercations ont eu lieu entre les personnes accueillies dans le centre géré par le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) et les habitants, dont certains sont allés jusqu'à déposer plainte au commissariat. Le 3 octobre 2021, un homme aurait fait un geste obscène à l'encontre d'une femme et sa fille après s'être introduit dans leur maison.

Les habitants de Zarzis ville "conservatrice" n'approuvent pas les habitudes de certains exilés. "Le voisinage ne voyait pas d'un très bon œil la consommation d'alcool en public, dans la rue. Des gens se sont aussi sentis heurtés de voir des femmes en décolleté. Quoi qu'on en pense, la fermeture va calmer le jeu. Elle sera bénéfique pour tous, y compris pour les migrants, pour qui le regard des habitants sur eux était aussi difficile à gérer" (selon le Croissant rouge).

Mardi 5 octobre 2021, deux groupes de 50 personnes avaient déjà été transférés dans d'autres structures d'accueil. Le HCR aide aussi à trouver des logements en dehors des zones urbaines, et pour des personnes extrêmement vulnérables ; pour se loger par eux-même, il leur est octroyé en moyenne 250 dinars. D'après le Croissant rouge tunisien, 1 900 migrants en situation irrégulière sont installés à Zarzis. "La plupart louent un hébergement avec d'autres personnes de leur communauté et vivent des petits travaux délaissés par les Tunisiens, partis eux aussi pour l'Europe"

Dimanche 17 octobre 2021, à l'aube, un bateau avec à son bord 30 migrants a chaviré au large des côtes tunisiennes entre Sousse et Monastir, (centre-est de la Tunisie). L'un des passagers a réussi à gagner la rive à la nage et a donné l'alerte. Au total, seuls sept migrants ont pu être secourus. Les secours ont repêché quatre corps sans vie, 19 autres personnes sont portées disparues. L'embarcation était trop petite pour transporter 30 personnes, et la météo était mauvaise avec une mer agitée et du vent. Une enquête a été ouverte pour identifier les responsables de cette tragédie. Quatre personnes ont été arrêtées pour avoir participé à l'organisation de la tentative de traversée de la Méditerranée.

LIBYE

Après 3 mois de suspension, MSF a repris, le 15 septembre 2021, ses activités dans les prisons libyennes d'Al-Mabani, d'Abu Salim et de Shara Zawiya à Tripoli. L'ONG avait obtenu des garanties de la part des autorités libyennes, rassemblées dans un accord qui indiquait que l'usage de la violence contre les personnes détenues serait prohibé et que la sécurité des équipes MSF serait assurée. "Au vu des derniers raids et des conditions de détention observées ces derniers jours, cet accord a été clairement violé, déplore MSF qui ne suspend pas ses activités car les besoins médicaux des détenus sont trop importants. MSF a examiné et traité 404 patients, dont 30 enfants de moins de 15 ans, 28 ont été transférées en urgence dans des cliniques soutenues par l'association.

D'après la responsable de l'ONG, qui n'est pas retournée à Al-Mabani depuis vendredi, il resterait encore "200 personnes détenues dans la prison : des femmes et des enfants pour la plupart". Les vidéos de l'évasion montrant "en grande majorité, des hommes". Selon l'OIM, près de 10 000 hommes, femmes et enfants sont encore enfermés dans les prisons libyennes, au péril de leur vie et dans des conditions déplorables.

Ce week-end, près de 650 personnes qui tentaient de rejoindre l'Europe ont intercepté par les autorités libyennes. Dimanche matin 3 octobre 2021, une première embarcation en bois avec environ 500 personnes à bord (dont des Soudanais, somaliens, bengalis et syriens) a été ramenée à terre, dans une raffinerie de pétrole de Zawiya. Plus tard dans la journée, les garde-côtes libyens ont intercepté en mer 56 personnes, dont trois enfants, après l'éclatement de leur bateau pneumatique. Les rescapés ont d'abord été emmenés au port de Tripoli, puis "probablement dans un centre de détention, comme le font généralement les autorités libyennes". Samedi 2 octobre 2021, 89 migrants, dont huit femmes et trois enfants, avaient déjà été renvoyés à Tripoli. Les garde-côtes ont également récupéré les corps de deux migrants, tandis que 40 autres sont toujours portés disparus en mer. Un autre groupe d'exilés, composé de 70 personnes et porté disparu depuis quatre jours, a finalement été secouru par un ravitailleur italien. "Nous savons qu'ils vont bien", a indiqué Alarm Phone, qui appelle à les faire débarquer sur la terre ferme. "Un sauvetage n'est complet qu'après un débarquement dans un port en sécurité, amenez-les en Italie". Parti mardi 28 septembre 2021 de Khoms, le groupe avait appelé à l'aide à de nombreuses reprises. "Lorsque nous avons perdu leur contact, ils se trouvaient dans la zone de recherche et de secours de Malte, à 20 km des eaux italiennes, mais il n'y avait aucune trace de leur sauvetage ou de leur arrivée. Les autorités sont restées muettes".



Photo issue de la vidéo du « jour du seigneur » https://www.lejourduseigneur.com/jds_referent_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/

Bateau en feu après le passage des gardes-côtes libyens (vue de l'avion colibri)

D'après l'agence onusienne, quelque 44 000 personnes ont atteint les côtes européennes depuis la Tunisie et la Libye en 2021. Mais selon un bilan de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au moins 1 369 personnes sont mortes en Méditerranée depuis le début de l'année en tentant de rejoindre l'Europe. Au 25 septembre 2021, plus de 25 000 personnes avaient par ailleurs été interceptées par les garde-côtes libyens, formés et équipés par l'UE, et ramenées en Libye, souvent emmenées, après leur interception, dans des centres de détention, où elles sont ensuite à la merci des gardes libyens.

Selon les experts de l'ONU, les réfugiés sont soumis à toutes sortes de violences aux mains des trafiquants ou dans les centres de détention. « *Les détentions arbitraires dans des prisons secrètes et dans des conditions insupportables sont largement utilisées par l'État libyen et par les milices contre toute personne perçue comme représentant une menace à leurs intérêts* ». La violence dans ces lieux de détention est tellement massive, et avec un tel niveau d'organisation, qu'elle peut être considérée comme un **crime contre l'Humanité**.

Depuis le 4 octobre 2021, le **Haut Commissariat** des Nations Unies pour les **Réfugiés a suspendu ses activités** au sein du Community Day Centre (CDC) à Tripoli. Le HCR fait face à une

augmentation des arrivées et à une escalade des tensions mettant en cause la "sécurité" du personnel et des migrants.

Depuis le vendredi 1er octobre 2021, la police libyenne mène une vague d'arrestation de migrants, au nom de la lutte contre le trafic de stupéfiants, d'alcool et d'armes à feu et de prostitution. Près de 4000 migrants ont ainsi été arrêtés ces deux derniers jours en Libye et se sont retrouvés dans le centre de rétention d'Al Mabani, à l'ouest de Tripoli. Ces événements dans la capitale Tripoli "ont causé un sentiment de peur et d'alerte parmi les demandeurs d'asile qui se regroupent devant le CDC pour obtenir de l'aide et des informations". Dimanche 3 octobre 2021, le HCR a été en mesure de fournir une aide alimentaire, financière et d'hygiène pour les cas individuels les plus urgents. Mais l'organisation s'est vite retrouvée débordée. Le lendemain, lundi 4 octobre 2021, décision a été prise de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, les activités du Community Day Centre (CDC). La raison invoquée est d'abord sécuritaire. "Un membre d'une organisation partenaire a été blessé alors qu'un grand groupe tentait de forcer l'entrée dans le bâtiment. Il a été conduit à l'hôpital pour être soigné". Pour les exilés, les conséquences de cette fermeture sont dramatiques : bloqués devant le CDC ils se demandent: "Que pouvons-nous faire ? Nous ne savons pas où aller". Beaucoup ont peur d'être arrêtés et demandent la protection du HCR. Le HCR assure "travailler à établir le contact avec les groupes d'individus qui demeurent en dehors du CDC pour recueillir leurs données, répondre à l'urgence ou aux cas vulnérables. Toutes ses lignes téléphoniques sont ouvertes, et des soins médicaux d'urgence peuvent être apportés via des transferts vers des hôpitaux en ambulance. Mais beaucoup de personnes concernées craignent de dévoiler ainsi leur localisation : elles ont peur d'être ciblées par des arrestations. Le HCR assure tout faire pour que le CDC puisse "reprendre ses activités dans les plus brefs délais". Pendant ce temps, les centres de détention libyens sont de plus en plus surpeuplés. L'International Rescue Committee (IRC) dénombre 5 000 nouvelles personnes placées dans ces centres, depuis le début des arrestations massives le 1er octobre. Ainsi, le plus important, Al Mabani, "compte actuellement plus de 4000 personnes - quatre fois sa capacité officielle", détaille l'organisation dans un communiqué paru mercredi 6 octobre 2021.

Vendredi 8 octobre 2021, six personnes qui tentaient de s'évader de la prison libyenne d'Al-Mabani, à Tripoli, ont été rattrapées et tuées par des gardiens. Ces derniers ont tiré à balles réelles sur les migrants qui fuyaient la prison à travers une brèche dans la clôture de l'établissement. La fusillade a fait également au moins 24 blessés. Les équipes de l'OIM ont emmené quatre des détenus blessés dans une clinique privée et onze autres à l'hôpital local. Dans le centre de détention d'Al-Mabani, les hangars et les cellules sont tellement surpeuplés que les hommes sont obligés de rester debout. À l'extérieur des cellules, des centaines de femmes et d'enfants sont détenus en plein air (Médecins sans frontières). Avant la fusillade de ce vendredi 8 octobre 2021, des équipes de l'ONG avaient déjà été témoins de "deux tirs d'armes lourdes à très courte distance" et du "passage à tabac d'un groupe d'hommes, qui ont ensuite été forcés à monter dans des véhicules et conduits vers une destination inconnue". Mais le bilan pourrait être beaucoup plus lourd. Selon des exilés manifestant devant le CDC, au moins 34 personnes auraient été tuées au cours de l'évasion et plus de 300 blessées.

Lundi 11 octobre 2021, plus de 2000 personnes se trouvaient toujours devant le centre d'accueil de jour du Haut commissariat aux Nations unies chargé des réfugiés (HCR) dans le quartier de Serraj, à Tripoli. Depuis plus d'une semaine, des hommes, des femmes et des enfants, majoritairement originaires d'Érythrée, du Soudan et de Somalie, dorment devant ce centre qui a été fermé le 4 octobre 2021. Elle se sont retrouvées à la rue après la série d'expulsions opérées le 1er octobre 2021. Des centaines de migrants, dont de nombreux enfants, sont assis sur le sol, au bord de la route, dans un dénuement total. Certains brandissent des pancartes demandant au HCR de l'aide. On compte aussi de nombreux blessés, dont certains ont été victimes d'armes à feu, et des migrants qui affirment avoir été violentés à leur domicile. Beaucoup sont malades, traumatisés, dénutris et souffrent de fièvre depuis les fortes pluies qui sont tombées dimanche 10 octobre 2021. Ils réclament leur évacuation du pays. Mais les vols d'évacuation ont été bloqués depuis le 8 août 2021

par les autorités libyennes en particulier vers des pays tiers tels que le Niger ou le Rwanda. Le HCR appelle également les autorités locales à libérer les demandeurs d'asile et à mettre fin aux arrestations.

Lundi 11 octobre 2021, au moins quinze personnes sont mortes dans le naufrage de leur embarcation au large des côtes libyennes. Les 90 survivants ont été secourus par les autorités du pays et ramenés dans deux bateaux distincts à la base navale de Tripoli. Certains, très affaiblis, ont reçu une aide médicale d'urgence de la part du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de ses partenaires. Les migrants avaient pris la mer la veille, de nuit, depuis Zouara et Khoms. Alarm Phone avait pourtant alerté les autorités, le jour du naufrage, qu'environ 105 personnes étaient "en danger", y compris "des femmes enceintes et environ dix enfants". Sept heures plus tard, les garde-côtes libyens affirmaient "avoir lancé une opération de recherche et de sauvetage". "Mais les personnes à bord continuent de signaler que leur situation est critique", avait fait savoir l'ONG. Entre-temps, l'embarcation a chaviré, notamment à cause du mauvais temps. Aucun navire humanitaire circulant en Méditerranée centrale n'a pu venir en aide aux passagers. "Notre bateau (de l'ONG ResQ- Italie) était à plus de 127 milles de l'embarcation en danger. Il aurait fallu 20 heures pour atteindre cette zone, qui est également très proche des côtes libyennes".

L'insécurité demeure pour les milliers de personnes – principalement originaires d'Érythrée, du Soudan et de Somalie – rassemblées devant le bâtiment le centre du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), pour réclamer leur évacuation du pays. Mardi 12 octobre 2021, un jeune demandeur d'asile soudanais de 25 ans a été battu et s'est fait tirer dessus avant d'être transportée à l'hôpital par un groupe d'hommes armés et masqués. Il a ensuite été transféré dans un autre hôpital où il a succombé à ses blessures. Arrivé il y a deux ans en Libye pour fuir les violences dans sa région natale du Darfour, il avait été emprisonné dans le centre de détention d'Al-Mabani, à Tripoli, après avoir été expulsé de son logement au cours d'un raid mené par les autorités libyennes début octobre 2021. Le jeune homme avait réussi à fuir le centre de détention il y a quelques jours.

Une réunion s'est tenue mardi 12 octobre 2021 dans les locaux du HCR entre responsables de l'agence onusienne et 9 personnes de quatre nationalités, pour représenter les réfugiés des différentes communautés présentes devant le CDC. "Nous avons expliqué ce que nous faisons pour fournir une assistance aux personnes touchées par l'opération de sécurité libyenne, et assuré que nous voulions rouvrir le CDC dès que possible pour pouvoir fournir des services essentiels", a indiqué le HCR. Des représentants du ministère libyen de l'Intérieur y ont fait intrusion alors que leur participation n'était pas prévue. Ces derniers ont proposé de les emmener en centre de détention puis de les renvoyer dans leurs pays. « Nous leur avons répondu qu'il n'était pas possible pour nous d'accepter. La seule solution était de nous évacuer » vers un pays tiers.

Les Nations unies et les organisations de défense des droits de l'Homme tirent à nouveau la sonnette d'alarme sur le traitement des migrants. Il y a trois semaines, un "raid sans précédent" a abouti à l'arrestation de 5 000 migrants dans la capitale libyenne. Tous ont été envoyés de force dans des centres de détention. Le HCR, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, se dit vivement préoccupé. Selon l'ONU, **560 000 migrants sont aujourd'hui en Libye**, seule une partie cherche à rejoindre l'Europe.

Selon l'OIM, plus de 25.000 migrants et réfugiés ont été interceptés cette année par les garde-côtes libyens ; Près de 10.000 demandeurs d'asile sont piégés dans des centres de détention officiels en Libye.

UNION EUROPEENNE

Les eurodéputés sociaux-démocrates, second groupe du Parlement européen, ont envoyé le 23 octobre 2021, une lettre à la présidente de la Commission européenne, demandant à la

Commission d'engager une procédure d'infraction contre la **Croatie, la Grèce et la Pologne** pour violation du droit de l'UE dans leurs pratiques de **refoulement des migrants et des réfugiés**.

Assouplissement des critères relatifs à la carte bleue européenne

Le Parlement européen a approuvé mercredi 15 septembre 2021 un texte assouplissant les conditions de délivrance de la carte bleue européenne. "Avec cet accord, il sera plus facile pour les gens d'obtenir une carte bleue. La carte bleue européenne est un permis de travail et de séjour délivré depuis 2009 aux ressortissants de pays tiers titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une qualification comparable. Les titulaires de la carte bleue sont autorisés à venir dans un État membre (hors Danemark et Irlande qui ne participent pas au dispositif) avec leur conjoint et leurs enfants. Elle est valable pour une durée de un à quatre ans, et peut être renouvelée.

Pour obtenir une carte bleue européenne, (ou « passeport talent » en France) les candidats doivent fournir la preuve qu'ils ont terminé leurs études de niveau universitaire. Ils doivent désormais présenter un contrat de travail ou une offre d'emploi ferme d'au moins six mois. Le demandeur devra prouver que son salaire annuel équivaut à 100% du salaire annuel brut moyen dans l'État membre d'emploi, pour la France : salaire brut minimum d'au moins 37 310 euros pour un "emploi qualifié" ou minimum 53 836 euros pour un "emploi hautement qualifié". Par ailleurs, en France, les frais d'admission s'élèvent à 225 euros. Le nouveau texte facilite les déplacements d'un pays de l'UE à un autre, après une période de 12 mois dans le premier État membre. La situation des membres de leur famille qui les accompagnent sera aussi améliorée grâce à des procédures de rapprochement familial et d'accès au marché du travail accélérées. Les bénéficiaires d'une protection internationale, tels que les réfugiés, pourront demander une carte bleue dans d'autres États membres que celui où ils ont reçu l'asile ou un autre statut de protection.

Ces assouplissements visent à rendre l'UE plus attractive pour les migrants hautement qualifiés qui se tournent davantage vers les États-Unis, le Canada ou l'Australie. L'Europe a besoin d'ingénieurs ou de programmeurs, mais aussi d'infirmiers, de cuisiniers, de plombiers, de chauffeurs routiers ou d'électriciens notamment.

En 2015, 17 100 cartes bleues européennes ont été délivrées, 36 800 en 2019. 78,4% du total dans l'UE des cartes bleues européennes sont émises par l'Allemagne, 5,7% par la Pologne et 5,5% par la France. En 2019, 9 400 cartes bleues européennes ont été accordées à des ressortissants Indiens et 2 600 à des Russes.

L'UE veut durcir l'octroi de visas pour les officiels biélorusses

Plusieurs milliers de migrants ont franchi la frontière entre la Biélorussie et l'Union européenne, en Lituanie, en Lettonie et en Pologne, ces derniers mois, mettant à mal ces pays peu habitués à un tel afflux de migrants. L'Union européenne veut répliquer à l'"acte d'agression" du régime biélorusse, accusé d'organiser un afflux de migrants aux frontières de son territoire. "Les dernières tactiques du régime biélorusse contre l'Union européenne et nos États membres requièrent une réponse unie", a déclaré mercredi 29 septembre 2021 le vice-président de la Commission européenne. L'UE souhaite suspendre un accord de juillet 2020, qui assouplit les conditions d'octroi de visas de court séjour pour les personnes liées au régime biélorusse. Cette suspension partielle ne va pas affecter les citoyens ordinaires de Biélorussie, qui continueront à bénéficier des mêmes avantages. Seront concernés les représentants des délégations officielles, les membres des gouvernements et Parlements nationaux et régionaux ainsi que des cours suprême et constitutionnelle "dans l'exercice de leurs fonctions". La mesure, qui sera soumise au Vingt-Sept, s'ajoute aux interdictions de séjour dans l'UE qui visent 166 individus, dont le président Alexandre Loukachenko, décidées en réponse à la répression de l'opposition dans ce pays.

ALLEMAGNE

Lors des élections législatives du dimanche 26 septembre 2021, sur les 735 députés élus, au moins 83 parlementaires nouvellement élus sont issus de l'immigration, c'est à dire qu'ils sont eux-mêmes d'origine étrangère ou ont au moins un parent n'ayant pas la nationalité allemande. Les partis leur ont accordé des places de choix sur leurs listes régionales, ce qui a facilité leur entrée au Bundestag. La représentation de la diversité au Bundestag évolue positivement, il y a davantage d'élus ayant des origines africaines, tout comme de politiciens d'origine turque.

Le parti d'extrême gauche "Die Linke" compte plus de 28 % de députés issus de l'immigration. Le parti social démocrate SPD comporte 17 % de député ayant un passé migratoire. Le groupe parlementaire conservateur CDU/CSU n'a que 4,6 %. Ces députés "parleront certainement d'une autre manière des conditions de vie dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile avec un député qui y a lui même grandi." indique la directrice exécutive du Conseil fédéral de l'immigration et de l'intégration. « Malgré les évolutions positives, il existe encore de nombreux obstacles pour les personnes issues de l'immigration. Un Syrien (voir lettre 4) a été poussé à retirer sa candidatures après avoir été la victime d'une importante campagne de haine et de racisme.»

Dans l'impossibilité de rester en Pologne, ou de retourner en Biélorussie, les exilés semblent désormais se tourner vers l'Allemagne. Ce week-end du 2 octobre 2021, près de 400 d'entre eux, notamment des Irakiens et Iraniens, ont été interpellés dans le pays en provenance de la frontière polonaise, a annoncé lundi la police fédérale. Dans le Land du Brandebourg, qui partage une large frontière avec la Pologne, la police a annoncé l'interpellation de 251 personnes depuis vendredi. En Saxe, une autre région frontalière, 76 migrants ont été découverts peu après leur arrivée en Allemagne. Dans le Mecklembourg-Poméranie, ils étaient 55. Le principal point de passage vers l'Allemagne est la région autour de la ville de Francfort-sur-l'Oder, une ville de 60 000 habitants qui fait face à la ville polonaise de Slubice, les deux villes étant séparées par le fleuve Oder. Récemment, certains migrants, dont un enfant de neuf ans, ont ainsi été vus emprunter à pied des ponts destinés uniquement au transport ferroviaire. La police de la ville se prépare ainsi à voir cette hausse des arrivées se poursuivre et a installé des tentes et des toilettes sur l'un de ses terrains. Des conteneurs pouvant servir d'hébergement temporaire pendant l'hiver doivent également être mis en place.

Le nombre de migrants arrivant clandestinement en Allemagne depuis la Pologne connaît de nouveaux records. Près de 400 personnes ont ainsi été appréhendées à la frontière germano-polonaise le week-end dernier.

392 personnes ont été interpellées le week-end du 9 et 10 octobre 2021 dans la région de Brandebourg, à la frontière germano-polonaise. Il s'agit d'un nouveau record, après l'accueil de 251 migrants dans cette région un semaine auparavant. Au total, la police fédérale a enregistré plus de 2.600 entrées clandestines à la frontière germano-polonaise depuis le début de l'année 2021. La majorité de ces migrants sont originaires d'Irak, de Syrie, d'Iran et du Yémen. La plupart affirment être partis de Biélorussie. Si la plupart d'entre eux sont actuellement dans des centres d'accueil, d'autres personnes ont été placées en détention.

Le centre de premier accueil d'Eisenhüttenstadt, une ville frontalière avec la Pologne, avait atteint sa pleine capacité en septembre 2021. Des tentes supplémentaires ont dû être installées pour passer à une capacité de 4.600 lits. La situation n'est pas dramatique mais reste compliquée à gérer. Ces tentes doivent notamment héberger les migrants pendant leur période de quarantaine. Un arrivant sur dix a été testé positif au coronavirus ou a été en contact avec une personne contaminée.

Après avoir traversé la Pologne, de nombreuses personnes, notamment originaires du Moyen-Orient et d'Afrique du nord, arrivent à la frontière allemande, où la police locale se dit débordée. Plus de 4 300 migrants ont débarqué dans le pays depuis le début de l'année 2021, avec une accélération des arrivées ces derniers mois. Pour mener davantage de contrôles, Berlin a proposé à Varsovie de renforcer des patrouilles conjointes. Le ministre allemand de l'Intérieur a

écarté l'idée de fermer les 400 kilomètres de frontière commune avec la Pologne, malgré l'augmentation du nombre de migrants partant de la Biélorussie afin de rejoindre l'Allemagne. Il annonce des efforts supplémentaires pour empêcher les liaisons aériennes transportant des migrants vers la Biélorussie. L'Irak aurait déjà donné son accord pour mettre fin à ces vols d'ici la fin de l'année. Le ministre allemande a néanmoins rappelé que ce phénomène continuait à s'étendre, puisque la Biélorussie a allongé la liste de pays exemptés de visas d'entrée sur son territoire : l'Iran, le Pakistan, l'Afrique du Sud, l'Égypte et la Jordanie. Il souhaite des "sanctions importantes au niveau européen" contre les compagnies aériennes et entreprises qui "soutiennent l'instrumentalisation de la migration irrégulière menée par le régime biélorusse." Il estime toutefois que le cœur du problème ne serait pas la Biélorussie. "La clé de la solution à ce problème se trouve à Moscou", dont Minsk est économiquement dépendant, assure le ministre. Pour de nombreux experts, cette crise est dans l'intérêt de Moscou car elle représente une opportunité de déstabiliser l'Union européenne. Il est clair que sous le règlement de Dublin, la Pologne est en charge de ceux qui arrivent en Allemagne par la Pologne. Nous sommes entrain de renvoyer des personnes en Pologne pour que les autorités polonaises s'en occupent, car la Pologne reste techniquement responsable du sort des migrants entrant sur son territoire dans le cadre du règlement de Dublin.

AUTRICHE

Pour le chancelier, l'Autriche n'accueillera pas, davantage de réfugiés afghans, car 40 000 ont déjà été accueillis, effort qu'il juge "disproportionné". Il estime que l'intégration des Afghans en Autriche est difficile. Mais en même temps qu'on leur demande de s'intégrer, on leur dit : 'Nous ne voulons pas de toi'. Il est donc difficile pour elles d'arriver à réellement s'intégrer. D'autant que de nombreuses barrières ont été dressées, par exemple, leur accès au marché du travail est très compliqué aujourd'hui. Les demandeurs d'asile afghans qui attendent une réponse en Autriche sont très inquiets

Mardi 19 octobre 2021, deux personnes ont été retrouvées sans vie dans une fourgonnette interceptée en Autriche, au niveau de la frontière hongroise. Des militaires ont trouvé suspect le véhicule en provenance de Hongrie et ont découvert 30 personnes à l'intérieur, dont les deux personnes décédées. Les survivants - tous des hommes, originaires de Syrie - se sont vus distribuer de l'eau. Le chauffeur du véhicule, lui, a pris la fuite. Il est actuellement recherché. La cause précise de la mort des deux hommes, âgés d'une vingtaine d'années, n'a pas encore été formellement établie. Elle devrait être confirmée par une autopsie. La police utilise des hélicoptères, des drones et des chiens pour rechercher le conducteur présumé. "Cet acte terrible montre clairement une chose : la mort d'une ou plusieurs personnes est délibérément acceptée par les trafiquants", a déclaré le ministre autrichien de l'Intérieur. L'Autriche, qui a constaté un afflux de migrants à ses frontières de l'est et du sud, a renforcé ses contrôles en juillet 2021. Deux-cent cinquante passeurs ont été arrêtés depuis le début de l'année, selon la police.

BELGIQUE

Selon une enquête menée par le journal belge « Le Soir », parue le 11 octobre 2021, la moitié des livreurs de repas pour des sociétés telles que Deliveroo ou Uber Eats seraient sans-papiers. Ils sont âgés de 18 à 30 ans, et originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest, d'Amérique du Sud, du Pakistan, de Syrie et d'Afghanistan. La moitié d'entre eux a affirmé ne pas avoir de papiers, et travailler en utilisant le compte d'un tiers. Au début, les personnes livrant pour Uber et Deliveroo étaient des jeunes, étudiants, issus plutôt de la classe moyenne basse ; ce n'était pas le même niveau de précarité que celui que l'on voit aujourd'hui. Le paiement se fait à la course et non plus à l'heure ce qui entraîne la baisse des rémunérations. Cela engendre un basculement vers la force masculine de travail la plus précaire : les personnes ayant un parcours migratoire, qu'elles soient sans-papiers, demandeuses d'asile, détentrices d'un titre de séjour ou du statut de réfugié. En France, le cas est le

même. Pour les coursiers travaillant pour ces plateformes sous une fausse identité, les risques sont variables, selon leur situation administrative. Il y a un véritable marché de faux comptes. Parmi des groupes de livreurs, il y a eu des contrôles de police à la recherche de personnes sans-papiers. Les sans-papiers risquent d'aller dans les CRA, et un renvoi dans leur pays d'origine. Les autres risquent une amende. Comment soutenir les travailleurs sans papiers, sans les exclure davantage du marché du travail ? Cela passe par la régularisation des personnes, des procédures d'asile plus fluides, des changements profonds du marché du travail. À la fin du mois d'octobre, le juge se prononcera sur le procès opposant l'État belge à Deliveroo sur la question de la requalification en contrats salariés. Des livreurs se sont portés partie civile.

Il y a douze ans une marocaine a fui Casablanca où elle était victime de violences conjugales. À son arrivée en Belgique, elle apprend le français et le néerlandais, s'investit dans diverses associations et commence à travailler. Elle tente plusieurs fois de régulariser sa situation, mais aucune n'aboutit. En mai 2021, pour réclamer une énième régularisation de sa situation, elle rejoint la grève de la faim des sans papiers, suivie par 456 personnes (voir lettre 17). Après sa suppression, le 21 juillet, elle est confiante. "Son dossier était particulièrement bon, indique son avocate. Pour les grévistes, c'était 'celui qui allait passer', il n'y avait pas de doute". Plusieurs semaines plus tard pourtant, la Marocaine est toujours sans nouvelle de l'Office des étrangers (OE), le premier organe en charge du traitement des dossiers des exilés. Le 22 septembre 2021, son avocate en demande une copie. Pour cette marocaine c'est la douche froide. La décision finale n'avait pas été rédigée, mais la mention 'autorisation temporaire' était barrée, laissant comme seule autre option le refus de la demande. Et le document était signé par le directeur de l'organisation, explique l'avocate. Dans le dossier, une note interne classe les éléments "en faveur" et "en défaveur" de sa régularisation. "La première colonne étaient remplies. L'autre était vide. Mercredi 20 octobre 2021, la Marocaine a donc repris la grève de la faim au sein de l'église du Béguinage. L'opération avait réuni des hommes, des femmes et quelques mineurs, qui réclamaient un titre de séjour avec accès au marché du travail. Un premier groupe de sans-papiers, majoritairement originaires du Maroc et d'Algérie, avait occupé l'église du Béguinage, deux autres, des locaux de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et de l'Université flamande (VUB). La médiatisation de la grève avait ravivé l'espoir de nombreux participants, qui, pour certains, attendaient une régularisation de leur situation depuis des années. Si la position du gouvernement, incarné par le secrétaire d'État belge à l'Asile et à la Migration, n'avait pas bougé, beaucoup espéraient tout de même un changement. D'autant que les autorités avaient assuré, aux sans-papiers comme aux ONG présentes sur place, "des délais de traitement raccourcis", avait affirmé la responsable de l'action politique à la Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers. Trois mois plus tard, "seuls six ou sept personnes ont reçu une réponse" de l'Office des étrangers, affirme le porte-parole des sans-papiers du Béguinage. D'après un média bruxellois seule une personne a été régularisée "pour raisons médicales". Ce qui a penché en sa faveur ? "Une maladie en phase terminale, dont souffre le demandeur, qui ne peut être soignée dans son pays d'origine". Pour les autres sans-papiers, le motif de la grève de la faim comme motif de régularisation médical est irrecevable. C'est toujours la même rengaine : attendre. "La majorité des sans-papiers patiente déjà depuis des années. Mais cette fois, on aimerait être traité avec respect. On est vraiment épuisé". Même son de cloche du côté de l'ULB, où "un épais mystère" entoure les procédures de régularisation, déplore son ancien vice-recteur, soutien du mouvement, pour qui "l'arbitraire règne" dans le traitement des dossiers. Pour se défendre, l'OE avance des demandes "en grand nombre", et des dossiers "tous différents". "Nous devons vérifier chacun des éléments d'ancrage apportés par les demandeurs. Nous devons prendre contact avec des administrations communales, des écoles. Cela prend du temps", affirme la porte-parole de la structure. Une "tactique bien pensée, destinée à nous faire renoncer". En attendant, le quotidien des grévistes est toujours aussi précaire. Après la suspension du mouvement, certains ont repris le cours normal de leur vie. Mais d'autres, qui n'avaient nulle part où aller, sont restés sur place. Chaque nuit, près de 100 personnes dorment toujours dans l'église du Béguinage, d'après son porte-parole. Et un autre groupe de sans-papiers occupent toujours un local de l'ULB. Si le cas de la marocaine a découragé nombre d'entre eux, le combat pour la régularisation n'est pas terminé pour

autant. "La grève, c'est le seul moyen dont on dispose pour se faire entendre. Ces prochains jours, beaucoup d'anciens grévistes vont la rejoindre".

Mercredi 27 octobre 2021, à 40 km de Zeebrugge, 24 personnes ont été sauvées. Les migrants, à bord d'embarcations de fortune qui allaient en Angleterre depuis deux jours, ont déclenché un appel de détresse. L'opération de sauvetage a duré environ quatre heures : quatre personnes ont été hélitreuillées puis hospitalisées à Knokke. Le groupe est composé d'adultes originaires du Moyen-Orient (Irak, Iran, Koweït, Afghanistan, Égypte et Algérie). Certaines d'entre elles devraient être expulsées dans un autre pays de l'UE où une demande d'asile a déjà été enregistrée.

CROATIE

Des investigations menées par plusieurs médias confirment l'existence de refoulements illégaux dont sont victimes les migrants aux frontières croates, roumaines et grecques par les autorités. Ces pushbacks violents ont été filmés par les journalistes.

En pleine forêt croate, à la frontière avec la Bosnie Herzégovine, un homme masqué et vêtu d'un uniforme assène de violents coups de matraque à des migrants qui passent en courant à côté de lui. La vidéo, publiée sur le site du journal Libération, est une preuve supplémentaire des pushbacks, ces refoulements illégaux au regard du droit international, opérés aux frontières européennes. De retour du côté bosniaque, une des victimes montrent ses blessures à un des journalistes qui a filmé la scène : il est couvert d'hématomes et de plaies. En tout, onze vidéos similaires ont été tournées le long de la frontière entre la Bosnie et la Croatie, dans le cadre d'une enquête menée par des journalistes de sept pays et de huit médias différents, entre mai et septembre 2021. D'après les informations recueillies pour l'enquête, les hommes masqués sont en fait des policiers d'élite croates, membres des forces d'intervention. Un policier qui a longtemps participé à ce genre d'opérations, interrogé sur place, confirme : "bien sûr que les pushbacks sont une réalité. Tous les policiers savent qu'ils sont illégaux. Le gouvernement et le ministre de l'Intérieur nous ont dit de faire comme cela". La Commission européenne s'est dit "fermement" opposée aux pushbacks. "Nous avons indiqué aux autorités nationales que de telles pratiques sont illégales et doivent faire l'objet d'une enquête".

ESPAGNE

Le Conseil des ministres a approuvé mardi 19 octobre un arrêté royal modifiant la réglementation liée à l'immigration. La mesure portée par le ministère des Migrations bénéficiera à environ 7 000 migrants. Elle "vise à simplifier les procédures administratives, réduire la paperasse, empêcher [les mineurs] d'atteindre l'âge de la majorité sans papiers". L'exécutif entend ainsi "respecter et préserver l'investissement public qui a été fait dans leur formation, dans leur intégration et dans l'accueil par les communautés autonomes" lorsqu'ils étaient mineurs "pour faciliter l'incorporation de ces personnes dans le marché du travail, en simplifiant l'ensemble de la charge administrative ».

Sur les 6 716 mineurs non accompagnés de 17 ans enregistrés en Espagne en 2019, seuls 10% avaient réussi à travailler après leur majorité en raison d'obstacles bureaucratiques, d'après les données du ministère des Migrations. Les ONG espagnoles ont salué "une étape historique" pour les jeunes migrants vivant en Espagne. Le Défenseur des droits a également fait part de sa "satisfaction". "J'espère que, dorénavant, les garçons et les filles tutorés par les administrations pourront se former et s'intégrer dans la vie professionnelle quand ils auront 18 ans, avec les mêmes droits et obligations que les autres jeunes. Cela les empêchera d'être voués à l'exclusion sociale". La nouvelle loi réduit le traitement des demandes de titre de séjour. Ils devront désormais être

validés dans un délai de trois mois. "Lorsque ces trois mois seront dépassés, les services de l'immigration documenteront d'office ces personnes". Le titre de séjour est désormais valable deux ans. Par ailleurs, le Mineur n'aura plus à présenter un certificat notarié au consulat de son pays pour son identification : un simple rapport des services de protection de l'enfance sera nécessaire. Les nouveaux titres de séjour délivrés aux MNA leur permettront désormais de travailler dès 16 ans, à condition que l'emploi soit conforme à "l'itinéraire d'insertion" prévu par les communautés autonomes. Le titre de séjour délivré lors de sa minorité reste en vigueur jusqu'à la date butoir du document, et ne prendra plus fin lorsque le jeune atteint 18 ans. Pour renouveler son permis de séjour ou faire une première demande, il devra justifier d'un salaire de 490 euros, aides sociales comprises. Les migrants sans-papiers âgés entre 18 et 23 ans pourront bénéficier de manière rétroactive de la nouvelle réglementation.

Les arrivées au sud de l'Espagne ont pris de l'ampleur ces derniers mois. Pour le seul week-end du 8 septembre, 1 500 migrants algériens ont débarqué sur les plages espagnoles à bord de 80 embarcations, en provenance de Boumerdès, d'Oran et d'Alger. Bien que la distance entre les côtes algériennes et l'Espagne soit relativement courte, la traversée reste très dangereuse. Ce même week-end, quatre bateaux avaient fait naufrage, provoquant la mort de 50 personnes (voir lettre 20). D'après la Garde civile espagnole, plus de 2 200 Algériens ont débarqué sur les côtes espagnoles à bord de 150 embarcations ou plus, du 1er au 23 septembre 2021. Au total, entre le 1er janvier et le 30 septembre 2021, 13 320 personnes ont traversé la Méditerranée pour l'Andalousie et les îles Baléares. Un chiffre en hausse de 18,8 % par rapport à l'année dernière, à la même période.

Un corps a été retrouvé dimanche 17 octobre 2021, au large de la côte sud de l'Espagne après qu'un bateau transportant des migrants, repéré à l'ouest du cap Trafalgar, ait coulé jeudi 14 octobre. Neuf corps ont été, pour le moment, retrouvés, quinze occupants de l'embarcation sont toujours portés disparus. Deux hommes ont été retrouvés vivants à bord du bateau, et une femme secourue de la mer.

Les garde-côtes ont également secouru dimanche 17 octobre 2021, 16 navires au large des îles Baléares, mettant ainsi à l'abri 203 personnes, dont 8 femmes, a indiqué la délégation du gouvernement espagnol dans l'archipel.

Canaries

Les traversées en direction des îles Canaries depuis les côtes ouest-africaines augmentent depuis le début 2021 : plus de 9 000 débarquements contre près de 4 000 à la même période l'an dernier. Selon les dernières données de l'Organisation internationale des migrations (OIM) publiées vendredi 24 septembre 2021, au moins 785 personnes (dont 177 femmes et 50 enfants) sont mortes sur la route des Canaries entre janvier et août 2021. Le mois d'août a été le plus meurtrier avec 379 migrants morts pendant leur tentative de traversée, soit la moitié du nombre total de décès enregistrés depuis le début de l'année 2021. Le nombre de morts a plus que doublé par rapport à la même période de 2020. On estime que les naufrages – non connus - qui ne laissent aucun survivant, sont fréquents sur cette route maritime mais quasiment impossibles à connaître. Même quand des embarcations en détresse sont signalées, il est difficile de déterminer précisément le nombre de personnes disparues.

Dimanche 26 septembre 2021, les services d'urgence espagnols ont recueilli 340 personnes, répartis dans huit embarcations. À l'aube, un bateau pneumatique avec à son bord 44 migrants - 24 hommes, 14 femmes, trois mineurs et trois bébés – a accosté sur l'île de La Graciosa. Tous sont sains et saufs, exceptée une des occupante, enceinte, qui a été transportée à l'hôpital. Un bateau de 45 personnes d'origine maghrébine a ensuite été localisé à terre dans la région de Punta Mujeres, au nord de Lanzarote ainsi qu'un autre, avec 33 exilés maghrébins. Trois d'entre eux, très affaiblis, ont été pris en charge par les équipes médicales. Plus tard dans la journée, les autorités espagnoles ont intercepté quatre autres embarcations et leurs 148 passagers marocains près d'Órzola (côte nord de Lanzarote). Le huitième bateau a été repéré au sud de Grande Canarie. Ses 70 occupants ont été transférés au port d'Arguineguín, où nombre d'entre eux ont dû recevoir une assistance médicale.

Lundi matin 27 septembre 2021, 33 exilés originaires du Maghreb, ont été sauvés, mais une des deux femmes n'a pas survécu. Dans la nuit, une autre embarcation a été interceptée au nord de l'île d'Alegranza avec 39 naufragés, dont une femme, qui ont été transférés à Arrecife, à Lanzarote.

Cinquante-sept personnes, dont 28 femmes, 17 hommes, et 12 enfants, sont morts les 3-4 octobre 2021 dans un naufrage au large de l'océan Atlantique, en rebroussant chemin. L'embarcation, partie le 24 septembre 2021, a dérivé pendant une semaine. Perdus, les passagers ont tenté de regagner leur point de départ, aux alentours de la ville marocaine de Dakhla. "Ils ont réussi à appeler par téléphone samedi 3 octobre matin pour demander de l'aide", et demandé à appeler "la marine" pour se faire secourir. Lors des premiers appels de détresse de l'embarcation le 25 septembre, les autorités marocaines et espagnoles ont été contactées, mais sans succès. La gendarmerie marocaine, envoyées sur place ce week-end, a porté secours aux survivants, deux femmes et trois hommes. Seuls seize corps ont été récupérés, et leur identification est en cours. La plupart des personnes à bord étaient originaires de Côte d'Ivoire et de Guinée.

Mardi 12 octobre 2021, les secours maritimes espagnols ont porté assistance à 91 personnes, d'origine subsaharienne, se trouvant sur deux embarcations à près de 140 kilomètres au sud de Grande Canarie. La première embarcation comprenait 43 occupants d'origine maghrébine, dont deux femmes. Sur le second canot se trouvait 48 personnes, d'origine subsaharienne. Au cours du second sauvetage, les secours ont repéré un homme en mauvais état de santé. Un hélicoptère a été dépêché sur place afin de l'évacuer en urgence vers un hôpital de la commune de Las Palmas de Gran Canaria. Les autres rescapés ont tous été débarqués, dans la nuit, au port de Arguineguín. Entre-temps, les secours espagnols ont mobilisé un navire qui est parti du port de Gran Tarajal, à Fuerteventura, pour porter secours à deux canots pneumatiques aperçus au sud de cette île. On ne connaît pas encore le nombre exact d'occupants, mais "selon les estimations émanant des services d'urgence à partir des images aériennes, ils seraient près de 70.

Mercredi 13 octobre 2021, 187 migrants (dont 14 femmes, 5 mineurs et un bébé) ont été secourus dans les eaux de l'Atlantique au large des Canaries. Retrouvés à bord de 5 embarcations, les rescapés étaient à majorité d'origine maghrébine, à l'exception de 50 Africains subsahariens dans le dernier canot.

Jeudi 14 octobre 2021, une embarcation comprenant près de 200 personnes, localisée au sud de l'île de Grande Canarie, a fait l'objet d'une opération de sauvetage. Ses occupants ont été débarqués au port d'Arguineguín. Ce chiffre pourrait encore augmenter. Il s'agirait du plus grand nombre d'occupants sur un seul et même canot recensé dans la décennie. Une femme avait accouché de jumeaux, quelques heures avant l'intervention des secours. Elle a été évacuée en hélicoptère, avec un bébé ; le second était mort-né. L'hôpital Juan Negrín, sur l'île de Grande Canarie les a pris en charge. En 24 heures, près 600 migrants seraient arrivés sur les côtes de l'archipel des Canaries. Certains ont rejoint les îles par leurs propres moyens ; d'autres ont été interceptés et secourus.

103 exilés, dont 16 femmes et huit enfants, ont débarqué à Lanzarote dans la nuit de mercredi 13 à jeudi 14 grâce à l'intervention des secours. Les occupants de deux embarcations sont parvenus à atteindre Haría, au nord de Lanzarote. Toujours à Lanzarote, 49 personnes d'origine subsaharienne ont été secourues, vers 4 heures du matin, par les secours espagnols. La veille et l'avant-veille, une importante série de sauvetages avait également eu lieu. Au total, entre lundi matin 11 et mercredi 13 soir, les secours maritimes espagnols auraient porté assistance à près de 470 personnes.

Un bateau a passé une semaine en mer avant d'être secouru au large des Canaries. Un homme a été retrouvé mort, dimanche 17 octobre 2021, parmi les passagers de l'embarcation. Les 44 autres personnes qui se trouvaient à bord étaient saines et sauvées. Une opération de secours a été lancée après que le navire a été repéré approchant de la plage d'Anfi del Mar, dans le sud de l'île de Grande Canarie. Le bateau serait parti du Maroc. Les rescapés étaient tous des hommes en provenance du Maghreb. Plusieurs mineurs se trouvaient parmi eux. Ils ont reçu des soins médicaux, avant d'être emmenés au port voisin d'Arguineguin pour y être examinés. La présence

d'un second bateau, situé à environ 5 milles de Blaya avec 70 personnes à bord a été indiqué au Centre de coordination régionale des îles Canaries. C'est un patrouilleur marocain qui a procédé au sauvetage.

Lundi 25 octobre 2021, les autorités locales ont annoncé qu'un des mineurs secourus lors d'une opération de sauvetage, dimanche soir 24 octobre 2021, n'a pas survécu. Il s'agit "d'un enfant d'environ 5 ans". Il avait été évacué avec quatre autres mineurs - un bébé et trois enfants - par hélicoptère, et transporté à l'hôpital de Las Palmas. Selon les services d'urgence, tous ont été hospitalisés car "ils présentaient un état grave de déshydratation ou d'hypothermie". Ces enfants avaient pris place à bord d'une embarcation de seulement sept mètres, aux côtés d'une cinquantaine de personnes originaires d'Afrique subsaharienne, dont 23 femmes. Le bateau serait parti de Dakhla, au Maroc, huit jours avant. Il a d'abord été repéré par un hélicoptère des secours maritimes à 200 km au sud-ouest de l'île de Grande Canarie. Après l'opération de sauvetage, les autres passagers ont débarqué dans la soirée au port d'Arguineguín.

Avec les conditions météorologiques favorables du début de l'automne, comme l'année dernière, les arrivées culmineront aux mois d'octobre et de novembre 2021.

Depuis le début de l'année 2021, plus de 9 000 personnes ont débarqué aux Canaries, contre près de 4 000 à la même période en 2020, d'après les derniers chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM) publiés le 24 septembre 2021. 800 mineurs devraient être transférés vers des centres de la péninsule, mais la difficulté qu'ont les îles à effectuer ces transferts, vient de problèmes liés à la pandémie de Covid-19 et à la bureaucratie.

En 2020, la traversée avait fait au total 850 victimes, et au moins 785 migrants entre janvier et août 2021, dont 177 femmes et 50 enfants (selon l'OIM), mais 1 922 personnes au premier semestre 2021 selon l'ONG Caminando Fronteras.

L'instabilité politique des pays de départ peuvent expliquer, en partie, l'augmentation des départs : les coups d'états successifs au Mali en août 2020 et mai 2021 et le renversement du président en Guinée, qui diminuent encore un peu plus les perspectives d'avenir pour les jeunes de ces pays. Rappelons que l'âge médian est de 19 ans en Guinée, et de 15 ans au Mali.

Fuerteventura

Mercredi 6 octobre 2021, 55 personnes (dont cinq femmes) d'origine subsaharienne ont été secourues au large de l'île. Leur canot pneumatique se situait à une centaine de kilomètres au sud de Puerto del Rosario. Il était parti des côtes de Laâyoune, dans le Sahara Occidental. L'alerte a d'abord été donnée par la Garde civile espagnole, qui avait repéré le départ de l'embarcation. Puis, l'avion Sasemar 102 en a suivi la trace. Le centre de coordination de sauvetage de Rabat aurait également participé à l'opération. Tous ont été ramenés au port de Puerto del Rosario.

Durant le week-end du 2 et 3 octobre 2021, 57 personnes dont 28 femmes et 12 enfants, ont perdu la vie dans un énième naufrage. Leur embarcation avait dérivé sur l'eau pendant une semaine. L'ONG Caminando Fronteras avait reçu leurs appels de détresse le 25 septembre, puis contacté les autorités marocaines et espagnoles. Sans succès.

Lundi 11 octobre 2021, 121 personnes (20 femmes et deux enfants) d'origine subsaharienne, ont été secourues par les navires espagnols. Deux canots pneumatiques avaient été localisés par la Guardamar Talía, au sud de Fuerteventura. La première embarcation se situait à 97 kilomètres au sud de la station balnéaire Morro Jable, lorsque l'opération de sauvetage a été lancée. Soixante-trois personnes se trouvaient à son bord, dont dix femmes et deux enfants. La seconde embarcation avait été aperçue par un avion de la Salvamento, plus au nord, à environ 53 kilomètres de l'île. On dénombre 58 personnes à son bord, dont 10 femmes. Tous ces rescapés ont été transportés jusqu'à l'embarcadère de Puerto del Rosario, où ils devaient débarquer dans la soirée, vers 20h30. Au total, en à peine plus de 24 heures, les secours maritimes espagnols ont porté assistance à près de 280 personnes. Déjà, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 octobre 2021, 24 occupants (dont deux

femmes) d'une embarcation à la dérive, au sud de Grande Canarie ont été secourus. Cinq personnes ont été évacuées vers différents hôpitaux de l'île, dont deux "en état grave".

Ceuta

Le 26 septembre 2021, la Garde civile espagnole a arrêté 10 migrants marocains en situation irrégulière. Le groupe tentait de fuir la région de Santa Catalina, une petite île au large de la côte nord de la péninsule de Almina à Ceuta, à bord d'un bateau. Ils ont été transférés au port de la région, et leur embarcation, saisie.

Mardi 28 septembre 2021 au soir, 300 de migrants marocains, pour la plupart des mineurs, ont tenté d'entrer à Ceuta. Ils ont tous été repoussés par les forces de l'ordre avant même leur arrivée à la frontière. Les services de sécurité ont établi des barrages routiers et interdit aux taxis de transporter des personnes de Tétouan à Fnideq, et d'autres villes voisines, ce qui leur a permis de contrôler la situation. Dans le même temps, une vingtaine de personnes tentait un passage par la mer, mais elles ont été interceptées par la gendarmerie marocaine. Elles s'étaient fiées à des informations publiées quelques jours auparavant sur les réseaux sociaux et les applications de messageries instantanées qui prétendaient que la frontière était moins surveillée. Mardi soir, une enquête a été ouverte par la justice marocaine pour identifier et interpeller toutes les personnes impliquées dans la diffusion de ces fausses informations incitant à l'immigration illégale et prétendant, à titre frauduleux, l'allègement des procédures de contrôle frontalier.

Mercredi 29 septembre 2021, en début d'après-midi, des groupes de migrants marocains ont de nouveau tenté d'entrer dans l'enclave. Les forces de l'ordre ont été dépêchées des deux côtés de la frontière pour empêcher la centaine de personnes de passer de l'autre côté de la clôture.

Falsification de documents d'identité,

Le 5 octobre 2021, 16 personnes sénégalaises soupçonnées d'appartenir à un réseau criminel de **falsification de documents d'identité**, ont été arrêtées : 13 à Tenerife ; deux à Ibiza ; et une à Gérone, en Catalogne. Elles sont accusées de plusieurs délits, parmi lesquels l'appartenance à une organisation criminelle, le recel et la fabrication de faux documents. L'organisation interceptait les exilés arrivant sur les îles Canaries, et les cachait dans divers appartements le temps de préparer les faux papiers, selon les autorités. Une fois les documents finalisés, les membres de l'organisation amenaient les personnes dans les ports et aéroports des Canaries. Là, ils leur délivraient des instructions pour embarquer et contourner les contrôles de sécurité, afin de rejoindre la péninsule ibérique. Au total, au moins 113 personnes ont pu ainsi obtenir des passeports falsifiés ou appartenant à une tierce personne, d'après les enquêteurs. Un business qui aurait rapporté plus de 200 000 euros. Dans les dix domiciles perquisitionnés, 20 passeports falsifiés ont été retrouvés, ainsi qu'une vingtaine de milliers d'euros, 77 téléphones, des montres de luxe, ou encore des quantités importantes de drogue. Au cours de ces perquisitions, on a pu constater les conditions inhumaines dans lesquelles vivaient les immigrants. Les opérations de recherche se poursuivent aux Canaries afin d'identifier et d'arrêter les autres membres de cette organisation.

Pays basque sud et Navarre.

Une opération conjointe entre la gendarmerie, Europol et la guardia civil espagnole a permis d'arrêter **sept passeurs présumés** au Pays basque sud et en Navarre. Ils sont accusés d'avoir organisé une **soixantaine de voyages** entre l'Espagne et la France. D'après les enquêteurs, ces passages se seraient faits en voiture. Chaque fois, trois ou quatre personnes étaient déposées à Bayonne ou Bordeaux. Des perquisitions ont été menées à Urrasun et Irurita, en Navarre. Les enquêteurs ont saisi 25 téléphones portables, deux tablettes et un ordinateur. Des documents concernant des transactions bancaires ont aussi été retrouvés sur les lieux.

GRECE

Sur le chemin goudronné menant au camp de Nea Kavala, à 1h de route de Thessalonique, non loin de la frontière gréco-macédonienne, aucun bruit ne filtre depuis le camp grec. Pourtant, plus de mille personnes dont un tiers d'enfants y vivent actuellement. En s'en approchant, on devrait percevoir les cris et les rires des plus jeunes. Depuis cet été, une barrière de trois mètres de haut enserre Nea Kavala : Ce mur coupe le son et bouche la vue. Les 1 200 occupants du camp qui se sentaient déjà isolés, vivent mal l'érection de cette clôture bétonnée. "On dirait une prison à ciel ouvert". Ces aménagements entrent dans une stratégie de "modernisation" des camps, selon un porte-parole du ministère : "le but de la construction de ces murs était de "de renforcer le sentiment de sécurité tant pour les communautés locales que pour les résidents du camp". Malgré le mur, les allers et venues sont libres à Nea Kavala. L'entrée principale reste toujours ouverte. Mais les commerces (Lidl est à 30 minutes à pied), les lieux de vie, et surtout les bureaux de l'administration sont loin. Aucun bus ne passe, il faut marcher tout le temps ! Il faut une heure pour rejoindre Polykastro, la ville la plus proche. "On ne va pas mentir, ici, c'est mieux qu'à Moria ou à Vathy. On respire mieux, il y a moins de monde". Aucune association ne se déplace jusqu'à Nea Kavala, hormis le collectif "Drop in the Ocean" qui apporte son soutien aux demandeurs d'asile. La présence médicale est assurée mais il faut prendre rendez-vous, et les docteurs ne sont pas là tous les jours.

Des centaines de personnes seraient privées d'accès aux distributions alimentaires car elles ont obtenu le statut de réfugié ou que leur appel de la demande d'asile a été rejeté. Face à la détresse et à la colère des migrants du camp, une manifestation a éclaté à Nea Kavala, mercredi 13 octobre 2021. "Nous avons attendu que les managers du camp arrivent vers 8h30 ce matin et on les a empêchés d'accéder à leurs bureaux. On a voulu qu'ils comprennent notre ras-le-bol. Ils ont dit qu'ils allaient faire remonter nos doléances au ministère de la Migration". Pendant cette protestation, les résidents de Nea Kavala ont réclamé un accès inconditionnel à la nourriture. Des vidéos montrent des femmes tenant des banderoles sur lesquelles on peut lire : "Vos enfants vont-ils à l'école sans manger ?" ou encore "Ne nous enlevez pas notre nourriture".

Depuis le 1er octobre 2021, le gouvernement grec a mis en place des distributions alimentaires dans les camps de migrants du pays afin de pallier le non-versement de l'allocation destinée aux demandeurs d'asile. Mais ceux qui ont la carte sont moins nombreux que ceux qui ne l'ont pas. Depuis 2017, le Haut commissariat des réfugiés aux Nations unies (HCR) était chargé de verser l'allocation financière de 200 000 demandeurs d'asile de Grèce. Mais, en septembre 2021, Athènes a décidé de reprendre le dossier en main. Une passation qui a enrayé la machine administrative grecque. "Après quatre années de gestion de l'aide financière pour les demandeurs d'asile, le HCR a effectué son dernier versement en septembre 2021. À partir du 1er octobre, les autorités grecques prennent en charge le programme d'aide, ce qui se passe très mal, déplorent les demandeurs d'asile qui se plaignent non seulement de la mise en place des distributions de nourriture mais aussi de la suspension du versement de leur allocation. "Avec cet argent, les gens étaient autonomes, ils allaient faire des courses et cuisiner pour leurs familles". Les associations et l'OIM qui venaient régulièrement distribuer des colis alimentaires dans le camp, ont été priés d'arrêter.

Vingt-six organisations humanitaires ont accusé, lundi 18 octobre 2021, les autorités grecques d'exclure des milliers de migrants de l'aide alimentaire dans les camps de regroupement situés sur le continent. "Bien que les pratiques diffèrent d'une région à une autre, on estime en gros que 60 % des personnes vivant dans les camps sur le continent ne reçoivent pas de nourriture", ont indiqué ces 26 ONG, dont le Conseil grec des Réfugiés et le Comité International de Secours. Les autorités grecques affirment que les distributions alimentaires mises en place ce mois-ci concernent uniquement les demandeurs d'asile. Ni les réfugiés statutaires ni les migrants déboutés du droit d'asile, vivant toujours dans les camps, ne peuvent bénéficier de repas. Le ministère grec des Migrations a assuré que "tous les demandeurs d'asile dans les camps situés sur le continent et les îles ont droit à la nourriture" et qu'ils recevaient trois repas par jour. Mais les réfugiés statutaires et les demandeurs d'asile déboutés ne sont pas concernés, a-t-il souligné. Les premiers "doivent

quitter" les camps. Et les seconds, dont les demandes d'asile ont été rejetées, "ont l'obligation de quitter le pays".

Dans le cimetière de migrants anonymes de Sidiro, un petit village grec, à 30 km de la Turquie, reposent environ 200 migrants. L'endroit, en haut d'une colline, est visible depuis la petite mosquée du village. L'accès y est cependant compliqué. Pas un panneau n'indique l'emplacement du cimetière anonyme. Pour y accéder, il faut être accompagné, emprunter un sentier non balisé. À l'entrée du cimetière, aucune plaque. À croire que l'endroit doit rester discret. Que ces morts anonymes doivent aussi être invisibles. Ici, chaque tombe, sans dalle, ni stèle, est marquée d'une pierre blanche. "Je m'occupe des rituels funéraires". "Quand un corps arrive ici, il est enterré selon la tradition musulmane" continue l'imam. Le cimetière n'est pas laissé à l'abandon, l'entretien des lieux est assuré par une personne d'une ville voisine, Komotini qui vient une fois par mois, et s'assure que tout est en ordre, les tombes nettoyées. Les morts ont tous été retrouvés dans la région de l'Evros. Certains sont morts noyés en tentant la traversée depuis la Turquie voisine. D'autres sont morts de froid dans les forêts alentours. Les corps ont tous transité par l'hôpital et été autopsiés par un médecin légiste. Les corps non réclamés, sans identité, reposent à Sidiro.

Le nouveau camp fermé de Samos, le premier des 5 Centres polyvalents de réception et d'identification prévus sur les îles de la mer Égée, a pris l'eau la semaine dernière. La tempête Ballos qui a touché la Grèce à partir du 14 octobre 2021, provoquant notamment des inondations, n'a pas épargné l'île de Samos. Des associations et ONG ont posté sur les réseaux sociaux des images du camp sous l'eau. Plusieurs résidents ont subi des fuites d'eau dans les containers qui leur servent d'habitations. Les fenêtres ne sont pas étanches, de l'eau entre par le haut et le bas de la porte. L'île de Samos est bien connue pour être régulièrement exposée à de fortes pluies ; Qu'en sera-t-il lors des fortes pluies d'hiver ? Le camp a été construit au fond d'une vallée donc l'eau ruisselle depuis les hauteurs. Inauguré en grande pompe, ce camp est censé garantir aux demandeurs d'asile de meilleures conditions de vie.

L'Enfant *Victor Hugo*

« Les turcs ont passé là. Tout est ruine et deuil.

Chio, l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil »

La Grèce a accusé la Turquie d'être responsable du naufrage d'une embarcation de migrants sur la mer Égée, mardi 26 octobre 2021. Le bateau a chaviré au large de l'île de Chios, non loin des côtes turques. Lors du sauvetage, la mer était agitée. Les garde-côtes grecs ont engagé des recherches avec l'appui d'un navire de l'Otan, de deux hélicoptères et de plusieurs autres bateaux naviguant dans cette zone de la mer Égée. Malgré tous les efforts des garde-côtes grecs, la mort de quatre enfants, âgés de 3 à 14 ans, est confirmée, une personne est portée disparue, 22 personnes sont sauvées et prises en charge pour gagner la terre ferme. Les autorités turques doivent agir davantage pour empêcher à la source l'exploitation des migrants par des gangs criminels, des trafiquants "sans scrupules" qui "mettent en danger" la vie des exilés. Ces traversées ne devraient même pas pouvoir avoir lieu.

HOLLANDE

Le passer érythréen de 37 ans Kidane Zekarias Habtemariam a été ajouté, mardi 19 octobre 2021, à la liste des personnes les plus recherchées aux Pays-Bas. Il est accusé d'être à la tête d'un gang criminel en Libye qui maltraite et escroque des migrants cherchant à rejoindre l'Europe. Il est également soupçonné de blanchiment de l'argent gagné par son groupe. L'avis de recherche décrit Kidane Zekarias Habtemariam comme "l'un des passeurs les plus notoires et les plus cruels au monde". "Ses victimes sont soumises à des coups violents, à des enlèvements, à des viols et/ou à

des privations illégales de liberté" et son gang "cherche à gagner le plus d'argent possible sur le dos des migrants". Arrêté en mars 2020 en Éthiopie après avoir été reconnu à Addis Abeba par un homme qu'il avait détenu en Libye, le tortionnaire avait été arrêté et emprisonné mais il s'est échappé lors de son procès (voir lettre 13). Depuis ce jour, la justice a perdu sa trace. Le trafiquant aurait bénéficié de l'aide de policiers chargés de sa surveillance. "Selon plusieurs sources du bureau du procureur général d'Éthiopie, Kidane s'est rendu aux toilettes du tribunal fédéral d'Addis-Abeba avant la dernière audience du procès. Il a quitté son uniforme orange de prisonnier, a enfilé des vêtements neufs qui avaient été laissés là et est simplement sorti". Les policiers chargés de le surveiller ont été arrêtés, "soupçonnés d'avoir facilité son évasion en échange de pots-de-vin". Le ministère public a lancé un appel aux érythréens vivant au Pays-Bas dans l'espoir d'obtenir des informations à son sujet.

HONGRIE

Le gouvernement hongrois ferme sa frontière avec la Croatie à minuit le 16 octobre 2021. On ne sait pas ce que cela signifie pour le travail bénévole à Hegyeshalom, Ville frontière entre l'Autriche et la Hongrie, où les gens descendaient des trains et marchaient vers l'Autriche. Mais ce n'est certainement pas la fin des arrivées de réfugiés.

ITALIE

Palerme

La chorale Arc-en-ciel a été fondée en 2014 par le Teatro Massimo (l'opéra de Palerme), et la « Consulta delle Culture », un organisme représentant les intérêts des migrants. Elle réunit des enfants issus des nombreuses communautés de migrants de la ville : roumains, philippins ou bangladais. Les répétitions et les concerts sont devenus pour beaucoup un moyen de s'échapper d'un quotidien marqué par la précarité. "Dans la chorale, nous sommes tous égaux. Cela nous rappelle que nous ne sommes pas des animaux. Nous sommes de nombreuses voix différentes qui s'unissent en une seule et plus belle voix". Le maire de Palerme cherche à transformer la capitale sicilienne en un modèle pour la défense des droits des migrants. Les murs de son centre historique sont recouverts de panneaux de signalisation en plusieurs langues, en italien, en hébreu et arabe. La ville témoigne de siècles de brassage socioculturel par son mélange architectural fait de dômes mauresques, de monuments normands et d'éblouissantes mosaïques byzantines qui. Comme l'Italie pratique le droit du sang et n'accorde pas la nationalité aux enfants, il a offert aux nouveaux arrivants à Palerme une "citoyenneté d'honneur" qui ne sont pas nés de parents italiens. Avec des résidents originaires de 127 pays, la population immigrée a presque triplé ces vingt dernières années, pour représenter actuellement quelque 24 000 habitants. Cependant, avec la popularité croissante de l'extrême-droite au niveau local, la survie de cette vision d'intégration est plus menacée que jamais, avec les élections locales au printemps 2022.

Calabre

L'ancien **maire de Riace** a été condamné jeudi 30 septembre 2021 à plus de 13 ans de prison pour incitation à l'immigration clandestine et pour des irrégularités dans la gestion des demandeurs d'asile. Il fera appel du jugement, mais devra rester assigné à résidence le temps du recours. En automne 2018, il avait déjà été assigné à résidence, et interdit de séjour dans sa commune, après avoir été suspendu de sa fonction de maire par le préfet. Il était soupçonné d'aide à l'immigration clandestine pour avoir favorisé des mariages blancs afin d'aider des femmes déboutées du droit d'asile à rester en Italie. Il est aussi accusé de s'être passé d'appel d'offres pour attribuer la gestion des déchets de son village à des coopératives liées aux migrants, des migrants dans son village dépeuplé, afin de relancer le développement et les emplois. Il développe dans sa commune la

formation professionnelle des réfugiés et relance les traditions artisanales locales, laissées à l'abandon faute de main-d'œuvre. Des ateliers-boutiques de céramiques, de broderie et de tissage, où se mêlent salariés italiens et réfugiés, voient le jour, et des postes se créent dans l'agriculture et les services d'entretien. Élu maire en 2004, il a été distingué en 2010 comme **troisième "meilleur maire au monde"** et dans les 100 personnalités les plus influentes au monde dans le classement du magazine Fortune, en 2016.

Cette sentence lourde, est généralement réservée aux membres de la mafia sicilienne ou aux grands criminels. Les réactions sont vives en Italie. Pour le secrétaire du Parti démocratique, "cette condamnation est terrible car elle va renforcer la défiance envers la justice de notre pays". Un eurodéputé italien, ancien « médecin des migrants » à Lampedusa, juge la peine infligée "énorme et disproportionnée" et attend qu'un jugement annule cet opprobre et lui rende la vraie justice. L'ancienne maire de Lampedusa lui apporte son soutien : il a "montré qu'un accueil différent est possible, contrecarrant le dépeuplement de Riace. (...) Pour moi c'est un homme juste, un constructeur de paix et d'humanité". Le fondateur de l'ONG d'aide aux migrants en mer Open Arms, a pour sa part estimé qu'une "injustice a été commise". "Si vous vous battez pour une société meilleure, ils vous condamnent à 13 ans, si vous sauvez des milliers de personnes en mer, ils bloquent votre navire. Nous devons remettre les droits et la vie au centre et recommencer à construire des sociétés fondées sur le droit"

Naples

C'est une victoire pour les associations d'aide aux migrants. Un tribunal de Naples, a reconnu coupable, mercredi 13 octobre 2021, le commandant du navire commercial Asso Ventotto, appelé aussi Asso 28, de violation du droit international. Il a écopé d'une peine d'un an de prison pour avoir renvoyé en Libye une centaine de migrants, pays qui ne peut être considéré comme un port sûr selon le droit international. Le 30 juillet 2018, le navire avait porté assistance à 101 migrants - dont cinq mineurs et cinq femmes enceintes - en détresse près d'une plateforme pétrolière située dans les eaux internationales, au large des côtes libyennes. L'équipage et la société Augusta Offshore, propriétaire du navire, avait affirmé avoir contacté le centre de coordination des secours maritimes (MRCC) de Rome qui l'avait orienté vers le centre de commandement maritime libyen. La Libye leur avait ensuite donné l'instruction de ramener les migrants sur son sol, en collaboration avec un représentant des garde-côtes libyens qui était monté à bord de l'Asso Ventotto. Mais, aucun appel n'a été passé au MRCC italien. De plus, le parquet de Naples n'a trouvé aucune preuve que le MRCC libyen avait été alerté. Le registre du navire ne mentionnait pas non plus la présence d'un fonctionnaire libyen à bord. Selon le parquet de Naples, rien n'a été fait pour identifier les migrants, vérifier leur état de santé, si les mineurs étaient non accompagnés ou demander aux personnes secourues si elles souhaitent demander l'asile. Autant de points en contravention avec les conventions internationales. Ce jugement est le premier du genre en Italie et pourrait faire jurisprudence. Il fait suite à un verdict de 2012 contre l'Italie par la Cour européenne des droits de l'Homme après un renvoi de migrants en Libye en 2009 par des navires militaires italiens.

Cette condamnation est importante car elle établit pour la première fois en Italie qu'un navire commercial peut être complice d'un crime international en renvoyant des exilés en Libye. Si d'autres navires civils ou commerciaux font de même, ils peuvent être jugés et condamnés. Médecins sans frontières (MSF), qui affrète le navire humanitaire Geo Barents, s'est réjoui de ce verdict, et a appelé l'Italie et l'Europe à cesser immédiatement les interceptions en mer et mettre fin aux retours forcés. Cependant, ce premier pas important ne suffit pas : on a besoin d'un changement radical des politiques de l'Italie et de l'Europe.

Lampedusa

Lundi 27 septembre 2021, plus de 680 personnes sont arrivées à Lampedusa, à bord d'un bateau de pêche. Il s'agit du plus grand nombre de personnes arrivées sur un seul et même bateau en 2021. "Beaucoup étaient déshydratées et [sont arrivées] dans des conditions de santé très délicates"(OIM). Soixante-sept autres personnes ont atteint le port sur des navires plus petits, après

avoir été secourues par des garde-côtes. Ces réfugiés, originaires d'Égypte, du Tchad, du Maroc, de Syrie, du Bangladesh, du Soudan, du Nigeria, d'Éthiopie et du Sénégal, étaient partis de Zouara, en Libye.

Dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 octobre 2021, au moins 18 bateaux sont arrivés sur ses côtes, soit environ 600 personnes. Certaines embarcations transportaient quinze personnes, d'autres jusqu'à 95, originaires de Tunisie, du Bangladesh, du Soudan et d'Égypte. Un des bateaux débarqué à Favorolo, dans lequel avaient pris place treize migrants tunisiens dont deux femmes et trois mineurs, transportait également des moutons. Les passagers les ont emmenés avec eux, "convaincus que son lait pouvait fournir de la nourriture, afin d'affronter la traversée en Méditerranée". "Un animal de ferme est également gage de richesse, et, pour beaucoup, tout ce qui leur reste", explique le site d'informations italien. Samedi 2 octobre 2021 dans l'après-midi, 70 migrants partis de Libye avaient déjà été récupérés par un navire de ravitaillement italien, après avoir disparu plusieurs jours.

A Lampedusa, les centres d'accueil sont bondés. Le principal centre accueillait avant les arrivées de ce week-end déjà plus de 1 000 personnes, soit quatre fois plus que sa capacité. Samedi 2 octobre 2021, la préfecture d'Agrigente a donc ordonné le transfert de 634 migrants dans d'autres structures, pour accueillir les nouveaux arrivants.

LITUANIE

Dimanche 3 octobre 2021, 49 tentatives pour franchir la frontière entre la Biélorussie et la Lituanie ont été bloquées par les autorités.

POLOGNE

Dans la nuit de jeudi 30 septembre à vendredi 1er octobre 2021, le parlement polonais a prolongé l'état d'urgence à la frontière polono-biélorusse pour 60 jours. Cet état d'urgence empêche d'aider les migrants et interdit l'accès à tous les non-résidents, y compris les journalistes. "Nous devons aider la Pologne à protéger ses frontières mais il est aussi important d'éviter que des gens perdent la vie à ces frontières". "Il est totalement inacceptable que des gens meurent à nos frontières extérieures" pour la Commissaire européenne aux Affaires étrangères de l'UE.

L'Union européenne (UE) a demandé à la Pologne d'autoriser des représentants de Frontex à se rendre à sa frontière avec la Biélorussie. La Pologne, qui dispose de l'une des plus grandes forces de garde-frontières d'Europe, a répondu qu'elle maîtrisait la situation et qu'elle n'avait pas invité Frontex à intervenir sur le terrain. Pour renforcer sa sécurité, 1500 soldats ont été déployés sur le terrain en soutien aux garde-frontières. Un mur a été construit pour tenter de rendre sa frontière hermétique.

Le ministre polonais de l'Intérieur a affirmé lundi 27 septembre 2021 que nombre de ceux qui franchissaient la frontière avaient des liens avec des "groupes radicaux et criminels". Sur un groupe de 200 premiers migrants "vérifiés en profondeur" dans des centres de détention fermés sur le territoire polonais, "cinquante portaient sur eux des preuves de leur radicalisme", a-t-il dit. "Certains d'entre eux sont liés soit à des Taliban, soit à l'organisation État islamique", d'autres "à des groupes criminels". Selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, entre janvier et septembre 2021, 11 500 personnes "ont tenté de prendre d'assaut" la frontière polonaise depuis la Biélorussie voisine, dont 1 500 ont été arrêtées à l'intérieur du pays.

La Pologne envoie des SMS à tous les migrants qui se trouvent à portée du réseau de téléphonie mobile polonais : "La frontière polonaise est fermée. Les autorités biélorusses vous ont raconté des mensonges. Retournez à Minsk !" Outre cet avertissement et cette injonction à rebrousser chemin, les messages contiennent un lien vers le site internet du ministère polonais de l'Intérieur, où la situation à la frontière est expliquée en anglais, en arabe et en russe. le ministre

polonais de l'Intérieur appelle également les migrants à ne pas prendre "les pilules de méthadone que distribuent les soldats biélorusses".

À la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, les migrants dénoncent les agissements des forces de l'ordre polonaises. Elles sont accusées de refoulements illégaux en empêchant les migrants de franchir la frontière et de déposer une demande d'asile en Pologne, ce qui est contraire au droit international et européen. Un exilé, après avoir été repoussé de Pologne vers la Biélorussie, a été récupéré par les autorités biélorusses, roué de coups, puis ramené à nouveau dans la zone frontalière. La fondation polonaise d'aide aux migrants Ocalenie a publié le 28 septembre 2021 une série de messages reçus d'un groupe de demandeurs d'asile bloqués à Usnierz Górný « Ayez pitié de nous. Emmenez-nous loin d'ici, quelque part à l'intérieur du pays. Nous ne demandons qu'une chose : sauvez-nous de la mort. Si vous ne voulez pas accorder une protection, sauvez-nous au moins de la mort.

Dimanche 3 octobre 2021, 434 tentatives de franchissement de la frontière avec la Biélorussie ont été comptabilisées par les garde-frontières, et 16 ressortissants irakiens ont été arrêtés.

Jeudi 14 octobre 2021, les députés de la Chambre basse du Parlement polonais ont adopté un amendement qui **autorise les refoulements de migrants à la frontière, même s'ils demandent l'asile**. Seule exception : que la personne "arrive directement d'un territoire où sa vie et sa liberté sont menacées". Ce qui n'est pas le cas de la Biélorussie. La loi précise qu'un étranger interpellé à la frontière de l'Union européenne immédiatement après l'avoir franchie illégalement sera obligé de quitter sur-le-champ le territoire polonais. Une interdiction temporaire d'entrée en Pologne et dans la zone Schengen pendant une période allant "de six mois à trois ans", lui sera alors remise par les autorités. Autre mesure avalisée par le Parlement ce jeudi 14 : la construction d'un mur à la frontière, déjà matérialisée depuis cet été par des fils de fer barbelés à divers endroits. Des détecteurs de mouvement, visant à empêcher quiconque de s'approcher à moins de 200 mètres du mur, seront également installés. Pour financer le dispositif, d'un coût de 353 millions d'euros, le gouvernement polonais pourrait bien faire appel à l'UE. La semaine dernière, Varsovie a en effet demandé à Bruxelles de financer des "clôtures" frontalières pour empêcher les migrants d'entrer dans le bloc. Les parlementaires ont rejeté durant la même séance un amendement du Sénat, qui permettait aux familles de migrants avec enfants de déposer plainte en cas d'expulsion depuis la frontière polonaise. "Cet amendement aurait fait des enfants à la frontière une marchandise. Une monnaie d'échange, dont la possession par des immigrés clandestins, pour la plupart des hommes sans enfants, leur donnerait de plus grandes opportunités". Cette nouvelle loi, qui doit encore être avalisée par le président de la République, légalise donc le refoulement, une pratique pourtant interdite par l'article 33 de la Convention de Genève et par la Constitution polonaise elle-même. Pour la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, la mesure "viole" par la même occasion, "les principes du droit d'asile de l'UE". Mais dans les faits, ces refoulements illégaux ou pushbacks, sont déjà largement appliqués par les garde-frontières polonais depuis cet été. D'après les ONG sur place, de nombreux groupes d'exilés ont été renvoyés en Biélorussie, sans que leur demande d'asile n'ait été traitée. Beaucoup se retrouvent alors coincés à la frontière, en pleine forêt, entre les gardes polonais d'un côté, et biélorusses de l'autre. D'autant plus depuis l'adoption par le parlement biélorusse, le 4 octobre 2021, d'une loi autorisant le pays à refuser les migrants en provenance de l'UE.

Quelques milliers de personnes ont manifesté, dimanche 17 octobre 2021, à Varsovie contre les refoulements de migrants pratiqués à la frontière de l'Union européenne, entre la Pologne et la Biélorussie. Les manifestants, réunis à l'appel de plusieurs ONG, ont parcouru le centre de la ville, brandissant des pancartes "Stop aux tortures à la frontière", "Personne n'est illégal" ou "Cette nuit quelqu'un va mourir de froid à la frontière". Des manifestations de moindre envergure se sont tenues dans d'autres villes polonaises, selon les médias locaux.

Près de "6 000 militaires polonais sont désormais déployés à la frontière polono-biélorusse", a fait savoir mardi 19 octobre 2021 le ministre polonais de la Défense : le contingent "aide les

gardes-frontières à protéger la frontière du pays et à éviter que certains ne la franchissent illégalement". La présence de forces polonaises sur une partie de la frontière orientale du pays a ainsi quasiment doublé en quelques jours, puisque samedi 16 octobre 2021 que plus de 3 000 soldats patrouillaient la zone. D'après les garde-frontières, 612 personnes ont tenté, lundi 18 octobre 2021, de passer illégalement en Pologne. Les autorités polonaises affirment aussi que plus de 15 000 tentatives de franchissement de la frontière ont été effectuées depuis début août.

Près du village polonais d'Usnierz Gorny, une trentaine de migrants patientent entre des officiers biélorusses armés et des soldats polonais. Les conditions de vie sont très difficiles : les températures baissent un peu plus chaque jour, et l'état d'urgence, instauré le 2 septembre 2021, empêche les ONG de leur porter secours. Seule la Croix-Rouge est autorisée à distribuer quelques vivres. Mercredi 20 octobre 2021, certains ont décidé coûte que coûte de traverser la frontière. Sur une vidéo fournie par les garde-frontières biélorusses et reprise par la presse polonaise, on peut voir quelques personnes lancer un tronc d'arbre sur la clôture de fils barbelés, installée cet été. Sous le poids de l'arbre, le mur s'effondre. Plusieurs exilés, emmitoufflés dans des manteaux et transportant quelques affaires, accourent alors pour passer de l'autre côté. Des soldats les attendent juste de l'autre côté. En violation du droit international, les personnes sont arrêtées, certaines sont traînées dans la boue. Dans sa main, un des militaires tient ce qui semble être une bombe lacrymogène, et la pulvérise directement au visage d'un exilé. 17 personnes ont été arrêtées pendant l'intervention. Les autres personnes du groupe, "gazées par les soldats, sont restées de l'autre côté de la clôture". Mercredi matin 20 octobre 2021, une patrouille des garde-frontières a rencontré un groupe d'une dizaine de personnes dans la forêt, près de Kuznica, au nord. "Parmi elles, gisait, sur un sac de couchage, une femme ensanglantée, qui venait de donner naissance à un enfant". La maman originaire d'Irak et son bébé ont été emmenés in extremis à l'hôpital de Sokolka pour recevoir des soins. D'après les autorités, le nouveau-né a des problèmes de respiration et de circulation sanguine. En quelques semaines, sept candidats à l'exil ont déjà perdu la vie. Le pire est pourtant à venir avec l'arrivée de l'hiver.

face à l'enfer des migrants, des militants et des locaux se mobilisent

Mon premier jour au QG des militants, près de la ville de Hajnówka. Je vais à ma première intervention. Un groupe de six personnes, cinq Syriens et un Irakien. C'est leur dixième séjour sur le sol polonais. Les gardes-frontières polonais les ont repoussés déjà neuf fois. Ça fait un mois qu'ils essayent de traverser cette forêt. Au début, lorsqu'on les approche, ils ont peur de nous. On siffle. C'est pour les rassurer, comme ça ils savent qu'on n'est pas des gardes-frontières. Qu'on a des bonnes intentions. Ils dévorent la nourriture qu'on apporte. Pour certains, ça fait des jours qu'ils n'ont pas mangé. On leur donne de l'eau, du pain, de la nourriture en boîte (thon ou pâté), du chocolat, des barres énergétiques, de la soupe chaude. La soupe ne devrait pas être trop épicée – ils sont nombreux à avoir des problèmes gastriques. C'est parce qu'ils mangent très peu et ils boivent de l'eau boueuse des flaques, des marais et des ruisseaux. On apporte aussi des couvertures d'urgence. Des chaussures et des chaussettes – les pieds sont souvent dans le pire état. Des batteries externes, absolument essentielles, car avec un portable chargé ils peuvent se localiser sur une carte, écrire un mot à leurs familles. Un portable chargé peut sauver la vie dans ces conditions infernales. On se met autour du feu, on sort un paquet de cigarettes. Un moment rare de détente, comme si on était à une soirée entre amis. Un des réfugiés nous montre les photos de sa femme et deux enfants, âgé de deux et cinq ans. On demande s'ils sont toujours en Syrie. Il répond que non, qu'ils sont en Biélorussie à la frontière. Les réfugiés que l'on rencontre racontent que ce qui se passe du côté biélorusse de la frontière, c'est le pire. Les signes de leur séjour en Biélorussie, on les voit partout sur leurs corps. Des blessures causées par le fil barbelé, des ecchymoses par les coups de garde-frontières. Certains ont des blessures causées par les morsures des chiens policiers. Deux habitants d'un village qui se trouve dans la zone interdite, viennent à notre base : « On leur donne des vêtements et des chaussures ». Ils racontent que parfois, dans les villages au plus près de la frontière, on entend des voix venant des champs de maïs qui appellent « au secours ! ». Certains habitants reviennent avec de l'aide. D'autres appellent les autorités. Depuis quelques jours, certains

habitants de la région allument un feu vert devant leurs maisons. C'est un signe pour des réfugiés que c'est une maison où ils peuvent venir se réchauffer, manger quelque chose, charger leur portable, se reposer un peu avant de reprendre la route.

ROUMANIE

Un rapport réalisé en mai par le Danish refugee council et dix autres organisations a totalisé au moins 331 cas de refoulements effectués entre la Roumanie et la Serbie.

VATICAN

Le pape François, lors de la 107^{ème} journée mondiale du migrant et du réfugié a exhorté, les nombreuses personnes qui se tenaient sur la place Saint-Pierre à Rome : *«Il est nécessaire de marcher ensemble, sans préjugés et sans peur, en se tenant aux côtés des personnes les plus vulnérables : les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées, les victimes de la traite et les personnes abandonnées. Nous sommes appelés à construire un monde de plus en plus inclusif qui n'exclut personne.»* *«Attardez-vous sur le regard de ces personnes, saisissez dans ce regard l'espoir que chaque migrant a aujourd'hui de recommencer à vivre... Ne fermons pas les portes à leur espérance»*

«Je ne vous oublie jamais, j'entends vos cris et je prie pour vous», a déclaré le Pape rappelant que *«tant de ces hommes, femmes et enfants sont soumis à des violences inhumaines»*. Face à ce drame, le Saint-Père a exhorté à la responsabilité face aux flux migratoires soulignant la nécessité de protéger ces personnes. *«J'appelle la communauté internationale à tenir ses promesses de recherche de solutions communes, concrètes et durables pour la gestion des flux migratoires en Libye et dans toute la Méditerranée»*.

«Combien souffrent ceux qui sont rejetés!». *«Il y a de vrais camps de concentration là-bas»* a clamé le Pape François, en référence aux centres de détention des migrants. Il a ainsi appelé à *«mettre fin au renvoi des migrants vers des pays peu sûrs et à donner la priorité au sauvetage des vies en mer avec des dispositifs de sauvetage et de débarquement, en leur garantissant des conditions de vie décentes, des alternatives à la détention, des routes migratoires régulières et l'accès aux procédures d'asile»*. *«Nous nous sentons tous responsables de nos frères et sœurs, qui sont victimes de cette situation très grave depuis de trop nombreuses années»*.

EUROPE

Les AFGHANS évacués aux Balkans

Plusieurs milliers d'Afghans ont été évacués en Albanie, au Kosovo et en Macédoine du Nord, où ils attendent leur transfert aux États-Unis ou dans un pays occidental, mais leur sort demeure très incertain.

L'Albanie accueille depuis 2014 des moudjahidine du peuple d'Iran, évacués par les États-Unis de leurs bases d'Irak.

En macédoine du Nord (Skopje), les 151 premiers évacués afghans sont arrivés dans la nuit du 30 au 31 août 2021. Ils sont logés dans un hôtel et ont occasionnellement le droit d'aller faire quelques courses, accompagnés de la police et sans que tous les membres d'une même famille ne puissent sortir en même temps. La droite macédonienne a lancé un tir de barrage contre la décision du gouvernement social-démocrate d'accueillir ces exilés. Une cinquantaine de personnes passeraient chaque jour en Macédoine du Nord, alors que 150 à 200 seraient quotidiennement refoulés vers la Grèce. Les Afghans sont arrivés en Macédoine du Nord avec un visa de tourisme de trois mois, garantissant leur droit à la libre circulation qui se trouve donc violé. L'hypothèse d'une assignation

à résidence extra-légale de certains des Afghans évacués par les Américains ne peut pas être écartée.

Le Kosovo (Pristina)

Les 979 Afghans sont répartis dans deux camps, mais ils ne sortent jamais. La cohabitation serait tendue entre les différentes communautés, mais aussi entre sunnites et chiites ainsi qu'entre pratiquants et non-pratiquants de l'islam.

Un statut d'accueil provisoire – formellement, on ne parle pas d'asile – d'un an devrait être suffisant pour transférer ceux qui se verront accorder l'asile dans un pays tiers. D'après les prévisions de l'Otan, 150 des «Nato Affiliated Afghans» devraient être accueillis au Canada, autant au Royaume-Uni, 91 au Danemark, 80 en Norvège, 50 en Pologne, 43 aux Pays-Bas, 30 en Lituanie et en Lettonie, etc. 117 évacués ont déjà été transférés le 16 septembre 2021 au Royaume-Uni. Mais les destinations ne rencontrent pas toujours l'approbation des intéressés: ainsi, les trente évacués qui auraient dû être admis au Portugal ont refusé d'y partir. Le 8 octobre 2021, les Afghans ont organisé une manifestation pour obtenir plus d'informations sur leur sort et pouvoir s'installer dans les pays de leur choix, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni étant plébiscités.

BIELORUSSIE

Lundi 4 octobre 2021, le parlement biélorusse a adopté une loi qui autorise le pays à refuser les migrants en provenance de l'UE. Cette mesure suspend donc l'accord de réadmission établi entre Minsk et Bruxelles en 2020. "Nous sommes obligés de protéger notre pays et ses citoyens par tous les moyens disponibles", s'est justifié le président du parlement biélorusse aux députés. Une mesure "conforme au droit international", selon un communiqué de la présidence, et permis par l'accord de 2020, celui-ci stipulant que "chaque partie peut suspendre partiellement ou totalement l'accord temporairement, si elle en notifie officiellement l'autre partie".

On note la présence de ressortissants cubains parmi ces groupes de migrants espérant rejoindre la Pologne et ainsi l'Union européenne. Les Cubains quitteraient ainsi les Caraïbes en avion en direction de Moscou, où des passeurs les prennent en charge jusqu'en Biélorussie. "C'est là que notre voyage a empiré", a expliqué un ressortissant cubain arrêté par la police polonaise alors qu'il tentait de passer la frontière. Dans une interview accordée à la chaîne radio publique américaine *NPR*, l'homme raconte les passages à tabac de plus en plus brutaux des deux côtés de la frontière. Ses jambes portent encore les marques des coups reçus par des soldats biélorusses qui l'ont battu avec des tubes métalliques. "Ne me renvoyez pas ! Ils vont me tuer ! Regardez ce qu'ils ont fait à mes jambes", supplie-t-il alors que les autorités polonaises auraient selon lui l'intention de l'expulser vers la Biélorussie. "Ils n'ont aucun respect pour la dignité humaine ou les droits de l'homme", assure le jeune homme de 29 ans. "Nous sommes comme des ballons de foot dans un match entre la Pologne et la Biélorussie. Personne ne veut de nous". Une famille syrienne de quatre personnes a expliqué à *NPR* que le voyage jusqu'en Biélorussie et la frontière polonaise avait coûté quelque 16.000 dollars. Après avoir obtenu des visas, des soldats biélorusses les auraient aidés à traverser une rivière le long de la frontière russo-polonaise. Après avoir marché pendant douze heures dans une forêt, la famille a finalement été rattrapée par les garde-frontières polonais. Elle a toutefois échappé à l'expulsion et se trouve actuellement dans un centre d'accueil en Pologne.

ROYAUME-UNI

Le gouvernement a décidé d'assouplir temporairement les règles en matière de visas, en accordant près de **10 500 permis de travail provisoires**. Ces autorisations seront valables pour une durée de trois mois, d'octobre à décembre 2021. Un peu plus de la moitié sera délivrée aux chauffeurs routiers étrangers, le reste à des travailleurs du secteur de la volaille. Ces conditions peu

convaincantes aux yeux de plusieurs chauffeur routier qui ne veulent pas faire des milliers de kilomètres pour rester si peu de temps. La présidente de la Chambre de commerce britannique, déplore le nombre insuffisant de visas annoncé, et largement en dessous des besoins pour régler un problème d'une telle ampleur. Les examinateurs du ministère de la Défense seront mobilisés pour faire passer des milliers de permis poids lourds dans les semaines qui viennent. Le ministère de l'Éducation et ses agences partenaires vont débloquent des millions de livres sterling pour former 4 000 camionneurs en mettant sur pied des camps de formation afin d'accélérer le rythme.

Les autorités opèrent une totale volte-face car le gouvernement a insisté, à plusieurs reprises, sur la nécessité de mettre fin à la dépendance du Royaume-Uni vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère. L'ambition gouvernementale s'est heurtées à la réalité du terrain. Car c'est précisément dans les secteurs peu qualifiés que le pays manque de main-d'œuvre : pour fonctionner, l'économie britannique manque par exemple de 100 000 chauffeurs de camions. Un vide engendré par les règles du Brexit mais aussi par des conditions de travail difficiles et un salaire peu attractif. Au lieu de se tourner vers les migrants, le gouvernement a préféré camper sur sa position populiste.

De même dans le **secteur de la santé** aussi, les besoins sont criants. Le système de la santé publique national qui fournit l'essentiel des soins, dispose de 100 000 postes vacants d'infirmiers, de médecins généralistes et de personnels hospitaliers. « Les directeurs d'hôpitaux sont frustrés parce qu'ils ont du personnel étranger qui veut venir travailler dans leurs services, mais le gouvernement ne les laisse pas entrer », avait déclaré le secrétaire d'État à la Santé britannique quelques mois avant la pandémie de Covid-19

Les **travailleurs hautement qualifiés** sont en revanche, les bienvenus. En mars 2021, le ministre des finances avait annoncé "une réforme des visas ambitieuse à destination des migrants hautement qualifiés", dans les domaines de la technologie et de la science. Mais tout travailleur qualifié doit par ailleurs justifier de la maîtrise de l'anglais (10 points), ou encore détenir une offre d'emploi ou une promesse d'embauche. Cette offre doit être officielle, et agréée par le Home Office (20 points).

Début octobre, l'équivalent du ministère de l'Intérieur au Royaume-Uni a publié sa directive "[Security and humanitarian action](#)" sur l'Afghanistan, qui sert de base à la politique intérieure de l'asile. Il y est spécifié, désormais, que la situation en Afghanistan "ne représente pas un réel risque de préjudice". De manière regrettable, ce document semble laisser le champ libre au Home Office pour renvoyer les gens en Afghanistan, ce qui devrait être impensable à l'heure actuelle. La mise à jour du document intervient quelques semaines après que le Royaume-Uni ait évacué près de 14 500 Afghans, au cours du mois d'août. Le gouvernement avait également promis d'accueillir "à terme" 20 000 d'entre eux. Aujourd'hui, près de 3 000 dossiers de demande d'asile déposés par des Afghans sont en cours de traitement dans le pays. « La progression des Taliban s'est faite "avec peu ou pas de combat ni de résistance" de la part des forces nationales. La question est ouverte de savoir s'il existe encore une situation de conflit armé international ou intérieur en Afghanistan, » tranche le Home Office qui en déduit que, si violence aveugle il y a, "ce n'est que dans certaines zones de l'Afghanistan". Dès lors, les demandeurs d'asile afghans ne pourront prétendre à une protection internationale du fait d'être des civils affectés par une situation de violence aveugle. Ils devront démontrer des "motifs spécifiques" de persécution. Cette directive ne reviendrait pas à imposer des retours forcés aux Afghans déboutés du droit d'asile. Pour le directeur du Scottish Refugee Council, l'Afghanistan n'est tout simplement pas un pays sûr.

Le Home office a indiqué, mercredi 20 octobre 2021, que les recherches pour retrouver l'homme tombé dans les eaux internationales avait pris fin, mardi 19 en début d'après-midi. "Il s'agit d'un rappel des dangers extrêmes des traversées de la Manche à bord de petites embarcations et du mépris de la vie inhumain dont font preuve les groupe criminels" ! Deux autres migrants seraient

portés disparus dans les eaux françaises. Mais la préfecture maritime pour la Manche et la mer du Nord basée à Cherbourg a indiqué qu'elle n'avait "pas eu d'information sur la disparition en mer de migrants ou de naufragés, en secteur de recherche et de sauvetage sous responsabilité française".

Ce sont en tout 145 personnes qui sont arrivées au Royaume-Uni mardi 19 octobre 2021, à bord de cinq embarcations. Dimanche 17 octobre 2021, 29 personnes avaient accosté. Ces chiffres portent à près de 20 000 le nombre d'arrivées au Royaume-Uni en 2021.

SUISSE

Le gouvernement suisse va financer l'approvisionnement en électricité du camp de réfugiés de Lipa, dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine, ce qui est extrêmement important avant l'arrivée de l'hiver. L'annonce a été faite à l'issue d'une rencontre, jeudi 21 octobre 2021 à Sarajevo, entre la ministre suisse de la Justice et de la Police et le ministre de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine.

ASIE

PAKISTAN

Depuis la prise de pouvoir des Taliban en Afghanistan le 15 août 2021, des milliers d'Afghans ont fui par la route pour rejoindre le Pakistan. Parmi eux, des centaines ont demandé l'asile en France et attendent désormais l'aide de Paris.

Un réfugié, à Islamabad, multiplie les démarches pour rejoindre la France avec l'aide du Syndicat national des journalistes. Ce dernier a confirmé que le ministère des Affaires étrangères en France allait évacuer d'Afghanistan les journalistes afghans. Mais il n'a toujours pas reçu de nouvelles. A Islamabad, il n'y a aucune organisation ni ambassade : les réfugiés ne savent pas quoi faire. La seule chose positive est qu'ils sont restés en vie. Mais sa femme, journaliste aussi, faute de passeport n'a pas pu sortir d'Afghanistan. Alors comment fera-t-elle quand elle aura dépensé ses économies, car elle ne pourra plus travailler ?

Pour le moment, les autorités françaises n'ont pas de consignes claires à l'égard de ceux qui attendent toujours d'être évacués

AFRIQUE

ALGERIE

Le ministère algérien des Affaires étrangères a convoqué, mercredi 29 septembre 2021, l'ambassadeur de France en Algérie, à la suite de la décision de la France d'imposer des restrictions de visas aux ressortissants des pays du Maghreb. L'ambassadeur s'est vu notifier "une protestation formelle du gouvernement algérien suite à une décision unilatérale du gouvernement français affectant la qualité et la fluidité de la circulation des ressortissants algériens à destination de la France", a précisé le ministère. La décision française a été jugée "disproportionnée" et "malencontreuse" par l'envoyé spécial du gouvernement chargé de la cause du Sahara occidental et des pays du Maghreb arabe.

L'Algérie a remis aux autorités marocaines une quarantaine de migrants à travers le poste frontière de Zouj Bghal, situé entre la ville chérifienne d'Oujda, et la commune algérienne de Tlemcen. Le groupe a été conduit par les autorités jusqu'à la gare routière d'Oujda, distante de quelques kilomètres de la frontière. Là, certains ont pris des bus pour rentrer chez eux, au sud et

plus à l'ouest du Maroc. La frontière, fermée depuis 1994, est à l'image des relations qu'entretiennent les deux pays. La portion qui s'étend de Saïdia à Oujda est formée d'un grillage haut de trois mètres, doublé de fils barbelés et d'un muret en béton. C'est un passage très surveillé, mais qui, paradoxalement, est très passant (lettre 19). Ces derniers mois, de nombreux migrants soudanais y ont transité, pour atteindre Oujda. Il faut rappeler le laxisme des autorités algériennes qui ferment les yeux [...] dans un contexte diplomatique marqué par des tensions" avec le Maroc.

BURUNDI

En 2021, 60.000 rapatriés volontaires sont revenus au Burundi : environ la moitié est revenue de Tanzanie, les autres sont revenus du Rwanda, de la République démocratique du Congo (RDC), du Kenya et, depuis début octobre, d'Ouganda. Le HCR accompagne ces retours et a mené des évaluations pour s'assurer que la décision de rentrer est volontaire, libre et informée et que les rapatriements se déroulent dans la sécurité et la dignité. À leur arrivée dans l'un des cinq centres d'accueil, les familles de retour reçoivent des articles ménagers et une aide en espèces pour les aider à entamer une nouvelle vie. 19 organisations humanitaires et de développement soutiennent les retours, la réintégration durable et la résilience des communautés. Un soutien plus important est nécessaire pour parvenir à une réintégration durable, tant pour les personnes qui rentrent que pour les communautés d'accueil au Burundi. Souvent, les infrastructures sociales et économiques nécessaires font défaut. Près de 270.000 réfugiés burundais restent encore en exil.

COMORES

52 ressortissants de RDC, du Burundi, du Rwanda et du Mozambique (incluant des femmes et des enfants), ont été arrêtées sur les côtes anjouanaises alors qu'elles allaient partir en direction de l'île comorienne de Mayotte, département français. Il est rare que des ressortissants d'autres pays empruntent cette route vers l'Europe. Leur périple maritime a commencé sur la côte Est de l'Afrique où ils ont été pris en charge par des passeurs sur un bateau jusqu'à l'île d'Anjouan, séparée de Mayotte par un bras de mer de 30 km. Là, ils devaient embarquer sur deux vedettes pour Mayotte. Ils sont logés dans une école nationale de police disposant de dortoirs et sanitaires. Les hommes et les femmes sont séparés. Le gouvernement travaille de concert avec le système des Nations Unies afin de leur apporter l'assistance médicale et humanitaire dont ils ont besoin. La question des conditions de leur rapatriement n'a pas encore été tranchée.

COTE D'IVOIRE

Le HCR retire la Côte d'Ivoire des pays à risque et recommande que ses ressortissants ne bénéficient plus de l'asile à partir de juin 2022. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a justifié cette décision au motif d'une stabilité retrouvée dans le pays. Un programme de retour volontaire est d'ores et déjà déployé au Liberia.

Le 7 octobre 2021, à Genève, lors de la 72e session annuelle du Comité exécutif le HCR, après une analyse approfondie de la situation en Côte d'Ivoire, estime que les causes ayant poussé ces exilés à fuir leur pays n'existent plus. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a déclaré « Au regard des changements fondamentaux et durables en Côte d'Ivoire, j'ai le plaisir de recommander une cessation générale du statut de réfugié pour les Ivoiriens »

Le pays a connu deux guerres civiles : l'une entre 2002 et 2007, l'autre entre 2011 et 2012. Durant ces périodes, d'après les chiffres du HCR, près de 340 000 Ivoiriens ont fui. Plus récemment, la crainte des violences liées aux élections présidentielles et législatives a poussé près de 34 000

personnes à quitter le pays entre mi-2020 et début 2021. La situation s'est aujourd'hui davantage stabilisée. Beaucoup de personnes sont déjà revenues. Depuis 2011, pas moins de 290 000 d'entre celles qui résidaient en Afrique de l'Ouest sont rentrées volontairement. Aujourd'hui, selon le HCR, il demeure 51 000 réfugiés ivoiriens en Afrique de l'Ouest et du Centre : la majorité vivant au Liberia (33 000) ; les autres au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie et au Togo. 22 000 se trouvent, eux, sur le continent européen. La première implication de cette recommandation des Nations Unies concerne les rapatriements volontaires. Une campagne d'aide au retour est déjà très active au Liberia, depuis fin août 2021. Chaque semaine, trois convois de 150 à 200 réfugiés ivoiriens partent de Toe Town, au Liberia, à destination de Toulepleu, la ville ivoirienne la plus proche. En à peine plus d'un mois, 5 000 personnes ont ainsi été rapatriées. Le HCR assure verser 305 000 francs CFA à chaque personne rapatriée. Cela vaut aussi pour les mineurs partis en raison des guerres civiles successives. En revanche, pour tous les Ivoiriens partis entre 2020 et 2021, cette somme est abaissée à 75 000 francs CFA. Mais ces retours peuvent être difficiles. "En leur absence, les terres appartenant à de nombreux réfugiés ont été occupées par d'autres familles".

La directive négociée au préalable, le 7 septembre 2021 (voir lettre 20), par la Côte d'Ivoire et les pays hôtes, réunis à Abidjan avait pour objet d'"accélérer le rapatriement volontaire et de soutenir un statut légal alternatif pour ceux qui choisissent de rester dans leur pays d'asile. Pour ces derniers, le HCR souhaite soutenir les procédures de naturalisation et de séjour permanent. Enfin, pour ceux qui s'estiment toujours en danger en cas de retour, le HCR promet que des exceptions seront possible à la clause de cessation du statut de réfugié. Cette clause fait partie de la Convention de Genève de 1951 (article 1C). On la retrouve également dans la Convention de 1969 de l'Organisation de l'unité africaine relative au statut des réfugiés. En théorie, elle doit n'être activée que si les changements dans le pays d'origine ont un caractère stable et durable. Elle ne signifie aucunement la perte de ce statut pour les personnes l'ayant déjà obtenu.

AMERIQUE

Mexique-USA

Couloir vers la frontière sud des États-Unis, le Mexique a enregistré 90 314 demandes d'asile de janvier à septembre 2021, alors qu'en 2019 on en comptait seulement 70 406. 31 884 demandes viennent du Honduras, devant celles originaires d'Haïti : 26 007 en 2021, contre 5954 en 2020. Le Mexique a déjà expulsé 54 000 migrants en 2021, d'après le directeur de l'ONG Human right watch (HRW). Fin septembre le président a déclaré : « Nous ne voulons pas que le Mexique soit un camp de migrants ». Cependant 13.255 personnes pourraient bénéficier du statut de réfugiés au Mexique.

Il y a urgence pour les migrants dans le diocèse de Tapachula, au Mexique. Dans une déclaration envoyée à l'Aide à l'Église en Détresse International, l'évêque alerte sur la grave situation dans laquelle se trouvent des milliers de migrants à la frontière avec le Guatemala, en route vers les États-Unis. Il s'agit de familles fuyant la pauvreté, la violence et la crise politique dans leur propre pays, des Haïtiens en particulier, qui arrivent non seulement de leur pays d'origine, mais aussi du Chili, du Brésil et de la Colombie. Il explique ainsi que depuis 2018, son diocèse assiste à l'arrivée de migrants qui s'arrêtent à Tapachula pour obtenir un document de transit sûr à travers le Mexique, et que les frontières ont été ouvertes sans aucun problème.

Aujourd'hui, l'augmentation du flux de migrants, avec de longues files d'attente pour obtenir des visas, et la crise provoquée par la pandémie de Covid-19 ont entraîné une surpopulation. Les migrants vivent dans des conditions précaires, souffrent de la faim et commencent à avoir des problèmes de santé. C'est pourquoi certains ont commencé à se déplacer en grands groupes, ou

caravanes, vers l'intérieur du pays. L'évêque décrit les actions de certains membres de la Garde nationale mexicaine comme «une véritable chasse à l'homme, terrorisant, tendant des embuscades et perturbant les caravanes de migrants, avec un usage disproportionné de la force». Le prélat dénonce la violence utilisée par la police lorsqu'elle a envahi le porche de la paroisse de Mapastepec pour s'emparer d'une cinquantaine de migrants qui s'y étaient réfugiés. Dans sa déclaration, il a reconnu que le diocèse de Tapachula est conscient que «derrière ces caravanes de migrants, il y a une infinité d'intérêts privés, d'institutions et d'organisations non gouvernementales qui ont fait de ces migrants une industrie à leur propre profit», mais il a contesté l'usage excessif de la force, la violence et le harcèlement utilisés pour intimider les migrants. Le diocèse de Tapachula a décidé d'offrir de l'aide dans ses paroisses afin d'atténuer la situation critique à laquelle les migrants sont confrontés quotidiennement. Par le biais de programmes d'aide, l'Église s'efforce «d'alléger le poids de la croix portée par nos frères et sœurs qui ont été touchés par la pauvreté, la violence et l'impuissance», ajoute-il et demande des encouragements et des prières afin que l'aide puisse être apportée à ceux qui espèrent un avenir meilleur.

USA

Les Nations unies et les États-Unis ont imposé des sanctions à Osama Al Kuni Ibrahim, un Libyen accusé d'avoir commis de graves abus sur des migrants détenus dans une prison de Zaouïa, en Libye. (voir plus haut à « hollande »).

Témoignages

Italie : foot et intégration

Abdoulaye jouait déjà au foot à Dakar, au Sénégal. Quand il a quitté son pays pour Milan il y a un an et demi, il a tout laissé derrière lui. Sa passion y compris. "Au début, c'était très difficile. Je ne connaissais personne de mon âge et je ne parlais pas italien". Et puis il entend parler du club de football de St Ambroeus. Quelques temps plus tard, le jeune homme de 21 ans rejoint l'équipe au poste de défenseur et s'y fait des amis "gambiens, maliens, burkinabé ... il y a beaucoup d'Africains, comme moi !" Au sein du groupe, l'exilé sénégalais côtoie aussi des jeunes du quartier. "L'échange culturel, d'habitudes et d'idées différentes est indispensable, affirme le directeur sportif du club. C'est pourquoi nous pensons que l'intégration des joueurs milanais au sein du groupe est très importante aussi". Tous se retrouvent chaque mercredi et vendredi lors des entraînements et enfilent la tenue rouge et blanche de l'équipe milanaise le dimanche, pour les matches. "Heureusement, le marché où je travaille est fermé ce jour-là. Ça me permet de participer au championnat toute l'année", confie Abdoulaye.

Fondée en 2016, St Ambroeus est la première équipe de football composée de réfugiés et de migrants non-originares de l'Union européenne à être affiliée à la Fédération italienne de football dans le nord de l'Italie. Pour ses dirigeants, l'objectif est simple : offrir une chance aux joueurs de se faire des amis – du quartier et d'ailleurs - dans ce pays qu'ils connaissent peu. Le club dispense aussi des cours d'italien, afin de faciliter leur recherche d'emploi. Des leçons, en plus de celles dispensées par d'autres associations, qui permettent aujourd'hui à Abdoulaye de tenir une conversation en italien. "Maintenant je confonds même avec le français", avoue-t-il en riant. St Ambroeus organise aussi des événements pour "créer des réseaux de solidarité". En juillet 2021 , ses dirigeants ont, par exemple, organisé un grand dîner sénégalais, dont les profits ont été reversés à "un de nos chers amis en difficulté", écrit le club sur sa page Facebook. Par son action, St Ambroeus souhaite incarner une "référence pour les nouveaux Milanais qui viennent d'un autre pays et qui cherchent à s'intégrer au tissu social de la ville".

le pays, les migrants sans papiers - environ 600 000 en 2020 selon les estimations du

gouvernement - sont souvent considérés comme des citoyens de seconde zone. "En Italie, ces exilés ont peu de chances d'obtenir rapidement des documents à cause des lois très strictes sur l'accueil et la protection internationale. Cela rend l'accès au travail légal difficile. Alors que dans le même temps, avoir un travail vous facilite l'obtention de papiers, c'est un cercle infernal". Il est également "très compliqué d'accéder à des cours d'italien" et "l'accès aux soins de santé est bien plus limité que pour une personne qui est née et a grandi en Italie".

À rebours des discours anti-immigration prônés par certains politiques italiens, le club de football milanais ne cache pas son engagement envers les migrants et les réfugiés. Cet été, une banderole de St Ambroeus a flotté à bord du navire de l'ONG ResQ, qui conduit des sauvetages en Méditerranée centrale. Il y a quelques jours, le club a aussi montré son soutien à l'ancien maire de Riace condamné à 13 ans de prison pour incitation à l'immigration clandestine. "Dans le reste du monde, il est question du 'Modèle Riace' et le travail de Mimmo Lucano est montré en exemple. En Italie, on le met en prison. Nous exprimons toute notre solidarité à Mimmo Lucano".

les dirigeants de St Ambroeus, le football fait partie des "moyens d'intégration sociale, d'échange et de connaissance" qui peuvent changer la perception de la population vis-à-vis des migrants. C'est aussi une "arme contre le racisme". "Tous nos joueurs, quelle que soit leur origine, s'ils se sentent milanais, pour nous ils sont milanais. Avec notre club nous essayons de construire une équipe déconnectée des préjugés d'origine, de croyance, ou de genre".

En Italie, les incidents racistes et les préjugés envers les migrants ont la dent dure. Dans le football, ils sont presque légion, y compris dans les meilleures équipes du pays. La majorité des victimes sont des joueurs africains, mais aussi des joueurs italiens noirs. Dernier acte en date : les cris et les insultes proférés à l'encontre du défenseur franco-sénégalais de Naples et des joueurs nigérian et camerounais, lors d'un match contre la Forientina, le 3 octobre 2021. Parfois, les conséquences sont dramatiques. En juin dernier, l'ancien espoir de l'AC Milan lassé du racisme quotidien auquel il était confronté, s'est suicidé à l'âge de 20 ans. Né en Éthiopie, le jeune homme avait été adopté à l'âge de sept ans par une famille italienne. "Où que j'aïlle, où que je sois, je ressens le poids des regards sceptiques, biaisés, dégoûtés et effrayés des gens", a-t-il écrit dans une lettre pour expliquer son geste. "J'avais pu trouver un travail de serveur que j'ai dû quitter parce que trop de gens, surtout les plus âgés, refusaient que je les serve. "C'est comme si j'avais honte d'être un noir". Abdoulaye a lui aussi été victime de racisme, une fois. "Une dame m'a insultée dans la rue. Ce n'est pas grave. À part ça, je n'ai jamais eu de problème". Le jeune homme préfère oublier cet incident et se concentrer sur les mois à venir. "Cette année, on a une grande équipe. J'en suis sûr, on va gagner le championnat". Dimanche 10 octobre 2021, St Ambroeus a écrasé l'équipe adverse de Real San Donato 6 buts à 1.

Parti de Guinée, il n'est jamais arrivé en France

Phyllie est née en France d'une première union de son père. Celui-ci, franco-guinéen, est retourné vivre en Guinée après sa retraite où il a eu un autre fils, Daouda, en 2002. Phyllie rendait parfois visite à son père et son frère à Conakry. La dernière rencontre remonte à 2019. Un jour d'août 2021, Phyllie reçoit un coup de téléphone : son petit frère de 19 ans a été tué dans une prison libyenne alors qu'il tentait de s'enfuir. Cette femme de 43 ans, qui vit en France, a du mal à faire son deuil, sans pouvoir récupérer le corps de son frère et lui offrir une sépulture.

"Mon petit frère de 19 ans, Daouda, rêvait de venir en France. Mon père, qui est retourné vivre en Guinée après des années dans l'Hexagone, a fait des pieds et des mains pour lui obtenir un visa. Mon papa ayant la double nationalité, française et guinéenne, et moi étant née en France, on avait bon espoir. Mais on a essuyé que des refus. C'est honteux car Daouda ne pouvait même pas venir quelques jours en France pour me rendre visite ou accompagner notre père. En janvier 2021, mon père est venu me voir à Paris. Il a laissé un peu d'argent que je devais garder pour mon frère au cas où il obtiendrait un visa. Mais quelques jours après l'arrivée de mon père, on a appris que

Daouda avait quitté la Guinée. Il se trouvait en Algérie. Il essayait d'atteindre la France par la voie illégale.

Deux mois plus tard, en mars 2021, mon petit frère m'a appelée pour me dire qu'il était en Libye. J'ai tout de suite paniqué car je connais les conditions de vie des migrants dans le pays. J'étais catastrophée. Je lui ai dit de rentrer en Guinée, qu'on trouverait une solution pour venir légalement et de manière sécurisée en France. Mais une fois en Libye, il est trop tard. Le piège se referme. Il a demandé de l'argent à mon père pour tenter la traversée de la Méditerranée à bord d'un canot de fortune. Mon père lui a passé un savon mais il a fini par lui envoyer la somme demandée, 2 500 euros. Il n'avait pas le choix, Daouda était bloqué en Libye. Sa seule issue était la mer. Mon frère a tenté la traversée mais a été intercepté en mer. Il a rappelé mon père quelques semaines plus tard pour lui redemander de l'argent et essayer une nouvelle fois de monter dans un canot. Là-encore, il a été récupéré en mer par les garde-côtes libyens et envoyé en prison. Phyllie ne sait pas dans quelle prison son frère a été envoyé. Le dernier appel de Daouda date du 31 juillet 2020. Il a supplié mon père de lui envoyer de l'argent pour sortir de détention. Mais le temps que mon père réunisse l'argent, il était déjà trop tard. Début août, on a reçu un coup de téléphone de Libye et un autre de Guinée (certainement un appel des geôliers ou des passeurs). Lors du premier appel, un homme nous a d'abord dit que Daouda était blessé, puis il y a eu un autre appel. On nous a dit qu'il était mort en prison. Il aurait essayé de s'évader avec d'autres jeunes et a été abattu par les gardiens. En tout six personnes seraient mortes ce jour-là. Je suis en colère, il a été tué comme un animal. (Une fusillade a en effet eu lieu début août dans une prison libyenne, en banlieue de Tripoli, après une tentative de fuite de plusieurs migrants. Six personnes seraient mortes et plusieurs autres blessées). C'est très dur de faire le deuil de mon petit frère dans ces circonstances. C'est terrible, on n'a pas de corps, pas de tombe. C'est un peu irréel. Comment lui rendre hommage ? Daouda était jeune et naïf. Il ne connaissait pas les risques. Il s'est jeté dans la gueule du loup. Combien de jeunes Africains meurent de cette façon, sans que personne ne le sache ? Il faut leur dire que c'est une erreur d'aller en Libye, ne tombez pas dans ce piège !"

Lire ou écouter

Dimanche 26 septembre 2021, **France 2** a diffusé à la télévision une émission sur « **ceux qui agissent pour les migrants** » arrivant à Lampedusa, pour la 107^{ème} journée mondiale pour les migrants et les réfugiés. Voir la vidéo sur les pilotes de « colibri 2 ».

La pandémie de Covid-19 a entraîné un report de huit mois du Fespaco, Festival panafricain du **cinéma** et de la télévision de Ouagadougou, au Burkina Faso. Le Sénégal est le pays invité de cette 27^e édition, qui enregistre 1 132 films inscrits, dont 239 ont été retenus pour la compétition officielle. Cette année, 17 films sont en lice dans la catégorie long métrage de fiction, en vue de décrocher l'Étalon d'or du Yénnenga, récompense suprême du Fespaco, et succéder à "The Mercy of the jungle" du Rwandais Joël Karekezi, primé en 2019. Le jury de la 27^e édition est présidé par le réalisateur et producteur mauritanien Abderrahmane Sissako, lauréat du César du meilleur film pour « Timbuktu » en 2015.

Le 16 octobre 2021, c'est « **Atlantique** » (récompensé par le Grand prix au Festival de Cannes) en 2019) qui est en première position. Il raconte la **traversée en mer d'un jeune migrant** depuis les côtes sénégalaises. C'est l'histoire d'Ada, dans une banlieue populaire de Dakar. Elle est amoureuse de Souleiman, ouvrier sur un chantier et sans salaire depuis des mois. Le jour où Souleiman décide de quitter le pays par la mer pour chercher un avenir meilleur en Europe, la vie d'Ada bascule. Plongée dans une attente angoissante, la jeune fille, qui doit épouser un autre homme dans le cadre d'un mariage arrangé, se retrouve au bout de quelques jours au cœur de phénomènes étranges : un incendie a lieu pendant sa fête de mariage et des fièvres inexplicables frappent les filles du quartier, tandis que certains affirment avoir vu Souleiman.

"Je souhaitais laisser une trace d'un chapitre de l'histoire contemporaine sénégalaise, en particulier de la jeunesse qui a disparu en mer en tentant de rejoindre l'Espagne. C'est un phénomène, une situation économique et politique d'une grande violence. C'est un film à la fois triste et poignant qui interroge sur la politique à destination de la jeunesse, qui chôme, en manque d'espoir et parfois contraint d'aller mourir en mer, avec pour seul rêve un virtuel eldorado" indique la réalisatrice.

Un film illustre l'humanité au quotidien d'un village italien en Calabre « **Un paese di Calabria** ». Il est en diffusion libre : <https://vimeo.com/153128275/9d67c0ca03>

Un livre : « **Grâce à eux : comment les migrants ont sauvé mon village** » (de Mimmo Lucano, Marco Rizzo) paru le 9 septembre 2021 (éditions Buchet Chastel). « C'est une évidence qui m'apparaît chaque fois que je m'assois pour contempler la mer : quiconque vient frapper à nos portes, qu'il soit réfugié, pauvre ou voyageur, représente pour ce monde le seul salut possible, le seul véritable espoir contre la violence de l'histoire». Quand un bateau de réfugiés kurdes s'échoue près de son village de **Riace**, sur la côte calabraise, Mimmo Lucano les accueille comme ses frères. Devenu maire, il met en place un programme d'intégration inédit qui redonne vie à un village en train de s'éteindre. Grâce à lui, des centaines d'hommes et de femmes retrouvent leur dignité. Grâce à eux, Riace renaît. Le célèbre « maire des migrants » raconte ici une aventure humaine où les petits gestes deviennent très grands, une lutte où l'espoir et le courage s'unissent contre la barbarie des temps.

Étant donné l'abondance des informations, je n'ai pas précisé chaque média utilisé, mais ceux consultés sont, entre autres :

<https://www.infomigrants.net/fr/>

https://www.lejourduseigneur.com/jds_referent_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2021-09/pape-francois-angelus-26-septembre-journee-migrant-refugie.html>

<https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20210925-on-ne-sait-pas-quoi-faire-au-pakistan-des-centaines-d-afghans-attendent-l-asile-en-france>

<https://www.infomigrants.net/fr/post/35324/migrants-hautement-qualifies--lue-assouplit-les-criteres-relatifs-a-la-carte-bleue-europeenne>

https://www.lejourduseigneur.com/jds_referent_videos/emission-speciale-a-lampedusa-ceux-qui-agissent-pour-les-migrants/

<https://www.france24.com/fr/europe/20210926-p%C3%A9nuries-au-royaume-uni-londres-va-accorder-10-500-visas-temporaires-de-travail>

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/dunkerque/dunkerque-des-migrants-blesses-par-la-police-suite-a-un-tir-de-balles-en-caoutchouc-ce-que-l-on-sait-2278768.html>

<https://www.ladepeche.fr/2021/10/05/haute-garonne-huit-passeurs-ont-ete-arretes-a-la-frontiere-espagnole-au-cours-du-mois-de-septembre-9833146.php>

<https://www.guardiacivil.es/es/prensa/noticias/7994.html>

<https://www.hrw.org/fr/report/2021/10/07/infliger-la-detresse/le-traitement-degradant-des-enfants-et-des-adultes-migrants>

<http://www.laubergedesmigrants.fr/wp-content/uploads/2021/05/Rapport-annuel-2020-Human-Rights-Observers-HRO.pdf>

https://www.liberation.fr/international/europe/pushback-de-migrants-la-police-cogne-aux-frontieres-de-lunion-europeenne-20211006_ARC5Q6IJ7RHVJGHN7C6XFFJ5A/

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1023526/AFG_CPIN_Security_and_humanitarian_situation.pdf

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1023526/AFG_CPIN_Security_and_humanitarian_situation.pdf

<https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62>

<https://www.lastampa.it/cronaca/2021/10/12/news/migranti-naufragio-a-largo-della-libia-15-vittime-1.40801684>

<https://www.lacimade.org/presse/la-prefecture-de-gironde-conditionne-lhebergement-de-mineurs-isoles-a-leur-acceptation-dune-aide-au-retour/>

<https://www.politie.nl/en/wanted-and-missing/most-wanted/2021/kidane-zekarias-habtemariam.html>

<https://www.bbc.com/news/world-europe-58974624>

<https://www.infomigrants.net/fr/post/35887/libye--nous-ne-sommes-pas-en-mesure-devacuer-tous-les-refugies-a-risque-selon-le-chef-de-mission-du-hcr>
<https://www.lesoir.be/399742/article/2021-10-11/profession-coursier-sans-papiers>
<https://abaslescra.noblogs.org/>
https://www.lamontagne.fr/montlucon-03100/actualites/la-mobilisation-pour-la-famille-sargsyan-menacee-d-expulsion-ne-faiblit-pas-a-montlucon-allier_14034521/
<https://www.lavoixdunord.fr/1088493/article/2021-10-22/marck-un-migrant-meurt-apres-avoir-ete-percute-par-un-camion-zone-transmarck>
<https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2021-10/mexique-migrants-usa-mgr-calderon-etats-unis-texas.html>
http://www.interbible.org/interBible/source/justice/2021/justice_20210913.html
<https://bx1.be/categories/news/grevistes-de-la-faim-un-sans-papier-regularise-sur-dix-demandes/>
<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/lyon-60-migrants-sont-arrives-ce-mardi-en-bus-a-la-part-dieu/>
Actualité
<https://www.journaldemontreal.com/2021/10/07/migrants-le-mexique-le-mur-des-etats-unis-qui-souvre-difficilement>
<https://blogs.mediapart.fr/agata-majos/blog/231021/pologne-face-lenfer-des-migrants-des-militants-et-des-locaux-se-mobilisent>
<https://rue89bordeaux.com/2021/10/la-maison-emmanuelle-ajon-ouvre-ses-portes-aux-mineurs-non-accompagnes-a-bordeaux/>
<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/accident-de-ter-pres-de-saint-jean-de-luz-les-trois-victimes-officiellement-identifiees-1635336359>
<https://www.francebleu.fr/infos/societe/judoka-congo-expulsion-montpellier-musumadi-1634908588>
<https://news.un.org/fr/story/2021/10/1107062>